

Après la « démission » de cinq membres du bureau politique

Des centaines de milliers de manifestants à Berlin-Est en faveur des réformes

Course contre la montre

COMME le remarquait, vendredi, à Bonn, décidément très vite. Tout va si vite qu'une question considérée comme taboue il y a quelques semaines encore — celle de l'avenir des deux États allemands — ne peut plus aujourd'hui être éludée par les dirigeants des puissances autrefois victorieuses de l'Allemagne, qui jusqu'ici, se renvoyaient la balle pour justifier leurs silences. Tout va trop vite pour M. Egon Krenz, engagé dans une course éperdue contre la montre pour empêcher de rattraper son gouvernement qui manifestent en RDA, mais ceux qui quittent le pays à toutes jambes.

Plus que les quelques assouplissements déjà annoncés, plus que les purges précipitées du bureau politique, c'est la promesse d'accorder à ceux qui le demandent des autorisations rapides de sortie qui, si elle est confirmée dans les faits, marquera le premier vrai tournant d'un régime est-allemand accusé. La fermeture des frontières n'était pas tenable. Voilà le moment où les dirigeants est-allemands de l'Est s'accrochent aux grilles de l'antenne ouest-allemande à Prague ou acceptent la réalité et leur accord des visas, comme Bonn y incitait Berlin-Est ?

La décision était certes difficile à prendre. M. Egon Krenz doit savoir en effet qu'aucune réforme n'est susceptible à court terme de calmer l'impatience de ceux de ses concitoyens qui réclament tout de suite un niveau et un mode de vie de type ouest-allemand. Combien seront-ils à partir ? Le chiffre d'un million de demandes légitimes d'émigration circule.

Reste à tenter de rassurer ceux qui sont un peu moins impatients, et comment le faire sans leur accorder rapidement la possibilité de s'exprimer par un vote réellement libre ? Si certains, à Moscou, semblent y avoir songé, M. Egon Krenz, pour sa part, n'a encore rien proposé.

Ni ceux qui manifestent tant, se sont précipités par la réminiscence de l'Allemagne en un seul État, sujet qui est surtout débattu en République fédérale. Il est cependant clair pour tout le monde que la question du type de relations que doivent entretenir les deux Allemagnes finira très vite par se poser.

Si à l'Est et à l'Ouest, les Allemands ne supporteraient de se voir, ce jour-là, privés de leur droit à disposer librement d'eux-mêmes, et il importerait dès maintenant de le leur garantir, comme l'a fait vendredi M. Mitterrand à Bonn. Il n'y a pas un effet de meilleur moyen d'éviter qu'un sentiment national frustré ne mette en péril l'ouvrage. Jusqu'à présent indubitable, de la République fédérale en Occident et dans la Communauté européenne.

Reste à organiser la suite, c'est-à-dire le cadre institutionnel qui devra accueillir les choix que feront les Allemands. C'est l'affaire de la Communauté européenne, et c'est l'affaire des Deux Grands. Nul doute que MM. Bush et Gorbatchev ont mis le sujet au menu de leur rencontre du début décembre.

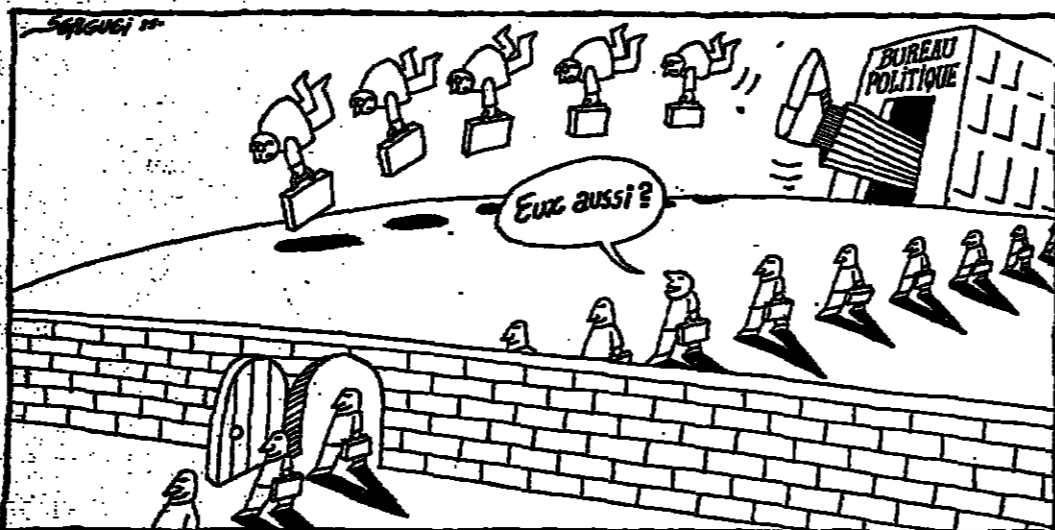
M 8146-11060-6.00 F
3790146006000 11060

Des centaines de milliers de personnes ont pris part, samedi matin 4 novembre, à Berlin-Est, à une imposante manifestation de protestation. Le cortège devait s'arrêter, notamment, devant la Chambre du peuple pour réclamer des réformes et la « transparence ». Le nouveau chef du Parti communiste et de l'Etat est-allemands, M. Egon

Krenz, avait annoncé, vendredi soir, la démission de cinq membres du bureau politique du SED, dont le patron de la police politique, M. Erich Mielke.

La Bulgarie à son tour...

Manifestations à Sofia - Page 4



Lire les articles de Henri de Bréson, Luc Rosenzweig et Claire Tréan page 5

Les privatisations du gouvernement Chirac

Selon le rapport de la commission d'enquête parlementaire, le manque à gagner a été de 8,3 à 19,6 milliards de francs page 13

L'Ethiopie renoue avec Israël

Satisfaction à Jérusalem page 3

Colloque sur la sécurité intérieure

La guerre est finie entre la majorité et l'opposition page 8

« Grand jury RTL-le Monde »

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, invité dimanche à partir de 18 h 30

RÉGIONS

Le réveil du Sud aveyronnais page 12

Le sommaire complet se trouve page 16

La dissolution du Parlement par le général Aoun

Epreuve de force au Liban au sein du camp chrétien

Le général Aoun, chef du gouvernement militaire chrétien au Liban, a prononcé, samedi 4 novembre, contre l'avis de la majorité des députés chrétiens, la dissolution du Parlement. Cette décision, qui provoque une épreuve de force au sein du camp chrétien, rendait peu probable la tenue, samedi, de l'élection présidentielle. A Beyrouth-Est, quelque vingt mille personnes ont manifesté, samedi matin, leur appui au général Aoun devant le palais de Baabda.

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Le Liban n'a jamais été aussi près de la partition, et l'épreuve de force engagée entre le général Aoun et les députés chrétiens qu'il sommat de rentrer à Beyrouth pour se « concerter » avec lui avant l'élection présidentielle a tourné, samedi 4 novembre à l'aube, au coup de force.

C'est en effet à 5 heures du matin que le chef du gouvernement militaire chrétien a lu d'une voix ferme à la télévision le décret 420 de son gouvernement prononçant la dissolution du Parlement et annonçant la tenue, à partir du 7 janvier 1990, d'élections législatives. Le gé-

ral Aoun a justifié cette décision par le fait que « les députés ont violé la Constitution en approuvant par vote public à Taïef, hors du territoire libanais, un accord qui porte atteinte à l'indépendance, la souveraineté du Liban et à l'unité de son territoire ». Le décret souligne en outre que le Parlement actuel « a perdu toute représentativité » et que les députés élus en 1972 ont prorogé à sept reprises leur mandat. « Les Libanais, poursuit-il, nés entre 1952 et 1968 et qui représentent la majorité des votants n'ont pas participé à leur désignation ».

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite page 3

L'appel au droit de M. Jospin

Dans l'affaire des foulards islamiques, le ministre de l'éducation nationale demande l'avis du Conseil d'Etat

Pour la deuxième fois en dix jours, et à la veille de la rentrée dans les collèges et les lycées après les congés de la Toussaint, M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, tente de calmer la polémique sur le port du foulard islamique dans les établissements scolaires.

Dans un communiqué aux termes soigneusement pesés, publié samedi 4 novembre dans le matin, il rappelle tout d'abord les principes déjà affirmés le 25 octobre à l'Assemblée nationale et sur lesquels un consensus très large s'est jusqu'à présent dégagé : principe de la laïcité qui « implique la neutralité confessionnelle » ; interdiction du prosélytisme, « c'est-à-

dire de toute propagande politique ou religieuse » ; enfin, « respect par les élèves et les parents des règles de fonctionnement des établissements ».

Mais le ministre de l'éducation, confronté au déclenchement de « passions » qu'il n'est pas loin de juger irrationnelles et incontrôlables, s'emploie surtout à proposer une démarche et un calendrier dont les objectifs sont extrêmement clairs : quitter le terrain explosif du débat idéologique, qui divise la communauté scolaire autant que le Parti socialiste, et tenter de s'arrimer solidement sur le terrain juridique. « Respect de l'Etat de droit » et appel au Conseil d'Etat, pour

qu'il se prononce « sur la situation, au regard du service public d'enseignement, des jeunes qui porteraient des signes religieux à l'école », sont les deux garde-fous grâce auxquels M. Jospin espère canaliser une polémique imprévisible.

Autrement dit, il s'agit de faire préciser par la plus haute juridiction administrative, compte tenu de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires, s'il est possible, et dans quelles conditions, d'accueillir ou non dans un établissement scolaire des élèves qui arboraient des « insignes religieux ».

GÉRARD COURTOIS

Lire la suite page 6

A New-York, la rage de séduire...

Pour conquérir la mairie le 7 novembre, démocrates et républicains s'affrontent sans ménagement

NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

On, vieux cristaux et lunettes de soleil : en plein cœur de Manhattan, campagne électorale en terre italo-américaine. Dans un coin du restaurant, deux ou trois docteurs venus de Rome en voyage d'affaires, qui ont été réquisitionnés pour l'occasion, et, sur les tables, un espresso musqué, au lieu du café fadeuse habituel. L'un des orateurs, plein de bonne volonté, s'est même ingénié à trouver un air de famille — « les yeux bouffis de fatigue et la calvitie naissante » — entre eux, « Mario » (le gouverneur Cuomo) et l'ibète d'hom-

neur de ce petit déjeuner électoral, le très discret candidat noir à la mairie de New-York, le démocrate David Dinkins. A tout hasard, ce dernier remercie et, saisissant la balle au bond, se lance, de sa voix monocorde, dans une apologie périlleuse de la « famille ». Démocrate s'entend, car, à l'approche du scrutin, quelle plus belle chose n'est-ce que de conserver la municipalité au parti de l'âne, qui veille jalousement sur elle depuis vingt ans.

Applaudissements nourris. Le candidat est content : combien d'électeurs s'est-il gagné ce matin sur les 830 000 Italo-Américains de New-York ?

Ajoutés aux artistes libéraux de la soirée d'hier soir au Palladium, aux lesbiennes du Village et après-midi et aux ouvriers du textile de demain, le compte doit être bon.

Depuis des mois d'une campagne sans passion où, candidat sans charisme, il a accumulé patiemment les motions de soutien avec des airs d'écureuil frioux de caisse d'épargne, David Dinkins s'est constitué une belle cagnotte électorale. Avant tout, il a le label démocrate, ce qui, dans une ville à 80 % démocrate, est quasi obligatoire.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Lire la suite page 4

1939-1940
L'ANNÉE TERRIBLELE FEUILLETON
DE L'ÉTÉ
DISPONIBLE
EN UN SEUL
NUMÉRO

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE - 40 p. 22 F
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 60 p. ; Italie, 160 li. ; Japon, 200 ¥ ; Liban, 2 000 L. ; Luxembourg, 40 F. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Roumanie, 235 F CFA ; Suède, 14 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

سكرا من الاصل

صدا من الامم

2 Le Monde • Dimanche 5-Lundi 6 novembre 1989 •••

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 206 136 F

Impression :
D. L. M. Gaudy
9453 IVRY

Reproduction interdite de tout article

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms

et Index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

SP 507 09

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

DATES

Il y a dix ans

Les Américains otages à Téhéran

« **UNE** seconde révolution a commencé. » Noyés au milieu de mille autres formules plus ampoulées et excessives les unes que les autres, accompagnées d'un débordement de haine, ces quelques mots prétaient plutôt à sourire. On y accordait certainement moins d'attention qu'à tous les autres slogans hurlés par des foules déchaînées, qu'aux pancartes brûlées par dizaines, qu'aux pancartes promettant le sort le moins enviable à l'ex-chah d'Iran, déjà mourant, là-bas chez le « grand Satan ». Et pourtant, placardés à l'intérieur de l'ambassade des États-Unis, ils donnaient tout simplement l'exacte signification de ce qui venait de se passer à Téhéran le 4 novembre 1979.

En cette matinée de dimanche, jour « ordinaire » en terre d'Islam, Bruce Laingen est, comme tout automobiliste à Téhéran, pris dans les légendaires embouteillages de la capitale américaine. Chargé d'affaires, il revient du ministère des affaires étrangères en compagnie de deux autres diplomates quand il apprend, par radio, que son ambassade vient d'être attaquée par quelque quatre cents manifestants. Il retourne immédiatement au ministère pour y réclamer des mesures de protection. A la même heure, le ministre des affaires étrangères, Ibrahim Yazdi, est, lui aussi, pris dans l'insupportable trafic de Téhéran, sur le trajet de l'aéroport à son bureau. Avec le chef du gouvernement, Mehdi Bazargan, il revient d'Alger, où tous deux ont rencontré Zbigniew Brzezinski, conseiller du président Carter pour les affaires de sécurité.

A Washington, le jour n'est pas encore levé. Rassemblés dans une pièce du département d'État, un petit groupe d'experts tirés du lit suit, en direct, la progression des assaillants qui, à plusieurs milliers de kilomètres de là, forcent les bureaux de l'ambassade. Une à une, les lignes téléphoniques établies en continu sont coupées, les voix des diplomates se taisent, abruptement, les uns après les autres. Et, un peu plus de deux heures après que le premier « étudiant dans la ligne de l'imam » ait sauté le mur d'enceinte de la mission diplomatique, la dernière voix s'éteint. L'ambassade est alors entièrement aux mains de ces fameux « étudiants », qui font complaisamment défiler dans les jardins de la mission quelque soixante Américains, les yeux bandés et les mains liées dans le dos. Ils assurent, aussitôt comme leur acte, vouloir « échanger » ces otages contre l'ex-chah, soigné dans un hôpital de New-York, où il est arrivé le 22 octobre, rongé par un cancer.

An ministère des affaires étrangères, Bruce Laingen et ses deux collègues s'entendent dire qu'il ne s'agit là que d'un événement comparable aux sit-in en vogue dans les universités américaines et que toute l'affaire sera réglée « dans les quarante-huit heures ». En fait de « sit-in », c'est un cauchemar long de quatre cent quarante-quatre jours que viennent d'estimer cinquante-deux Américains tombés dans le piège des « étudiants dans la ligne de l'imam » (treize des Américains présents dans l'ambassade au moment de l'attaque — les femmes et les Noirs — seront libérés dans le courant du mois de novembre). Un « sit-in » qui contribuera, un an plus tard, à la chute du président Carter. Quatre cent quarante-quatre jours dont la société iranienne sortira profondément bouleversée, et le clergé chiite solidement installé à la tête du pays.

« Trahison »

La « seconde révolution a commencé ». Et les premiers « étudiants » deux jours plus tard, Mehdi Bazargan et son gouvernement démissionnent le 6 novembre. Non seulement surpris par la prise en otage du personnel diplomatique américain mais, surtout, opposés à cet acte, MM. Bazargan et Yazdi — impuissants à rétablir la situation en quarante-huit heures, comme ils l'espéraient — sont violemment pris à partie pour ce que les radicaux de la révolution considèrent comme une « trahison », à savoir leur rencontre, à Alger, avec Zbigniew Brzezinski. Accusés de pactiser avec le diable et de vouloir brader la révolution (circonstance aggravante : l'imam Khomeiny n'avait pas été mis officiellement au courant des entretiens d'Alger), Mehdi Bazargan et ses ministres doivent s'effacer devant le Conseil de la révolution, organe de direction parallèle au sein duquel les religieux sont largement représentés.



Cette première victoire sur les libéraux, les radicaux n'avaient, jusque-là, pu la remporter malgré tous leurs efforts pour déstabiliser ceux à qui Khomeiny avait remis le pouvoir officiel au lendemain de son retour en Iran, le 1^{er} février précédent. Pouvoir tout théorique, tant le pays était, depuis la chute du chah, déchiré entre tendances, groupes politiques, milices armées, centres de décision multiples, dont aucun n'était en mesure de prendre un avantage décisif sur les autres et dont les éternels conflits avaient mené l'Iran au bord de la guerre civile.

Le cabinet Bazargan apparaissait totalement désarmé. « Il est vrai que mon gouvernement ressemble à un couteau sans lame », reconnaissait son chef lui-même lorsque, quelques semaines avant la prise des otages américains, il avait, une fois de plus, offert — en vain — sa démission au « guide de la révolution ». C'est qu'à l'époque, et en dépit de ses divergences répétées avec eux, l'imam n'avait pas encore décidé que les modérés (ces « libéraux » qu'il ne cessait, par la suite, de vilipender), parvenus de maintenant une certaine distance entre le pouvoir et la religion, avaient fait leur temps.

Autour du président Carter, la dimension intérieure à la politique iranienne de la prise d'otages apparaît rapidement aux yeux des analystes chargés de suivre la situation. Ceux-ci se rendent compte que la présence de l'ex-chah sur le territoire américain — prétexte avancé par les « étudiants dans la ligne de l'imam » pour justifier leur action — est une subtile façon pour Khomeiny de profiter à ses fins, tout comme il s'est servi, au mois d'août précédent, de la révolte kurde pour tenter de resserrer les rangs au sein du régime. Cette prise en compte des conflits internes iraniens ne facilite pas pour autant la tâche des responsables américains, qui se heurtent non seulement aux difficultés inhérentes à toute situation de crise, mais aussi à un obstacle de taille : l'absence d'interlocuteur véritable en raison de la dispersion des centres de décision, doublée de l'inébranlable détermination de Khomeiny,

dont le seul mot d'ordre est : « non, c'est non ».

Un Khomeiny en qui l'administration Carter a vite reconnu le vrai et seul détenteur du pouvoir, mais avec qui elle ne parvient pas à établir de contact. Un imam qui dit non à tout, et, pour commencer, à l'envoi d'émissaires américains à Téhéran ainsi qu'à la moindre esquisse de négociation avec Washington. Un « guide de la révolution » qui paralyse ou court-circuite toute initiative susceptible de déboucher sur un dénouement. Un religieux qui accueille toute menace, toute pression comme un bienfait propre à rendre enfin indépendante et digne d'un Iran qu'il veut définitivement purger de toute influence occidentale.

Le piège

Pria dans un piège qui ne leur laisse pratiquement aucune marge de manœuvre, les Américains vont pourtant tenter de jouer sur plusieurs registres une fois affirmé leur refus d'extraire l'empereur déchu. S'engage alors une guerre diplomatique et économique entre Washington et Téhéran qui voit les États-Unis marquer tous les points sans, pour autant, obtenir le moindre résultat concret. Si l'Iran se retrouve bien vite isolé sur la scène internationale pour une violation aussi flagrante des règles les plus élémentaires, cet état de choses ne rend en rien la liberté aux cinquante-deux otages américains.

Mais, plus que sur le plan diplomatique, c'est sur le terrain économique que se déroule la principale bataille (l'option militaire — mise à part la malheureuse tentative de libération qui échouera dans le désert de Tabas — reste à l'état d'étude, pour le cas où un ou plusieurs des otages seraient tués). Et là, Washington garde constamment une longueur d'avance, compensant par suspendre toutes ses importations de pétrole en provenance d'Iran, soit sept cent mille barils par jour. Cette mesure prive les Iraniens d'un important débouché alors que le pétrole représente la quasi-totalité de leurs revenus.

Puis, c'est au tour des avoirs iraniens déposés dans des banques américaines — plusieurs milliards de dollars, dont une grande partie dans des filiales à l'étranger — de servir d'enjeu au conflit. Une fois de plus, les Américains remportent la bataille : quel que soit le prix après que Téhéran ait annoncé son intention de les retirer des établissements américains, le président Carter obtient le gain de quelque 12 milliards de dollars.

Or que se passe-t-il ? Rien, en dépit du fait qu'Abol Hassan Banisadr (très proche, pourtant, de l'imam Khomeiny), qui a pris la responsabilité des affaires étrangères ainsi que de l'économie, et « traite » l'affaire des otages, est parvenu d'une libération immédiate de ces derniers. S'il faut lutter contre les États-Unis, estime-t-il, c'est uniquement sur le terrain diplomatique et économique ; garder les otages est une profonde erreur. Mais M. Banisadr n'a pas le moindre autorité sur les « étudiants » islamiques, qui rejettent toute autre tuelle que celle de Khomeiny. Quant à ce dernier, il refuse systématiquement toute proposition de son « fils spirituel » allant dans le sens d'un apaisement. Une fois constatées son impuissance à convaincre l'imam, il ne reste plus à M. Banisadr qu'à laisser, à son tour, la place. Celle-ci est reprise par Sadegh Ghotbzadeh, tout aussi opposé à la prise d'otages et dont les efforts (parmi lesquels ses multiples contacts clandestins avec l'entourage du président Carter) se révéleront aussi vains que ceux de ses prédécesseurs.

« Purification »

La raison de cette impasse est simple : l'objet de la prise d'otages est moins de faire « chanter » les Américains que de les humilier et de « laver » ainsi la souillure que représentent, aux yeux de l'imam, des dizaines d'années de ce qu'il considère comme la « colonisation » de son pays par le « grand Satan ». Seul, estime le « guide de la révolution », un affrontement avec une « puissance du mal » de l'importance des États-Unis peut permettre la « purification » de l'Iran qu'appelle Khomeiny de ses vœux. Mais, surtout, rien n'est plus propice à la consolidation de son pouvoir — et de celui de ses partisans les plus extrémistes — qu'un tel affrontement. Devant ce qui est devenu « le nid d'espions », une foule bien encadrée donne le « la » face aux caméras du monde entier, qui peuvent enregistrer, tout à leur aise, le spectacle de la « colère » et de la « mobilisation » du peuple iranien, peuple dégoûté tenant dans ses files la première puissance mondiale. A l'intérieur, les « étudiants » orchestrent l'humiliation des États-Unis, à coups de « révélations » savamment dosées à partir des innombrables documents qu'ils ont découverts dans les bureaux de l'ambassade. Sans compter la suspense entretenu — lors de conférences de presse quasi quotidiennes — par les porte-parole des « étudiants » sur les intentions de ces derniers. Plus discrètement, le pays est le théâtre d'une épuratoire de grande envergure, grâce à ces fameux documents qui permettent d'envoyer devant le peloton d'exécution nombre d'opposants — ou beaucoup de ceux qui, plus simplement, ne montrent pas assez de sympathie pour le régime islamique. Quelques mots anodins se transforment alors invariablement en sentence de mort : « Votre nom a été découvert à l'ambassade américaine ».

Une question est restée sans réponse jusqu'à aujourd'hui : l'imam a-t-il été à l'origine de la prise d'otages, a-t-il été seulement mis au courant avant qu'elle ne se produise ou a-t-il « récupéré » l'action des « étudiants » ? En tout état de cause, quatre cent quarante-quatre jours après ce 4 novembre 1979, lorsque les cinquante-deux otages recouvrèrent la liberté (le jour de la prestation de serment de Ronald Reagan, vainqueur aux élections de Jimmy Carter), la scène politique iranienne aura été soigneusement vidée de tous ceux qui pouvaient porter ombrage au régime islamique, des libéraux aux marxistes.

Sur le plan extérieur, la prise de l'ambassade des États-Unis aura coûté aussi cher à la diplomatie qu'aux finances iraniennes, puisque Téhéran, longtemps muré dans son isolement, n'a toujours pas récupéré, dix ans plus tard, l'intégralité des milliards de dollars gelés par Jimmy Carter.

YVES HELLER

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet

Corédacteur en chef :

Claude Salas

Administrateur général :

Bernard Woutas

7 RUE DES ITALIENS,

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDPAR 650572 F ;

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18h30

ALAIN JUPPÉ

animé par
Henri MARQUE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON
et Didier POURQUERY (Le Monde)
Dominique PENNEQUIN
et Isabelle TORRE (RTL)

LIBAN : la dissolution du Parlement par le général Aoun

Epreuve de force
au sein du camp chrétien

Suite de la première page

Toute la nuit, des contacts s'étaient poursuivis entre des députés, en majorité musulmans, réunis autour de M. Hussein, les parlementaires présents à Paris, et le général Aoun en tête à tête pendant six heures avec le député maronite Pierre Daccache, qui avait regagné Beyrouth vendredi soir, venant de Paris, pour tenter d'arracher un accord de dernière minute entre le Parlement, toutes tendances confondues, et le chef du gouvernement militaire chrétien.

A sa sortie vers 5 heures du matin du Palais de Baabda, M. Daccache, qui était accompagné de M. Dany Chamoun, le chef du Parti national libéral, déclarait : « Je regrette profondément que les tentatives et les contacts que j'ai entrepris avec les députés à Paris, M. Hussein et le général Aoun n'aient pas eu de succès. Mon âme est triste jusqu'à la mort ».

Contrariée par les juristes et rejetée comme « illégale, anticonstitutionnelle, nulle et non avenue » par M. Salim Hoss, chef du gouvernement à majorité musulmane soutenu par Damas, la dissolution du Parlement ne devrait pas empêcher la tenue du scrutin présidentiel. Celui-ci toutefois ne devrait pas intervenir samedi, les députés présents à Paris attendant la visite de M. Hussein, qui a quitté le Liban tôt samedi pour en fixer les modalités.

Dans une conférence de presse convoquée, vendredi après-midi, le général Aoun avait réitéré sa menace de dissolution de la Chambre, précisant qu'il était prêt à le faire s'il avait des « indications précises » que les

députés étaient résolus à se réunir.

Le général Aoun, entouré des deux ministres de son gouvernement et de nombreux officiers, avait exhorté les députés à boycotter la séance de l'élection présidentielle ; il les avait de nouveau appelés à participer à « des concertations à un moment où le Liban joue son destin », s'engageant à garantir leur sécurité et leur liberté de mouvement. Dans le même temps, toutefois, il exhortait « le peuple à manifester plus que jamais dans la rue » contre l'accord de Taïf, qui « vise à rayer le Liban de la carte ».

Le chef militaire chrétien demandait aussi aux « Etats et gouvernements du monde entier de ne pas reconnaître et appuyer l'accord de Taïf », enjoignant ceux qui l'avaient déjà approuvé, « en premier lieu les Etats-Unis et les Etats européens, à reconsidérer leur position ».

« Il est vrai, ajoutait-il, que les Etats ont des intérêts en jeu, mais ces intérêts doivent trouver leur limite quand ils menacent la survie d'un pays. L'accord de Taïf est pire que l'accord tripartite de Damas » (signé en décembre 1985 entre les trois milices chiite, chrétienne et druze et rejeté par l'ancien président Amine Gemayel), déclarait enfin le général Aoun, avant de conclure : « On ne peut pas nous enlever nos droits parce que certains ont peur et d'autres sont impuissants ».

C'est peu après cette conférence de presse que trois explosions faisant un blessé et des dégâts matériels importants ont

visé les domiciles de députés résidant dans le « pays chrétien », M. Elias Al Khazen (maronite), Salem Abdel Nour (grec catholique) et Auguste Bakhos (maronite), ajoutant à l'extrême tension ambiante. Le gouvernement du général Aoun dénonçait immédiatement ces attentats, les attribuant à des « agents » et déclarant qu'ils visaient à « torpiller l'appel du général au retour des députés pour des concertations ».

Une critique voilée
de M. Ibrahim

Le gouvernement militaire précisait qu'il avait pris « des mesures immédiates pour la protection des domiciles des députés », ce qui était effectivement fait peu après.

Dans le même temps, l'émis-saire du triumvirat arabe au Liban, M. Lakhad Ibrahim, annonçait l'abandon de la ville Mansour, sur la ligne de démarcation qui sépare les deux Beyrouth, comme lieu de la réunion prévue samedi.

M. Ibrahim précisait que ce lieu était devenu « inadéquat », le représentant du général Aoun au comité de sécurité libanais chargé d'établir l'Etat de sécurité autour du siège provisoire du Parlement ayant demandé que « l'on arrête les préparatifs pour

l'aménagement d'un périmètre électoral sûr jusqu'à ce que les députés (du camp chrétien) soient rentrés et qu'ils aient pris contact avec le général Aoun ».

Insistant sur la nécessité des élections, M. Ibrahim déclarait : « Tout ce qui compte maintenant à nos yeux, c'est qu'il y ait pour le peuple libanais une occasion de sortir de sa crise. Le peuple, nous le savons, ne voudrait en aucune manière rater cette occasion ».

A Beyrouth-Est (chrétien), les partisans du général Aoun appelaient pour leur part à une grève générale pour ce samedi et à des manifestations de soutien.

Jusqu'où peut aller maintenant le général Aoun ? En prononçant la dissolution du Parlement, il a en quelque sorte franchi le Rubicon, et toutes les éventualités, y compris les plus extrêmes, comme la proclamation de l'état d'urgence, sont donc envisageables. Celui-ci ne pourrait toutefois s'appliquer qu'au « pays chrétien » qu'il contrôle avec la milice des forces libanaises, qui n'a pas encore réagi à cette mesure. Cela signifierait la partition du pays, avec un réduit chrétien divisé et dans lequel les députés anjoui d'hui à Paris ne pourraient plus revenir.

FRANÇOISE CHEPAUX

Les députés se trouvant à Paris
sont décidés à élire
un président de la République

Les vingt-six députés libanais réunis depuis près de trois jours à Paris à l'hôtel Royal-Montcau ont lancé, dans la nuit du vendredi 3 novembre, un appel au général Aoun lui demandant de se « joindre au processus de paix et de récupération de la souveraineté nationale avant qu'il ne soit trop tard ». On s'attendait qu'ils renoueraient dans la journée à Paris le président sortant du Parlement libanais, M. Hussein El Hossaini, pour fixer les nouvelles modalités de l'élection présidentielle.

Répondant aux propos tenus vendredi par le chef du gouvernement chrétien lors de sa conférence de presse, les députés ont réaffirmé « l'engagement qu'ils ont pris (...) d'élire un président de la République qui soit le symbole de l'unité du pays (...) face aux complots visant à le morceler et à le rayer de la carte ».

Les députés qui se trouvent à Paris détiennent la clé des élections, car sans leur présence il est impossible de réunir le quorum de quarante-neuf députés nécessaire pour procéder à l'élection d'un nouveau président, sur les soixante-trois députés que compte encore le Parlement. Ils ont affirmé que s'ils ne se sont pas rendus au Liban jusqu'à présent, c'était pour « éviter des affrontements entre de petits groupes de manifestants manipulés », hostiles à l'accord de Taïf, et « l'écrasante majorité des Libanais », qui soutiennent cet accord.

Les députés ont dénoncé les tentatives à l'explosion qui ont visé les domiciles de trois parlementaires dans les régions contrôlées par le général Aoun, et affirmé que ces « actes criminels » ne briseraient pas leur détermination. Selon eux, l'accord de Taïf est « un mécanisme clair, garanti sur le plan arabe et international, (...) permettant de reconstruire la pleine souveraineté de l'Etat, conformément à un calendrier précis ». Ils ont rappelé que l'objectif ultime de cet accord est « le départ de toutes les forces non libanaises du territoire libanais ».

L'ancien président libanais Amine Gemayel, à Paris depuis plusieurs mois, a, pour sa part, qualifié d'« inacceptable » l'accord de Taïf. Dans une interview à RMC, M. Gemayel a déclaré que l'accord de Taïf « n'est pas acceptable dans sa forme actuelle, car il ne garantit pas la souveraineté du Liban ».

BREF

■ FIDJI : décès de l'ancien premier ministre Thakur Bavadra. L'ancien premier ministre fidjien Thakur Bavadra est décédé, vendredi 3 novembre, des suites d'un cancer à l'âge de cinquante-cinq ans. Le premier ministre néo-zélandais, M. Geoffrey Palmer, et le ministre australien des affaires étrangères, M. Gareth Evans, ont exprimé leur « grande tristesse ». Le gouvernement élu de M. Bavadra avait été renversé par un coup d'Etat militaire en mai 1987. (AFP.)

ISRAËL

Jérusalem se félicite
de la décision éthiopienne
de renouer les relations diplomatiques

L'Éthiopie a annoncé, vendredi 3 novembre, sa décision de reprendre immédiatement de plénaires relations diplomatiques avec Israël.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« C'est évidemment une conséquence de ce qui se passe à Moscou et en Europe de l'Est », disait-on à Jérusalem en commentant avec satisfaction la décision du régime marxiste d'Addis-Abeba.

L'Éthiopie n'est certes pas le premier pays africain à renouer avec l'Etat hébreu depuis que vingt-six dirigeants d'Afrique noire rompirent avec lui au lendemain de la guerre d'octobre 1973, par solidarité avec l'Égypte — à la demande du monde arabe et conformément à une consigne de l'Organisation de l'unité africaine. Le Zaïre, le Libéria, la Côte d'Ivoire avaient ouvert la voie, suivis par d'autres et tout récemment encore par le Kenya. Mais, souligne-t-on dans les milieux officiels, « l'Éthiopie est le premier pays d'Afrique appartenant à l'autre camp — celui de la zone d'influence soviétique — à reprendre des relations avec nous ». On y voit une évolution logique : dès lors que l'URSS et des pays comme la Pologne et la Hongrie changeaient d'attitude à l'égard d'Israël, l'Éthiopie — plus que jamais en quête d'assistance technique agricole — devait se sentir libre de franchir le pas.

Pour Israël, la décision est importante à plusieurs points de vue. C'est donc un des pays du tiers-monde dits révolutionnaires, l'un des plus attachés à la rhétorique anti-impérialiste des années 70, qui ose renouer publiquement avec Jérusalem : c'est aussi l'un des pays d'Afrique les plus importants par son poids

démographique — plus de trente-trois millions d'habitants — et par sa situation stratégique. Enfin, c'est l'un de ceux avec lesquels Israël avait tissé — du temps de l'empereur Haile Sélassié — les relations les plus étroites, notamment au plan de la coopération militaire.

Opération

Moïse

La décision a été annoncée, vendredi soir à Addis-Abeba ; elle avait été préparée lors d'une rencontre des ministres des affaires étrangères des deux pays début octobre à New-York, à l'ONU. Les Israéliens ont cru comprendre que le régime du colonel Mengistu avait un grand besoin de coopération technique et souhaitait peut-être accomplir un geste qui ne pourra qu'améliorer son image à Washington.

A vrai dire, et comme ce fut souvent le cas avec nombre de pays africains, les « révolutionnaires » d'Addis-Abeba avaient, dès 1975, maintenu le contact avec Israël et, semble-t-il, notamment dans le domaine militaire. En janvier 1985, le *New York Times* affirmait qu'Israël venait de vendre pour près de 20 millions de dollars d'armes à l'Éthiopie.

Tout en restant très discrets, les milieux officiels espèrent que la reprise des relations diplomatiques avec Addis-Abeba facilitera les progrès dans l'affaire des Falachas. Depuis la fameuse opération « Moïse » qui permit, en 1984, à plusieurs milliers de ces juifs éthiopiens de se rendre en Israël, l'émigration est apparemment au point mort. Des familles ont été divisées, certains de leurs membres installés en Israël, d'autres bloqués dans des camps de transit au Soudan, d'autres encore emprisonnés ou déplacés en Éthiopie même.

ALAIN FRACHON

A TRAVERS LE MONDE

TUNISIE

1 354 remises
de peine

A l'occasion du deuxième anniversaire de son accession au pouvoir qui sera célébré, samedi 7 novembre, le président Ben Ali a pris diverses mesures de grâce. C'est ainsi que mille trois cent cinquante quatre détenus se sont vu accorder des remises de peine variant, selon leur condamnation, de trois mois à trois ans.

Par ailleurs, la mise en liberté conditionnelle de deux cent vingt-six autres condamnés a été décidée. Parmi les bénéficiaires figurent MM. Mahmoud Bel Hassine et Mansour Skhiri, respectivement ancien conseiller et ancien ministre du tourisme et de l'équipement de l'ex-président Bourguiba. Ce sont les deux seuls collaborateurs de ce dernier qui furent arrêtés, puis condamnés pour détournement de deniers publics et malversations, après le 7 novembre 1987.

Enfin, M. Jelloul Azzoua, dirigeant du groupe dissident du Parti de l'unité populaire, qui purgeait, depuis le 17 août, une peine d'un an de prison pour « atteinte à la dignité du chef de l'Etat », devrait être aussi libéré. (Corresp.)

PHILIPPINES

La police a dispersé
une importante
manifestation
des partisans
de Marcos

La police philippine a fait usage, samedi 4 novembre, de gaz lacrymogènes et de canons à eau, aux abords de deux camps militaires à Manille, contre les partisans de Ferdinand Marcos qui manifestaient depuis la veille pour réclamer le rapatriement du corps de l'ancien dictateur.

Un responsable de la police, le général Edgardo Torres, a expliqué que vingt mille manifestants ont forcé les cordons de police et défilé pendant la nuit pour se diriger vers les camps militaires. Ils ont été dispersés à l'aube, après

s'être attaqués aux forces de l'ordre avec des pierres et des bouteilles vides, a-t-il ajouté. Les informations disponibles font état de quelques blessés mais d'aucune arrestation.

La manifestation, qui avait débuté vendredi, est la plus importante jamais organisée par les partisans de Marcos depuis son renversement par M^{re} Corason Aquino en février 1986. Plus de

cinquante mille personnes étaient présentes, vendredi en fin de journée.

La présidente Aquino devait cependant quitter Manille samedi, comme prévu, pour un voyage officiel au Canada et aux Etats-Unis, qui devrait se terminer le 12 novembre et sera son plus long séjour à l'étranger depuis son arrivée au pouvoir. — (AFP.)

(Publié)

La voix d'un humanisme russe oublié...

Préoccupé par un nouveau génocide arménien qui s'annonce
Mettant devant leurs responsabilités les dirigeants d'URSS
et tous les autres gouvernements !

A. SAKHAROV lance un « Appel à tous »

Prix Nobel de la Paix

Je m'adresse aux organisations arméniennes de tous les pays et à tous ceux qui se souviennent du destin du peuple arménien.

Je les appelle à s'adresser à leurs gouvernements respectifs pour entrer en contact avec le gouvernement d'URSS afin d'obtenir l'organisation d'un pont aérien :

— pour transporter en Arménie et dans le Haut-Karabakh des produits alimentaires, carburants et autres objets de première nécessité,
— pour sauver la vie des gens qui se trouvent dans le blocus.

Je les appelle à rassembler les moyens pour réaliser cette action humanitaire.

A. SAKHAROV.

Message envoyé au Centre d'études arméniennes qui organise la manifestation

**JUSTICE
POUR L'ARMÉNIE**
GRAND AUDITORIUM
DU PALAIS DES CONGRÈS DE PARIS
PORTE MAILLOT
LUNDI 6 NOVEMBRE 1989 à 20 H 30

Renseignements et soutien pour la région parisienne
12, avenue Camot, 94230 CACHAN
Tél. 46-66-50-65

AFRIQUE

NAMIBIE

Le Conseil de sécurité de l'ONU
reproche à Pretoria
de faire courir de fausses rumeurs

Le Conseil de sécurité des Nations unies a déploré, vendredi 3 novembre, la « fausse alerte » déclenchée par l'Afrique du Sud, qui avait prétendu que des forces de la SWAPO avaient traversé la frontière anglo-namibienne, en violation du plan d'indépendance de l'ONU. Le chef de la diplomatie sud-africaine, M. « Pik » Botha, avait, en effet, déclaré que, selon des messages des forces de maintien de la paix de l'ONU en Namibie interceptés par Pretoria, des maquisards de la SWAPO avaient franchi la frontière anglo-namibienne. Il avait ensuite reconnu qu'il pouvait avoir été victime d'une mystification.

A l'issue de longues consultations à huis clos, le Conseil de sécurité s'est déclaré « profondément préoccupé par cet incident ainsi que par les répercussions que pourrait avoir, sur les élections, la réaction initiale de l'Afrique du Sud. [Le Conseil] a demandé, par conséquent, à l'Afrique du Sud de s'abstenir désormais de tels actes ».

Le Comité des parents (CP), mouvement namibien de défense des droits de l'homme, a de nouveau accusé, jeudi 2 novembre à

Windhoek, les Nations unies de complicité avec la SWAPO au sujet des prisonniers présumés de ce mouvement nationaliste. Le président de ce comité, M. Phil Ya Nangoloh, a réaffirmé qu'entre mille quatre cents et deux mille cinq cents anciens membres de la SWAPO sont encore détenus par ce mouvement et que des dizaines d'entre eux ont été transférés dans de nouveaux centres de détention en Angola afin de prévenir toute éventuelle mission d'inspection de l'ONU.

M. Nangoloh affirme détenir des « informations sûres » sur le transfert de ces prisonniers à l'université de Namibie, « près du port anglois de Lobito, à « Kamfjale », près de Huambo dans le sud-ouest de l'Angola, et à « Rikimilero », à proximité de la frontière anglo-namibienne. « Aucun de ces endroits n'a été visité par la mission envoyée par l'ONU », en septembre, a-t-il précisé. Cette mission s'était rendue en Angola et en Zambie à la recherche de plus de mille cent personnes portées disparues. Dans son rapport, elle avait affirmé que tous les camps de la SWAPO qu'elle avait visités étaient vides. — (AFP, Reuters.)

■ ETHIOPIE : début des pourparlers avec les rebelles tigréens. — Le gouvernement éthiopien devait entamer, samedi 4 novembre à Rome, des pourparlers de paix avec les rebelles du Front populaire de libération du Tigré (FPLT). L'Italie sera présente en tant qu'observateur indépendant. M. Ashagne Vigieta, responsable des relations extérieures du parti unique au pouvoir à Addis-Abeba, dirige la délégation du gouvernement éthiopien. Il était déjà à la tête de la délégation gouvernementale lors des négociations entre Addis-Abeba et le Front populaire de libération d'Erythrée (FPLE), en septembre à Atlanta. — (Reuters.)

سكوت الراجل

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : les élections à la mairie de New-York

La rage de séduire

Suite de la première page

Ensuite, lors de la primaire de son parti en septembre, où il a défait le vieux « roi » de New-York, le maire sortant Ed. Koch, David Dinkins a remporté 97 % du vote de la communauté noire, alors sous le choc du crime raciste commis à l'encontre de Bensonhurst, en plein Brooklyn, cet été. Enfin il s'est adjugé un remarquable 33 % du vote blanc.

Coups bas

Un édifice bien fragile pourtant, même si un dernier sondage, vendredi 3 novembre, donne Dinkins gagnant contre son adversaire républicain, le pugiliste Rudy Giuliani, avec 50 % des intentions de vote contre 42 %. De l'aven même des analystes, New-York n'ayant pas connu de véritable bataille électorale en douze ans de « règne Koch » toute prévision sur un électoral soudain confronté à un choix dont il n'a pas l'habitude, serait vaine.

D'où l'étonnante instabilité qui règne dans les deux camps, le républicain notamment qui, paradoxalement, ne se remet pas de la défaite de Koch. Il est vrai que, après s'être préparé depuis le printemps à affronter le maire sortant en l'attaquant sur le terrain de la corruption et du népotisme, Giuliani, cet ex-procureur, champion de la loi, qui se fait fort sur des affiches électorales à la Mad Max

de « nettoyer la ville », se retrouve face à un Dinkins sexagénaire et irréprochable, comme un boxeur déséquilibré qui ne sait où frapper. Ce qui ne l'a pourtant pas empêché ces dernières semaines de décocher quelques coups bas.

D'abord en révélant certaines indécisions financières de Dinkins, qu'il aurait « oublié » de déclarer ses revenus pendant quatre ans dans les années 70, et cédé à son fils des actions à la moitié de leur valeur. Ensuite, en distillant dans cette fin de campagne un nouveau poison racial dont les New-Yorkais se seraient bien passés : les stratégies républicaines ont en effet dénoncé les propos antisémites et même anti-Noirs de deux collaborateurs de Dinkins, dont l'un condamné antérieurement pour kidnapping.

Enfin et surtout, ils ont publié dans un journal en yiddish une photo du candidat démocrate au côté de son ami Jesse Jackson « bête noire » des milieux juifs depuis qu'il a lancé en 1984 son fameux « Hymietown » (Youniville).

C'était assez pour que, oubliant l'élan intercommunautaire et conciliateur qui avait initié l'incendie de Bensonhurst, un climat de gêne et de méfiance s'installe de nouveau entre Juifs et Noirs. Tandis que David Dinkins se faisait prendre à partie il y a deux jours dans le Queens par des responsables juifs qui la semaine précédente vantaient sa modération et

son « écumenisme ». Bill Tatum dans son hebdomadaire *Amsterdam News* — le plus vieux journal noir de la ville — rouvrait les hostilités contre la « presse blanche partisane », et dénonçait la vie privée de Giuliani qui a fait annuler son premier mariage en s'apercevant — au bout de quatorze ans qu'il avait épousé sa proche cousine... Mais qui sème le vent...

Car le résultat le plus immédiat de cette peu glorieuse bataille de chiffonniers, où l'on a cessé de s'intéresser aux problèmes urgents d'une ville à nouveau au bord de la banqueroute pour se perdre dans des querelles de personnes, aura été de décourager bon nombre d'électeurs qui sont allés grossir les rangs des indécis. Exaspérant du même coup la rage mise par les deux candidats à vouloir les séduire.

Dans un premier temps chacun a fait donner les témoins des partis et la cavalerie lourde — Edward Kennedy, venu vanter la « vision » du mollasse Dinkins, tandis que le président Bush lui-même parlait avec des frémissements d'émotion du « héros national » Giuliani. Rien n'y fait, le baromètre des sondages n'a pas bougé ; il fallait franchir une étape supplémentaire.

Les braconniers

Ce fut chose faite cette semaine, et les candidats se sont mis avec une ferveur particulière à jouer à contre-emploi, chacun braconnant sur le terrain de l'autre, avec, il faut le reconnaître, assez peu de succès : c'est ainsi que l'on a vu successivement Dinkins en justicier bien élevé exhumant son passé de marine, pour clamer de sa voix douce qu'« il ne suffit pas de parler fort pour être fort » ; tandis que le rigide Giuliani, se souvenant fort à propos qu'il porte aussi les couleurs du moribond Parti libéral, accusait sa position sur l'avancement, et s'est égaré comme premier secrétaire du Parti dans le département de Timis, dans l'ouest du pays.

M. Balan paie, selon les observations, les mauvais résultats dans plusieurs secteurs-clés, comme l'industrie lourde et l'industrie pétrochimique. Le comité exécutif du PC roumain, réuni vendredi 3 novembre, a noté « une série de carences qui ont empêché la réalisation du plan ».

Le nouveau ministre des affaires étrangères — la diplomatie roumaine étant en fait dirigée personnellement par M. Ceausescu — est M. Ioan Stelian. Celui-ci occupait jusqu'à présent les fonctions de secrétaire du comité central chargé des problèmes internationaux. Deux autres secrétaires du comité central sont nommés : MM. Ilie Măteş et Ionel Sas remplaceant MM. Ioan Stelian et Ion Stănilă. M. Măteş s'occupera désormais de la presse et de la propagande au comité central. Enfin, l'ancien ministre de l'approvisionnement technique-matériel, M. Gheorghe Stănilă, devient secrétaire d'Etat du nouveau super-ministère du plan et de l'approvisionnement.

Ce remaniement, estimant les experts, touche simplement des personnalités et ne signifie en aucun cas un changement de la ligne politique de M. Ceausescu. — (AFP.)

ROUMANIE

Remaniement ministériel à trois semaines du congrès du PC

Le numéro un roumain Nicolae Ceausescu a procédé, à trois semaines du quinquennal congrès du parti communiste roumain, à un important remaniement ministériel. La nomination la plus importante est celle de l'actuel ministre des affaires étrangères, M. Ioan Stelian, à la tête d'un nouveau « super-ministère » du plan et de l'approvisionnement technique-commercial. M. Totu, qui était chef de la diplomatie roumaine depuis l'été 1986, remplace l'actuel ministre chargé du plan, M. Radu Balan, qui a été envoyé comme premier secrétaire du Parti dans le département de Timis, dans l'ouest du pays.

M. Balan paie, selon les observations, les mauvais résultats dans plusieurs secteurs-clés, comme l'industrie lourde et l'industrie pétrochimique. Le comité exécutif du PC roumain, réuni vendredi 3 novembre, a noté « une série de carences qui ont empêché la réalisation du plan ».

Le nouveau ministre des affaires étrangères — la diplomatie roumaine étant en fait dirigée personnellement par M. Ceausescu — est M. Ioan Stelian. Celui-ci occupait jusqu'à présent les fonctions de secrétaire du comité central chargé des problèmes internationaux. Deux autres secrétaires du comité central sont nommés : MM. Ilie Măteş et Ionel Sas remplaceant MM. Ioan Stelian et Ion Stănilă. M. Măteş s'occupera désormais de la presse et de la propagande au comité central. Enfin, l'ancien ministre de l'approvisionnement technique-matériel, M. Gheorghe Stănilă, devient secrétaire d'Etat du nouveau super-ministère du plan et de l'approvisionnement.

Ce remaniement, estimant les experts, touche simplement des personnalités et ne signifie en aucun cas un changement de la ligne politique de M. Ceausescu. — (AFP.)

YOUgoslavie

Poursuite de l'agitation au Kosovo

L'affrontement armé qui s'est produit jeudi 2 novembre à Pristina, capitale du Kosovo, entre des manifestants de souche albanaise et des unités anti-émiettes de la police appuyées par des blindés, a fait officiellement deux morts. Selon un communiqué des autorités, publié vendredi, « deux des quatre membres d'un commando séparatiste illégal albanais » ont été tués dans une fusillade de plusieurs heures. Une mitrailleuse, des munitions, des explosifs et des débris ont été retrouvés près des corps des victimes. Les communistes ont précisé que le sort des deux autres hommes, La veiller, la télévision de Belgrade avait annoncé que les quatre « séparatistes » avaient été « liquidés » par la police (le Monde du 4 novembre).

Les autorités ont, par ailleurs, confirmé qu'un jeune Albanais de souche, âgé de vingt-sept ans, avait été tué au cours des manifestations de mercredi par un policier. « en état de légitime défense ». Selon le quotidien *Politika Ekspres*, la police a procédé à de nombreuses arrestations ces derniers jours sur l'ensemble du territoire du Kosovo, notamment à Urosevac et Podujevo, l'un des bastions des « nationalistes » albanais, où des coups de feu ont de nouveau été échangés vendredi. De nombreux autocars et des voitures immatriculées en Serbie ont été lapidées. A Pristina, un important dispositif policier avait été mis en place autour de la cité universitaire pour dissuader les étudiants de reprendre leur mouvement de protestation et les manifestations de soutien à Azem Vllasi, l'ancien chef du Parti communiste du Kosovo, dont le procès pour activités « contre-révolutionnaires » s'est ouvert au début de la semaine à Pristina. — (AFP.)

IRLANDE DU NORD

« Il est difficile d'envisager une défaite militaire de l'IRA » déclare M. Peter Brooke à Londres

Le ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke, a déclaré, vendredi 3 novembre à Londres, qu'il était « difficile d'envisager une défaite militaire » d'un groupe « terroriste » aussi bien organisé que l'Armée républicaine irlandaise (IRA). Les forces de sécurité, a-t-il ajouté dans une interview à l'agence de presse britannique Press Association, peuvent, en revanche, « contenir » cette force et permettre aux habitants d'Irlande du Nord de mener une « vie normale ».

Selon le ministre, qui a pris ses fonctions il y a exactement cent jours, il faudrait que les membres de l'IRA réalisent enfin que « le jeu n'en vaut plus la chandelle », que le prix à payer par les per-

EUROPE

BULGARIE

Cinq mille écologistes ont défilé à Sofia aux cris de « Démocratie ! »

La Bulgarie, à son tour. Pour la première fois depuis l'instauration du système communiste en Bulgarie, quatre mille à cinq mille personnes ont manifesté librement dans les rues de Sofia, vendredi 3 novembre, aux cris de « démocratie », « glasnost » et « référendum ».

Cette manifestation, organisée par le mouvement écologiste indépendant Ecoglassnost, avait pour but de remettre au président du Parlement une pétition de onze mille cinq cents signatures contre divers projets menaçant l'environnement. L'hymne national a été entonné, les slogans écologistes ont cependant rapidement pris un tour plus politique, sans que les policiers « déployés autour de la place, dans le centre de Sofia, n'interviennent. La manifestation, qui était autorisée, s'est déroulée sur 300 mètres et n'a duré que plus de quinze à vingt minutes. Le secrétaire d'Ecoglassnost, M. Alexander Karakachanov, a annoncé, à l'issue de la manifesta-

tion, que son organisation avait l'intention de créer des cellules à travers tout le pays.

La veille, le Club pour le soutien à la glasnost et à la perestroïka, mouvement d'intellectuels réformateurs bulgares fondé il y a un an et en butte depuis à toutes sortes de tracasseries, avait été autorisé pour la première fois à tenir une réunion publique dans un cinéma de Sofia.

La Roumanie fait échec à la réunion de la CSCE

Ces signes d'ouverture au sein d'un des derniers bastions du communisme orthodoxe en Europe, socialiste sont intervenus en marge de la réunion pendant trois semaines, dans la capitale bulgare, de la conférence écologique des trente-cinq pays de la CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe, qui regroupe tous les pays d'Europe, moins l'Albanie, plus les Etats-Unis et le Canada).

La conférence s'est toutefois elle-même soldée par un échec, puisqu'elle s'est terminée vendredi sans l'adoption d'un document final.

C'est la position de la Roumanie sur la question des droits de l'homme dans le domaine écologique qui a empêché le consensus nécessaire. Les représentants roumains se sont en particulier opposés aux propositions visant à donner aux individus et aux organisations non gouvernementales le droit de participer à des discussions sur la protection de l'environnement. Selon des diplomates cités par l'agence UPI, la délégation soviétique a suggéré un compromis sur le document final, mais les Roumains l'ont rejeté.

La Roumanie avait souscrit en janvier dernier au document final de la conférence de la CSCE à Vienne, mais avait ensuite fait savoir qu'elle ne l'appliquerait pas. — (AFP, Reuters, UPI.)

URSS

Protection de la milice contre paiement en dollars

La milice de Moscou offre désormais d'assurer la sécurité des étrangers contre paiement en dollars.

Elle propose d'installer un système d'alarme relié au commissariat le plus proche, qui envoie, en cas d'alerte, une patrouille. Il en coûte 240 à 800 dollars pour l'installation, plus un abonnement mensuel de 29 dollars s'il s'agit d'un appartement et de 240 dollars pour un bureau ou une mission diplomatique, indique une publication de Radio-Moscou.

Toutes les missions diplomatiques sont gardées en permanence par des unités spéciales du KGB portant des uniformes de la milice. Il en va de même des immeubles dits « ghettos » où habitent les étrangers, mais certains bureaux ou résidences particulières ne sont plus gardés depuis quelques mois. La surveillance reste en revanche toujours aussi stricte devant les principaux bureaux de la presse étrangère à Moscou. — (AFP.)

EN BREF

■ TCHÉCOSLOVAQUIE : plusieurs dizaines d'intellectuels empêchés de se rendre en Pologne. — Plusieurs dizaines d'intellectuels et d'artistes tchécoslovaques ont été refoulés, dans la nuit du 2 au 3 novembre, par des gardes-frontières tchécoslovaques, et empêchés ainsi de participer à un symposium sur l'Europe centrale organisé par « Solidarité Pologne-Tchécoslovaquie », à l'initiative d'Adam Michnik, qui doit se tenir ce week-end à Wrocław. — (AFP.)

■ POLOGNE : le Parti communiste ne sera plus subventionné par l'Etat. — Le gouvernement polonais a annoncé, le vendredi 3 novembre, la suppression de toutes les subventions versées aux formations politiques, y compris le POUP (Parti ouvrier unifié polonais, communiste). Selon le ministre chargé des relations avec les partis politiques, M. Aleksander Hall, « il s'agit d'instaurer le principe d'égalité des droits de tous les partis ». — (AFP.)

■ HONGRIE : Budapest souhaite adhérer au Conseil de l'Europe. — La Hongrie « sera la bienvenue » au Conseil de l'Europe, mais le calendrier de son adhésion dépendra des Hongrois eux-mêmes, a déclaré, vendredi 3 novembre, M. Anders Björck, président de l'assemblée parlementaire de cette organisation. La Hongrie déposera le 16 novembre sa demande formelle d'adhésion (« nos dernières élections du samedi 4 novembre »). Elle serait le premier pays de l'Est à adhérer à cette organisation. — (AFP.)

■ Législation restrictive sur les allocations de devises. — Le ministre hongrois des finances appliquera à partir du 20 novembre une nouvelle législation, plus restrictive, sur les allocations de devises aux Hongrois souhaitant voyager à l'étranger, afin de réduire le déficit de la balance des paiements. Désormais, l'allocation en devises est réduite à 50 dollars par an. Jusque-là, présent, chaque Hongrois avait droit à une allocation globale de 300 dollars tous les trois ans. — (AFP.)

PÉROU : paralysée par le Sentier lumineux

Lima a manifesté pour la paix

LIMA

de notre correspondant

L'ordre de « grève armée » lancé à Lima par le Parti communiste-Sentier lumineux (PCP-SL), vendredi 3 novembre, comme un préambule à son boycottage des élections municipales et régionales du 12 novembre prochain (le Monde du 4 novembre), a paralysé la ville de près de 8 millions d'habitants. Le débrayage des transports en commun et du commerce, motivé par la crainte de sabotages terroristes, a converti par la force le vendredi en un jour férié. Il a démontré que le politique de terreur du PCP-SL, appliquée avec succès dans les Andes, gagne maintenant des points dans la capitale.

Cette « grève armée », en réaction, permis de rassembler au cœur de la ville, derrière une même

consigne : « Paz » (« Paix »), toute la classe dirigeante du pays et des dizaines de milliers de manifestants. La « marche pour la paix et la justice sociale » rassemblée le jour de la grève du PCP-SL par le sociologue Henri Pease, candidat à la présidence de la coalition marxiste Gauche unie (IU), « pour ne pas permettre que la peur paralyse le pays », a reçu l'immédiate adhésion de l'écrivain Mario Vargas Llosa, candidat présidentiel de l'alliance de droite Front démocratique (Frente). Le candidat socialiste, M. Alfonso Barrante, ex-maire de Lima, et celui de l'APRA, le parti social-démocrate au pouvoir, M. Luis Alva Castro, se sont également joints à la manifestation générale, ainsi que l'Eglise, le patronat et toutes les centrales syndicales.

NICOLE BONNET

MARIE-CLAUDE DECAMPS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE

Le Crédit Foncier propose une offre publique d'échange à ses obligataires détenteurs du 16,40 % NOVEMBRE 1982

jusqu'au 13 novembre 1989

Le Crédit Foncier a, conformément au contrat d'émission, appelé au remboursement anticipé l'emprunt 16,40 % novembre 1982, et propose de remettre, en échange de ces titres, de nouvelles obligations.

Cette opération, qui vise à assurer la continuité du financement de la Société, comporte pour les obligataires, par rapport au simple remboursement, un triple avantage.

■ En premier lieu, la valeur des titres 16,40 % revenue pour l'échange est supérieure au prix de remboursement contractuel : 6.290 F par obligation, contre 6.158 F (coupon net inclus).

■ En second lieu, les titres remis en échange présentent des caractéristiques attractives : — coupon 9 %, échéance octobre 1997 ; facilité de négociation grâce à la liquidité de la ligne de rattachement dont le montant atteint déjà 7 milliards de F.

■ Enfin, les modalités de l'opération garantissent aux obligataires, jusqu'à son dénouement, une protection de leur capital, dont la valeur restera au minimum égale à la valeur d'échange initiale. En effet :

— les termes de l'échange (prix d'émission des nouvelles obligations et montant de la souche) seront arrêtés le 9 novembre en prenant pour référence le taux du marché constaté à cette date ;

— le taux de rendement des obliga-

tions 9 % octobre 1997, fixé le 9 novembre, constitue un minimum susceptible d'être augmenté le 14 novembre 1989 s'il est constaté à cette date une hausse des taux sur le marché obligataire. L'opération d'échange est assujettie au régime fiscal des plus-values.

■ pour les particuliers : la plus-value résultant de l'échange est seulement imposable en cas de vente des titres nouveaux, dans le cadre des plus-values de cessions, si le seul fait actuellement à 288.400 F pour l'année est dépassé ;

■ pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés : imposition au titre des plus-values qui peuvent être, selon le cas, à court ou à long terme.

L'offre d'échange, préparée avec le concours du Crédit Lyonnais, de la Banque Paribas et de la Caisse des Dépôts et Consignations, est déposée en double dans une boîte de vote qui a reçu de la COB le visa n° 89-477, en date du 27 octobre 1989 (BALO du 30 octobre 1989).

Les obligataires peuvent obtenir tout renseignement et procéder aux formalités d'échange auprès du Crédit Foncier, de leur banque, des Caisses d'Épargne, des PTT et des Comptables du Trésor.

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

EUROPE

RDA : la poursuite des manifestations

M. Egon Krenz tente d'apaiser la contestation

Démission de cinq membres du bureau politique du PC

Le chef du PC est-allemand a prononcé, vendredi soir 3 novembre, à la télévision une allocution dans laquelle il a notamment affirmé qu'il ne pouvait être question de revenir en arrière sur la voie des réformes dans laquelle il veut engager la RDA. Il a en même temps annoncé la démission de cinq membres du bureau politique du Parti communiste.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Dans un appel dramatique lancé à la télévision à la veille de la plus importante manifestation de ces dernières semaines, qui a commencé samedi matin 4 novembre à Berlin-Est, le nouveau secrétaire général du Parti communiste est-allemand, M. Egon Krenz, a affirmé que l'ère du changement pour la RDA est « irréversible ».

Vendredi soir, il a annoncé la démission de cinq nouveaux membres du bureau politique, tous membres de la vieille garde de son prédécesseur, et la mise en place d'un programme d'action destiné à marquer sa volonté de réformes en profondeur dans tous les domaines.

Annoucé tout au long des émissions de radio et télévision du début de soirée, l'apparition du numéro un est-allemand sur la petite écran faisait suite à une réunion extraordinaire du bureau politique à Berlin-Est. La liste des nouveaux dirigeants à publier ses résultats sans attendre, comme il aurait été d'usage, le plénum du comité central de mercredi prochain, en dit long sur le destin des dirigeants qui ont rejoint celui de tous les responsables est-allemands. Bien loin de l'atténuer, malgré les promesses sans cesse répétées de décisions rapides, l'attente de la population devient de jour en jour plus pressante. Chaque soir, des milliers de personnes participent à des manifestations, à des rassemblements, à des discussions d'un bout à l'autre du pays. Dans les entreprises, l'atmosphère est décrite comme « mauvaise » et la « révolte contre le système unique » qui a été traduite cette semaine par la démission de son président, M. Harry Tisch, rend la situation mouvante.

Appels au calme

Cette fuite témoigne du peu de succès qu'ont eu jusqu'à présent les promesses d'une RDA, socialiste, démocratique et les premières mesures déjà annoncées. Une nouvelle vague massive de départs, analogue à celle de la fin de l'été, aurait un effet psychologique négatif et accroîtrait, en outre, les problèmes que cet exode pose d'ores et déjà dans certains secteurs de l'économie. Dans les grandes villes du sud, la santé publique est en grande partie désorganisée et le maire de Dresde, M. Wolfgang Bärthel, nous expliquait qu'il était obligé de recourir à des expédients d'urgence comme l'utilisation de personnes médicales de l'armée.

M. Egon Krenz s'est adressé directement dans son allocution télévisée de vendredi soir, à « tous ceux qui veulent partir » pour leur demander, presque de les supplier, de faire confiance à sa « politique de renouveau ». « Votre place est ici. On a besoin de vous, a-t-il lancé, ajoutant : si vous faites quand même un autre choix, alors adressez-vous aux organismes compétents de la RDA. C'est le chemin le plus rapide et le meilleur. Apparemment, des directives ont été données pour accélérer les procédures. Il ne faudrait plus que quelques jours pour obtenir une autorisation d'émigration en

bonne et due forme, ce qui prenait, il y a quelques semaines encore, des mois, voire des années. Cela n'empêche pas certains de préférer encore les filières tchécoslovaques ou hongroises.

La manifestation de samedi à Berlin-Est promettrait une mobilisation sans précédent jusqu'ici dans la partie orientale de Berlin-revénue. Cette manifestation a été autorisée officiellement par le maire. Organisée par l'Association des artistes de théâtre et des écrivains, afin de réclamer les libertés de parole et de rassemblement, elle a reçu l'appui de tous les nouveaux mouvements d'opposition. Rendez-vous avait été pris à 10 heures sur l'Alexanderplatz, la grande place de Berlin-Est, au bout de l'avenue Unter den Linden qui conduit à la porte de Brandebourg, point symbolique qui en est du mur de Berlin. Le cortège devait revenir ensuite vers le centre et entendre des interventions d'écrivains et de personnalités de la culture est-allemande, plusieurs centaines de milliers de personnes étaient attendues.

Jusqu'à présent, Berlin-Est était tenu relativement à l'écart des grands mouvements de foule. Comme si le sentiment d'être directement confrontés au mur, d'être le point de contact symbolique entre les deux parties de l'Europe, avait jusqu'à présent retenu les habitants d'espérer tout leur avenir dans le mouvement de changement. Toute la journée de vendredi les responsables de la police, en accord avec les organisateurs, n'ont cessé d'appeler au calme et de dire que tout serait fait du côté des forces de l'ordre pour que la manifestation se passe bien. En cas d'incident, le prochain du mur rend bien évidemment la situation à Berlin-Est très différente de celle des autres grandes villes.

Pris de vitesse par la rapidité de l'évolution de ces deux dernières semaines, décrit par une réputation d'appareiliste, de « dieu » dont il n'arrive pas à se débarrasser,

M. Egon Krenz essaye de prendre le taureau par les cornes. « Il n'y aura pas plus de marche en arrière », a-t-il solennellement affirmé dans son allocution de vendredi soir, appelant à la reconquête de la RDA, qui s'est déclinée en deux points : « nous venons de rencontrer à Moscou — comme témoin de moralité et, en quelque sorte, garant de sa volonté de changement. « Le travail pour le renouveau ne connaît aucune pause », a lancé Egon Krenz, qui s'est déclaré prêt à travailler avec tout le monde, y compris avec « ces nouveaux mouvements apparus ».

Les décisions arrêtées par le bureau politique font rêver quand on pense que le 9 octobre dernier, jour où tout bascula, M. Erich Honecker hésitait encore à employer les recettes chinoises pour mater les forces vives. Cinq membres de sa vieille garde sont

mis sans ménagement à l'écart (voir encadré), dont l'idéologue Kurt Hager et le général Erich Mielke, quatre-vingt-deux ans, ministre de la sécurité d'Etat, responsable de la police politique.

Ces démissions en série confirment la volonté des nouveaux maîtres du Parti de procéder à un profond renouveau des cadres, qui doit toucher tous les échelons. On l'a vu cette semaine avec les départs de personnalités trop marquées, par leur temps ou leur incompétence, comme Mme Margot Honecker, ministre de l'éducation, les premiers secrétaires des districts de Gera et de Suhl, ou le président du syndicat de la métallurgie, accusé de corruption. Aucun niveau de l'administration ou du parti ne devrait y échapper.

La réunion du comité central, mercredi prochain, devrait permettre de faire entrer dans l'instance suprême du Parti du sang nouveau. Le maire de Dresde espérait, vendredi, que ce renouvellement permettrait, notamment, d'intégrer à la direction des hommes « compétents » dans leur secteur d'activités ou des personnalités au contact des réalités dans les régions.

Grand nettoyage

Ce grand nettoyage d'automne au niveau des cadres s'accompagne d'une volonté de prouver que les réformes sont prises réellement au sérieux. Le « programme d'action », annoncé par M. Krenz comporte la création d'un tribunal constitutionnel, une réforme de l'administration, une nouvelle loi sur les associations et les possibi-

lités de voyager, un service civil pour les objecteurs de conscience, une réforme en profondeur du système d'éducation, ainsi qu'une limitation de la durée des mandats électifs.

Selon M. Krenz, le renouveau signifie que les forces de l'ordre doivent agir conformément à la loi, que les privilèges doivent être bannis, que le citoyen doit avoir les moyens de participer démocratiquement à la vie de la société et de l'Etat. Il a souligné qu'il prenait « très au sérieux l'insatisfaction provoquée par les manques d'approvisionnement, l'absence de continuité de la production et les pratiques administratives étouffantes ». Il a annoncé des mesures immédiates pour améliorer le quotidien ainsi qu'une importante réforme économique.

Tout en estimant que l'impétuosité était compréhensible et pouvait même être bénéfique, le numéro un est-allemand a plaidé pour qu'on lui accorde un peu de temps, arguant qu'il ne pouvait résoudre en un tour de main tous les problèmes. Il a demandé que l'on prenne en compte également l'importance particulière de la stabilité de la RDA « à cette place si sensible la sécurité et la paix de notre continent ».

Ces promesses devraient être accueillies favorablement par les dirigeants des nouveaux mouvements d'opposition. Ils n'entendent pas pour autant relâcher la pression, mais ont besoin, eux aussi, d'un peu de temps pour souffler et s'organiser, tant les événements les ont eux-mêmes pris de court. Suffrout-elles, en revanche, pour restaurer dans la population le minimum de confiance sans lequel les plus beaux programmes restent lettre morte ? M. Krenz a promis que des réformes seraient également entreprises au niveau du parti communiste, dans ses structures et ses statuts, pour « créer les conditions d'un renouveau irréversible », mais il s'est bien gardé d'aborder la question cruciale du rôle dirigeant du PC.

HENRI DE BRESSON

Les cinq partants du bureau politique du SED

• Hermann Axen

Sobante-trois ans. Secrétaire du comité central pour les affaires internationales. Journaliste de profession, il était entré au Parti communiste en pleine guerre, en 1942. Membre suppléant du bureau politique depuis 1953, il en était devenu titulaire en 1970.

• Kurt Hager

Sobante-dix-sept ans. Secrétaire du comité central pour la science, la culture et l'éducation. Entré au Parti en 1930 et au bureau politique en 1963. Principal idéologue du régime sous Erich Honecker, il s'était notamment rendu célèbre en déclarant à propos de la perestroïka que personne n'était obligé de taper son appartement comme celui du voisin. Il avait néanmoins reconnu, peu avant la démission de Honecker, que des réformes étaient nécessaires. Sous sa houlette, les milieux intellectuels, en particulier, les écrivains, avaient

connu ces dernières années une relative liberté de critique.

• Erich Mielke

Quatre-vingt-deux ans. Le vétéran de l'équipe était entré au parti en 1925 et au bureau politique en 1976. Ministre de la sécurité d'Etat depuis 1957, il était en titre le grand patron de la STASI, cette police politique de sinistre réputation. Il s'était opposé à la légalisation de Neues Forum, qu'il avait accusé, en septembre, d'être un mouvement antisocialiste.

• Erich Mückenberger

Sobante-neuf ans. Membre du Parti social-démocrate jusqu'en 1946. Suppléant au bureau politique en 1950, puis membre à part entière en 1958, il présidait jusqu'ici la commission centrale de contrôle du parti.

• Alfred Neumann

Quatre-vingts ans. Entré au Parti en 1929 et au bureau politi-

que en 1958. Il faisait partie du cercle étroit des proches d'Erich Honecker. Il est premier vice-ministre du gouvernement.

Le départ de ces cinq vétérans réduit le bureau politique à treize membres contre vingt et un avant les démissions d'Erich Honecker, de Günter Mittag, secrétaire du comité central, chargé des affaires économiques, et de Joachim Herrmann, secrétaire du comité central chargé de la propagande, le 18 octobre dernier. Seuls restent deux septuagénaires : MM. Horst Sindermann, sobante-quatorze ans, président du Parlement, et Willi Stoph, sobante-quinze ans, chef du gouvernement, dont les positions sont également menacées. Un autre membre du bureau politique, M. Harry Tisch, qui vient de démissionner de la présidence du syndicat, semble également condamné.

H.de B.

La conférence de presse de M. Mitterrand et le problème de la réunification de l'Allemagne

« Ecoutez bien la réponse du président elle est très importante »

M. François Mitterrand s'est exprimé, vendredi 3 novembre, pour la première fois en Allemagne, sur la question de la réunification. C'était au cours de la conférence de presse donnée conjointement avec le chancelier Kohl à l'issue de cinquante-quatrième sommet franco-allemand à Bonn.

BONN

de nos envoyés spéciaux

C'était M. François Mitterrand qui parlait et c'était M. Helmut Kohl qui avait l'air de passer un examen difficile. D'emblée la question était venue : « Monsieur Mitterrand, êtes-vous de ces dirigeants politiques qui parlent de la réunification mais qui, en fait, en ont peur ? » Et le chancelier avait cru bon d'intervenir : « Ecoutez bien la réponse du président : elle est très importante ». Si M. Mitterrand avait encore douté qu'on attendait de lui, en Allemagne, qu'il s'exprime sur le sujet, la conférence de presse conjointe par laquelle a pris fin, vendredi 3 novembre, le sommet franco-allemand de Bonn aurait achevé de le convaincre : c'est à lui que furent adressées presque toutes les questions, qui presque toutes portaient sur le problème allemand.

Tandis que M. Mitterrand, serein, expliquait pourquoi il n'avait pas peur, le chancelier écoutait d'oreille, confiant certes, mais néanmoins extrêmement tendu, comme si l'épreuve imposée à son « ami François » était décisive pour lui-même, puis carrément mal à l'aise lorsque vint une autre question portant sur la frontière orientale de l'Allemagne.

M. Helmut Kohl n'aura pas à regretter l'exercice puisque rien ne lui fut dit qui puisse le gêner et que les clarifications faites par le président de la République lèvent au contraire fort opportunément les soupçons que pourraient nourrir certains Allemands quant aux intentions secrètes de la France.

La paix, a expliqué M. Mitterrand, ne doit pas avoir sa place dans les affaires allemandes. Lui n'a pas peur de la réunification, et,

si elle pose beaucoup de problèmes, « ce n'est pas, précisément, du côté de la France ».

S'il n'en a pas peur, il ne l'annonce pas non plus comme inéluctable sous une forme étiatique. Ce qui va changer « dans les dix années qui viennent », ce sont « les structures de l'Europe » : ce à quoi s'ajoutent à coup sûr les Allemands, c'est à leur unité en tant que peuple : ce qu'on doit leur reconnaître, c'est le droit à la libre détermination. M. Mitterrand ne s'engage pas plus avant. Il ne se prononce pas sur la forme que prendra cette unité du peuple allemand (un seul Etat ou une autre forme « à déterminer » ?), car c'est aux Allemands eux-mêmes, à l'Est comme à l'Ouest, d'en décider. Il sait que, à l'Ouest, certains aspirent à la réunification, avec parfois une impatience qui n'est pas réaliste ; il ne sait pas, en revanche, si c'est la ce qu'ont dans la tête les Allemands de la RDA. Ce qu'il garantit, c'est le respect par la France de la volonté populaire qui s'exprimera le jour venu, qu'elle aille ou non dans le sens d'une réunification étiatique des deux Allemagnes.

Projet de voyage en RDA

Bien sûr, il y a des conditions. La démarche qui sera celle des Allemands ne doit pas mettre en jeu la paix ni non plus les intérêts de l'Europe qui coïncident avec ceux de la France et que M. Mitterrand entend bien défendre le moment venu. A ce stade de son raisonnement lui font écho les déclarations du chancelier Kohl, qui s'efforce, lui, de rassurer les Français : « Les problèmes allemands ne peuvent être résolus que sous un toit européen » : « celui qui approuve le droit à l'autodétermination, celui qui approuve l'unité de la nation ici en Allemagne doit savoir que pour nous l'Europe est la condition préalable pour tout progrès réel dans ce domaine » : « nous ne sommes pas des provinciaux entre l'Est et l'Ouest ». Voilà qui rejoint le message que les deux hommes se sont efforcés de répéter pendant cette rencontre de Bonn : l'accélération des changements à l'Est

appelle l'accélération de l'intégration communautaire.

Enfin, M. Mitterrand admet l'urgence avec laquelle se pose subitement la question de l'avenir des Allemands, qu'aucun dirigeant politique, dit-il, ne peut plus désormais se passer de l'avenir. Des heures de discussions émanant de certains membres du comité central du PCUS ont montré ces derniers jours qu'effectivement on y songe à Moscou, et de façon peut-être plus ouverte que prévue. Tout incite à penser aussi qu'il y sera question, vers du prochain sommet entre MM. Bush et Gorbatchev. Pour toutes ces raisons, ajoutées à l'attente des Allemands, il n'était plus temps pour la France de s'en tenir à la très diplomatique discrétion qui avait été la sienne jusqu'ici.

C'est avec une grande sérénité aussi que M. Mitterrand a évoqué son projet de voyage en RDA, précisant que la date n'en était pas encore fixée, en raison des circonstances, mais qu'elle ne serait « pas tardive ». Enfin, c'est avec un calme total qu'il a énoncé brièvement, mais sans ambiguïté sur le fond, la question, embarrassante pour le chancelier, de la ligne Oder-Neisse : « Il n'y a pas lieu de revenir sur le sujet ». Autrement dit, les revendications que formule aujourd'hui une partie de la droite ouest-allemande sur les territoires allemands jusqu'en 1937 et aujourd'hui polonais, situés à l'est de cette ligne sont hors de propos. « Les frontières doivent disposer d'un état de droit, d'une certaine forme d'indivisibilité, pour autant que l'histoire dans le monde ».

Cette frontière n'est donc pas achevée, il reste à la fixer dans le droit, mais elle n'est pas à remettre en question aux yeux du président français. Voilà qui rassure Moscou et Varsovie, qui craignent extrêmement au sérieux les revendications irrédentistes des réfugiés originaires de Silésie. C'était une mise au point lapidaire, mais d'autant plus utile que M. Helmut Kohl, pour des raisons électorales, n'ose pas la faire lui-même.

LUC ROSENZWEIG et CLAIRE TREAN

« Ce qui compte, c'est la détermination du peuple allemand »

Voici le texte des réponses faites vendredi 3 novembre en début d'après-midi par M. Mitterrand au cours de sa conférence de presse, à Bonn, à propos de la réunification.

Je n'ai pas peur de la réunification

« Etes-vous de ces hommes politiques qui ont peur de la réunification ? »

— La réunification, il n'y a pas que les hommes politiques qui en parlent. Les journalistes aussi, et c'est bien normal, puisqu'il s'agit d'un des faits dominants de cette fin de siècle. J'accorde à ce problème allemand une très grande importance. Mais la réunification ne doit pas se situer sur le plan des craintes ou de l'approbation. Ce qui compte avant tout, c'est la détermination et la volonté du peuple allemand. Si le déroulement des faits se produit, à une époque que je ignore — peut-être tout de suite ou peut-être plus tard — de telle manière que les Allemands pourrissent ne faire qu'un seul peuple dans un seul Etat ou sous une forme à déterminer — je ne m'avance aucunement sur ce terrain-là, c'est la volonté des citoyens allemands qui en décidera, personne ne doit s'y substituer.

« Cela ne doit pas remettre en cause la paix : cela doit être une démarche pacifique et cela doit être une démarche démocratique, ce qui est présumé puisque nous avons parlé de la détermination du peuple. Cela regarde aussi les autres pays, spécialement les pays européens. Vous savez qu'il existe des accords, les accords de

l'après-guerre, mais aussi ceux qui tiennent au fait que nous vivons dans une communauté. Mais ce qui compte, c'est ce que veulent et ce que peuvent faire les Allemands (...).

« Mais j'ai des problèmes, sur lesquels j'exposai mon point de vue le jour venu. Où en est la RDA ? Quel sera le degré d'évolution ? Que veulent ceux qui la dirigent et ceux qui sont dirigés ? A quel rythme ? Est-il question même, dans ces milieux, de la réunification ? J'attendrai que les faits soient là pour terminer mon exposé.

« Mais je n'ai pas peur de la réunification. L'histoire avance, je la prends comme elle est. Je pense que le souci de réunification est légitime pour les Allemands. S'ils le veulent et s'ils le peuvent, la France adaptera sa politique pour agir au mieux des intérêts de l'Europe et des siens.

« Quand la question se posera-t-elle ? »

— Je ne saurais faire de pronostics, mais à l'heure où vont les choses je serais étonné que les dix années qui viennent se passent sans que nous ayons à affronter une nouvelle structure de l'Europe. Mon pronostic, c'est que ce va vite. Ce ne va peut-être pas aussi vite que le désir de ceux qui parlent de réunification pour maintenant, mais pas un homme politique ne peut désormais raisonner sans intégrer cette donnée, cela me paraît évident. »

5021

POLITIQUE

L'Assemblée nationale adopte le budget de l'éducation nationale

M. Jospin entre les milliards et les foulards

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, samedi 4 novembre au matin, le projet de budget de l'éducation pour 1990 qui avait été examiné par les députés durant toute la journée du 3 novembre. Comme l'an dernier, M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a bénéficié du soutien du groupe socialiste et de l'absence des élus communistes, tandis que les députés RPR, UDF et UDC votaient contre, au terme d'une discussion sans grande passion.

M. Lionel Jospin avait affirmé à plusieurs reprises, lors de son arrivée à la tête du ministère de l'éducation, sa volonté de « pacifier » le débat sur l'école et l'université. Il vient de faire la démonstration, à deux reprises en vingt-quatre heures, qu'il est plus urgent que jamais de s'en tenir à cette ligne de conduite, en faisant tout d'abord adopter par l'Assemblée nationale son projet de budget pour 1990. Au prix d'une écoute attentive des critiques des élus communistes, il a bénéficié de leur abstention lors du vote final des crédits de l'éducation nationale. Scénario en tous points conforme à celui de l'an dernier, à ceci près que les députés du PCF ont laissé planer jusqu'au terme du débat le doute sur leur attitude. M. Jacques Brunhes (PCF, Hauts-de-Seine) devait finalement expliquer qu'il ne fallait « pas voir dans cette abstention une approbation de la politique » gouvernementale, mais que le groupe communiste « tient compte de tout ce qui va en avant, si minime soit-il ».

La deuxième opération de déminage, beaucoup plus périlleuse, a été entamée lors de la discussion budgétaire et poursuivie, dans la matinée du samedi 4 novembre, par la publication d'un long communiqué sur l'attitude du gouver-

nement dans l'affaire de plus en plus volatile du port du foulard islamique dans les établissements scolaires (voir ci-contre).

Ces deux débats — budgétaire d'un côté, idéologique de l'autre — menaçaient pourtant de se télescoper. Bon nombre de députés socialistes, en début de séance, le 3 novembre, ne cachaient pas leur crainte que les représentants de l'opposition ne profitent de la discussion sur la loi de finances pour jeter de l'huile sur le feu et pour tenter d'ajouter à la confusion qui règne parmi les socialistes depuis une dizaine de jours ; plus précisément, depuis que le ministre de l'éducation a adopté en la matière une position jugée dangereusement conciliante pour une bonne partie de ses amis.

Un terrain explosif

Certes, les foulards coraniques ont fait, à plusieurs reprises, irruption au milieu de l'avalanche des chiffres du budget. Insistant sur les vertus de l'école laïque, M. Jean-Pierre Baguet (PS, Val-d'Oise) a souligné que « tout prosélytisme doit en être banni ». M. Jacques Brunhes (PCF) a plaidé dans le même sens : « Au moment où des principes modernes de laïcité, constitutifs de notre école publique, sont menacés, il ne faut pas céder sur leur validité ». M. Lequiller (UDF, Yvelines) est allé un peu plus loin en pointant la « triple erreur » commise, à ses yeux, par le ministre de l'éducation : « Vous avez porté atteinte aux principes de laïcité. Vous avez laissé aux chefs d'établissement le soin de décider, alors qu'ils attendaient de vous des instructions. Enfin, votre position risque de réveiller la guerre dans l'école publique française ». Enfin, M. Bruno Bourg-Broc (RPR, Marne) est revenu à la charge en réclamant des précisions sur ce que

le ministre « compte faire pour que la rentrée, dans deux jours, puisse se dérouler dans des conditions normales ».

En réalité, pourtant, personne n'a semblé très désireux de s'aventurer trop loin sur un terrain de plus en plus explosif. Et M. Lionel Jospin a pu esquiver, sous les applaudissements de ses amis socialistes, la façon dont il entend désormais poursuivre le débat : « La seule possibilité pour nous est d'agir dans le respect de l'Etat de droit ; c'est notre seule sauvegarde contre les fanatismes. Les intégrismes et contre ceux qui veulent remettre en cause la laïcité de l'école et les fondements de la République ». M. Bernard Derosier (PS, Nord), rapporteur de la commission des affaires culturelles, sociales et familiales, pouvait conclure : « Comme l'arbre ne doit pas cacher la forêt, le foulard ne doit pas masquer l'importance de ce budget ».

A défaut d'une empoignée sur ce sujet brûlant, la discussion n'avait plus guère matière à s'animer. Difficile en effet, pour l'opposition comme pour le Parti communiste, d'attaquer de front un projet de budget de l'éducation nationale lorsque celui-ci est, comme cette année, en croissance globale de 8,7 % (227,4 milliards de francs contre 209,2 en 1989), c'est-à-dire, selon la formule de M. Jospin, « un bon budget, le meilleur depuis longtemps et aussi le meilleur possible compte tenu des contraintes ». Bref, un budget qui lui donne « les moyens d'une politique ambitieuse ». M. Jean-Paul Blanchou (PS, Seine-et-Marne), rapporteur spécial de la commission des finances, avait au préalable exprimé son soutien à ce projet qui « représente un grand pas vers la réalisation de l'objectif central de la loi d'orientation qui est de conduire 80 % des classes d'âge au baccalauréat » et détaillé les mesures les plus significatives. Tout d'abord, une création nette de 11 183 emplois, dont 4 500 postes d'enseignants dans les lycées, ce qui devrait permettre « un commencement de rattrapage en matière d'encadrement ». En outre, une revalorisation de la condition enseignante qui va mobiliser 3,7 milliards de francs.

Un effort indéniable

M. Bernard Derosier devait exprimer son soutien à la « véritable politique de recrutement » mise en œuvre par le ministre de l'éducation, et qui se traduira par une augmentation en 1990 de 26 % du nombre de postes mis au concours. M. Roland Carras, ancien ministre (PS, Côte-d'Or) ne ménagea pas, pour sa part, son approbation des crédits de l'enseignement supérieur : « Même si tous les problèmes ne sont pas aujourd'hui réglés, vous avez su, devant-il déclarer au ministre de l'éducation, obtenir des moyens, dégager une méthode et redonner confiance à l'université ».

Mais, hormis ces approbations venant de ses amis, M. Jospin eut

beau jeu de souligner que la plupart des orateurs de l'opposition avaient peu ou prou été contraints de reconnaître l'effort consenti : « effort indéniable » pour M. Bruno Bourg-Broc (RPR, Marne), « engagements quantitatifs respectés », selon la formule de M. Bayrou (UDC, Pyrénées-Atlantiques), qui devait également « approuver » l'action engagée dans de nombreux domaines (revalorisation, créations de postes, mise en place d'un système d'allocation pour les candidats aux concours de l'éducation nationale notamment). Pour sa part, M. Yves Fréville (UDC, Ile-et-Vilaine), rapporteur à la commission des finances, devait reconnaître que « l'enseignement supérieur est une priorité réelle » et que « le budget de moyens proposé est très correct ». Quant à M. Brunhes (PCF), « il a dit », devait souligner le ministre de l'éducation, que ce budget portait la marque des luttes en cours, ce qui me semble une façon de dire qu'il n'est pas mauvais ».

Chacun fut donc contraint, pour souligner sa différence ou ses critiques, de s'attacher à des questions particulières. Ainsi, l'insuffisance des crédits en faveur des bourses scolaires. Ou encore la « situation dramatique » des personnels administratifs, qui a fait l'objet de nombreuses interventions sur les bancs communistes, mais également socialistes et de l'opposition. Le ministre de l'éducation devait d'ailleurs en cours de débat, annoncer le doublement du nombre de promotions pour les deux ans à venir (3 000 au lieu de 1 500) et annoncer le décaissement de 25 millions de francs avant la fin de l'exercice 89 pour verser des indemnités à ces personnels qui occupent « une place à part entière » dans la communauté scolaire.

Faute de critiques véritablement sérieuses sur le montant du budget, il restait aux orateurs de l'opposition à s'interroger sur « l'absence d'ambition » de la politique menée par le ministre de l'éducation. « La qualité d'une politique ne saurait se mesurer à la seule augmentation des crédits, qui ne suffira pas à moderniser l'éducation nationale », expliquait ainsi M. Lequiller (UDF). « L'investissement dans l'éducation nécessite une programmation. On ne peut partir à l'aveuglette », soulignait de son côté M. Bruno Bourg-Broc (RPR), comme en écho aux mises en garde de M. Brunhes (PCF) : « S'il permet des avancées, ce budget ne programme pas l'avenir ». Il ne fait qu'accompagner le statu quo », complétait M. Fréville (UDC).

Enfin, M. Bayrou (UDC), invitait le ministre à réaliser « un vrai travail », véritablement un pas de géant » pour transformer en profondeur le fonctionnement du système éducatif. A quoi M. Jospin pouvait répondre d'un mot : « Les pas de géant ont souvent fait trébucher ceux qui tentaient de les accomplir. Je préfère, quant à moi, marcher de mon pas d'homme ».

GÉRARD COURTOIS

Contradictions

Les prises de position contradictoires continuent de se multiplier à propos du port du foulard islamique. Tandis que l'organisation musulmane intégriste La Voie de l'islam renouait à manifester dimanche à Paris, après l'interdiction formulée par le ministre de l'intérieur, le Front national appelait à une manifestation à Nice, samedi 4 novembre, « contre l'islamisation de la France et l'autorisation du port du foulard islamique accordée par Lionel Jospin ».

Le ministre de l'éducation nationale, qui devait recevoir, samedi matin, les provinciaux des établissements concernés par cette affaire, était invité par la « coordination des enseignants » du collège de Creil à venir à leurs côtés, lundi

matin, pour la rentrée des classes.

Sept députés socialistes appartenant à divers courants du PS (MM. Jean-Christophe Cambadélis, Julien Dray, Francis Hollande, Jean-Marie Leguen, Jean-Pierre Michel, Patrick Sève et M^{me} Denise Chezeau) ont signé un texte commun demandant une « véritable politique d'intégration » et s'opposant à toute exclusion des élèves de l'école. Alors que M. Jack Lang apporte son soutien à M. Jospin, M. Jean Popere, ministre des relations avec le Parlement, approuve la lettre des cinq intellectuels publiée dans le *Nouvel Observateur* et critiquant la « capitulation » du ministre de l'éducation.

Le communiqué du ministre

Voici le texte intégral du communiqué de M. Lionel Jospin publié le samedi 4 novembre.

Le refus de quelques jeunes filles de retirer, au nom de leur religion, leur foulard à l'intérieur d'établissements scolaires a provoqué dans notre pays un débat très vif et passionné.

1. Dans ce contexte, j'ai été amené à indiquer devant l'Assemblée nationale selon quels principes et par quelle méthode ce problème devait être abordé :

— Le principe de la laïcité sur lequel est fondé l'école publique et qui implique la neutralité confessionnelle en vertu de la loi du 28 mars 1882.

— L'interdiction du prosélytisme, c'est-à-dire de toute propagande politique ou religieuse, ce que précise une circulaire du 15 mai 1977.

— Le respect par les élèves et les parents des règles de fonctionnement et de vie collective des établissements et notamment l'assiduité aux enseignements obligatoires et l'application des règles de sécurité. C'est ce que prévoit l'article 10 de la loi d'orientation du 10 juillet 1989.

Je rappelle que le décret du 30 août 1985, dans son article 3 définissant les droits et devoirs des membres de la communauté scolaire, se réfère tout à la fois au respect des principes de laïcité et de pluralisme, au devoir de tolérance et de respect d'autrui dans sa personnalité et dans ses convictions, à l'obligation pour chaque élève de participer à toutes les activités correspondant à sa scolarité.

La circulaire du 1^{er} juillet 1936 qui interdit tout port d'insignes ne fait d'ailleurs précisément référence qu'aux insignes politiques et recommande d'agir dans toute la mesure du possible par la persuasion plutôt que par la contrainte.

Dans ces conditions, j'ai préconisé la démarche suivante : si le port du foulard doit être évité dans l'école laïque, il convient que les chefs d'établissement y parviennent par le dialogue et la persuasion. L'école publique fait ainsi prévaloir sa tradition d'accueil et de respect des consciences sur toute mesure systématique et prématurée d'exclusion. Elle doit, en toutes circonstances, respecter l'état de droit.

2. Pour mener le dialogue, convaincre les jeunes et les parents, il est des problèmes se posent, je fais confiance aux chefs d'établissement et aux équipes éducatives pour agir selon les principes que j'ai rappelés. Je demande aux recteurs et aux inspecteurs d'académie de leur apporter tout le soutien et l'aide nécessaire. Afin de ne pas prolonger à l'excès une situation d'incertitude, ce dialogue devra être mené à bien dans un délai dont le terme est la fin du trimestre.

3. Parallèlement, et pour que nul ne puisse contester l'application stricte du principe de laïcité dans le respect des droits des enfants et des jeunes, je sollicite immédiatement au nom du gouvernement l'avis du Conseil d'Etat sur la situation au regard du service public d'enseignement des jeunes qui porteraient des signes religieux à l'école.

Cet avis obtenu, il sera rendu public afin que soit assurée une large consultation sur l'ensemble des conséquences qu'il conviendra d'en tirer pour l'organisation de la vie scolaire dès le prochain trimestre.

Cette procédure doit permettre, au-delà des passions et des polémiques, de garantir par le dialogue et par l'application des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République que la laïcité de l'école publique est pleinement respectée conformément à la tradition de la nation.

G. C.

L'appel au droit

Suite de la première page

Cet avis du Conseil d'Etat, qui pourrait être formulé d'ici à la fin du mois de novembre, devrait éconclure le ministre — servir de base incontestable au débat public et aux décisions éventuelles que le gouvernement pourrait être amené à prendre : instructions aux recteurs et aux chefs d'établissement, nouveaux textes réglementaires ; voire, si besoin est, nouveau texte législatif.

En réalité, M. Jospin s'efforce, à chaud, de procéder à une sérieuse correction de tir. L'école « doit accueillir » les enfants, soutient-il la semaine dernière. Même si après dialogue entre les parents et les chefs d'établissement, les élèves persistent à arborer des insignes religieux dans les classes. Bon nombre d'enseignants et beaucoup de

ses amis politiques avaient ressenti cette attitude comme dangereusement conciliante, voire comme un reniement à l'égard des principes de la laïcité. Le ministre de l'éducation veut trouver un terrain neutre et ferme pour dépassionner le débat.

Déjà en 1984, dans une querelle aussi croisée — celle de l'école privée —, M. Jospin avait été parmi les premiers à conseiller le retrait en bon ordre. Et en 1984, déjà, le terrain du droit (le référendum sur la réforme de la République) avait servi d'échappatoire aux querelles idéologiques. Même si les deux situations ne sont pas strictement comparables, nul doute que ce précédent est présent dans l'esprit du ministre de l'éducation.

Selon le « baromètre » de la SOFRES

Baisse de la cote de popularité de MM. Mitterrand et Rocard

D'après le baromètre mensuel *Figaro-Magazine-SOFRES* (1), 55 % des personnes interrogées (contre 57 % le mois dernier) font confiance à M. François Mitterrand « pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ». Ils sont 42 % contre 37 % le mois dernier à ne pas faire confiance au président de la République. M. Michel Rocard subit une érosion comparable : 57 % de cote de confiance, contre 62 % en octobre ; 38 % de cote de défiance, contre 32 % en octobre.

53 % des personnes interrogées (contre 60 % en octobre) souhaitent voir M. Rocard jouer « un rôle important au cours des mois et des années à venir ». Le premier ministre est talonné par M. Jacques Delors, qui, avec 52 %, gagne deux points.

Dans l'opposition de droite, MM. François Léotard, Alain Juppé et Philippe Séguin sont les seules personnalités à enregistrer, à propos de cette même question, une baisse. Toutes les autres enregistrent une hausse ou restent stables. MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing gagnent

chacun quatre points, atteignant respectivement 40 % et 37 %.

55 % des personnes interrogées (contre 57 % en octobre) jugent que le gouvernement doit lutter en priorité contre le chômage. Corrélativement, 65 % (contre 66 % le mois dernier) pensent que l'action du gouvernement dans ce domaine n'est « pas très efficace » ou « pas efficace du tout ». 62 % des personnes interrogées (chiffre inchangé), s'attendent à beaucoup de conflits sociaux dans les deux ou trois mois à venir.

(1) Sondage effectué du 23 au 26 octobre sur un échantillon national de 1 900 personnes.

SEMAINE NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ÉCONOMIE

Les Sénateurs repoussent la réforme du système des cotisations agricoles. — Le Sénat a adopté en deuxième lecture, vendredi 3 novembre, le projet de loi relatif à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social, présenté par M. Henri Nallet. Ce texte a été cependant amputé du dispositif majeur que représentait la modification du système de cotisations agricoles, à la suite d'un

désaccord persistant entre le ministre de l'agriculture et la majorité sénatoriale, non sur le principe de la réforme pour laquelle un net consensus s'était dégagé (le *Monde* du 4 novembre mais sur ses modalités. Après que M. Henri Nallet avait tenté, en vain, de faire adopter l'article contesté en recourant au vote bloqué, l'ensemble du Sénat, à l'exception des communistes qui ont voté contre, a adopté le texte privé de cette disposition.

POLITIQUE

Préférant l'Europe et l'Auvergne

M. Giscard d'Estaing abandonne son siège à l'Assemblée nationale

M. Valéry Giscard d'Estaing a annoncé, vendredi 3 novembre, qu'il démissionnerait de son mandat de député à l'Assemblée nationale. Le président de la commission des affaires étrangères met donc ainsi un terme au faux-semblant d'une participation au choix qu'il ferait entre ses trois mandats (député, parlementaire européen, conseiller régional) pour se mettre en règle avec la loi sur le cumul des mandats.

M. Valéry Giscard d'Estaing explique, dans un communiqué publié le vendredi 3 novembre, « la fidélité ne commande de ne pas abandonner la province, où j'ai mes racines et qui m'a soutenu dans les moments difficiles. Je resterais donc président du conseil régional d'Auvergne ». Il évoque également « l'utilité de ce choix » : « L'expérience que j'ai eue depuis trois mois m'a permis de vérifier que je ne pouvais assumer complètement, et de manière efficace, les deux fonctions que j'exerce à l'Assemblée nationale et au Parlement européen. J'ai pris des engagements précis devant l'opinion. Je tiendrai donc parole ». Le président du conseil régional d'Auvergne explique aussi qu'il démissionne avec regret de l'Assemblée, mais qu'il se réjouit « d'avoir assisté, avant d'y partir, à la mise en place de l'intergroupe unique de l'opposition ».

Le président du groupe UDF, M. Charles Millon, a salué, vendredi, « la cohérence de la démarche » de M. Giscard d'Estaing. Du côté de l'UDC, on trouvait que cette décision ne manquait pas de « courage ».

La succession de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la commission des affaires étrangères ne sera donc aujourd'hui ouverte. Elle s'annonce compliquée, tant au prestigieux la présidence des « clubs » de 73 députés (34 PS, 17 RPR, 12 UDF, 6 UDC, 4 PCF) qui offre un poste d'observation et de représentation à l'étranger.

Elle faisait partie, à l'origine, du lot de deux présidences que, dans le

cadre de la politique d'ouverture, l'opposition s'était vu offrir en début de cette législature. Au terme de pressions exercées par le RPR, les contraintes avaient dû abandonner l'idée de confier à M. Jacques Barrot la présidence de la commission des affaires étrangères, qui était finalement revenue à un socialiste, M. Giscard d'Estaing faisant donc exception.

M. Deniau candidat à la succession

Le groupe socialiste est-il toujours disposé à offrir cette place à l'opposition ? Certains députés PS souhaitent qu'elle revienne dans le giron du groupe, ne serait-ce que par solidarité avec leurs camarades du Sénat, qui se sont vu fermer toutes les portes des présidences de commission, après le renouvellement du mois de septembre. Au-delà du problème politique, se pose à l'Assemblée nationale un problème administratif : le PS n'est pas majoritaire dans cette commission (34 contre 35). Il lui faudrait donc l'appui des élus communistes pour résister à la droite et le contre s'il veut imposer son propre candidat. Le président du groupe socialiste, M. Louis Mermaz, expliquait, il y a peu, qu'« à titre personnel » il n'était pas hostile à ce que cette présidence revienne à un candidat de l'opposition, à condition que celui-ci ait de « l'expérience ».

Du côté de l'opposition, le problème est tout aussi embarrassant. Si elle peut garder ce poste, à qui le confier ? M. Jean-François Deniau (UDF, Cher) a réagi le premier, en posant une question, quelques heures à peine après l'annonce du retrait du député du Puy-de-Dôme. Il y avait, bien sûr, hommage à M. Giscard d'Estaing et à son poste, dans sa foule, sa prose candide : « Cette démarche pour moi se justifie, non seulement par l'expérience et l'attachement, mais également par les engagements que j'ai pris devant l'opinion ». Cette candidature se heurte toutefois à plusieurs difficultés. Elle ne devrait pas être bien accueillie au Quai d'Orsay, qui s'est trouvé embarrassé par les prises de position

de M. Deniau, jugées trop unilatéralement favorables au camp chrétien lors de la mission que le gouvernement français lui avait confiée il y a quelques mois au Liban. D'autre part, le groupe centriste ne devrait pas être favorable à cette candidature. M. Bernard Stasi (UDC, Maine), estime, en effet, avec ses amis, qu'en octobre 1986 M. Deniau avait trahi sa candidature, ce qui avait permis à M. Roland Dumas de conquérir, à la surprise générale, la présidence de la commission des affaires étrangères. Aussi, le nom de M. Raymond Barre est épatamment avancé, ou plutôt assuré, tel ou tel. Le député de Lyon n'a encore fait aucune déclaration.

L'opposition pourrait trouver dans cette affaire matière, une nouvelle fois, à se quereller. Si querelle il y avait, M. Giscard d'Estaing se ferait d'autant plus regretter. L'ancien chef de l'Etat quitte en effet l'Assemblée après avoir porté sur les fonts baptismaux, avec les renouvelés, l'intergroupe de l'opposition. Son image d'inducteur de la droite, après son succès des élections européennes, s'en est trouvée renforcée.

Son départ de l'Assemblée lui permet d'ailleurs de renforcer cette image, en prenant encore un peu plus de hauteur. S'il perd son mandat de député, qui lui aurait sans doute permis de peser un peu plus au sein de l'intergroupe (il y conserve néanmoins de solides appuis), il n'abandonne pas pour autant son poste stratégique de président de l'UDF. L'opposition présente donc, à tous points de vue pour lui, un solide positif : dans l'élection de l'opposition, on pourra apprécier le geste de M. Giscard d'Estaing, qui reste fidèle à ses promesses et à sa vocation européenne, alors que d'autres, comme M. Alain Madelin et Mme Michèle Barzach, qui ont annoncé vendredi, après M. Alain Juppé et François Léotard, abandonner Strasbourg pour rester à Paris ; au sein des partis de l'opposition, où il ne pourra que conforter sa position de recours, en prenant quelque distance avec un intergroupe qui devrait consolider, dans l'avenir, des jours plus difficiles.

PIERRE SERVENT

Réunie en congrès à Maré (Nes Loyauté)

L'Union calédonienne en proie à de fortes turbulences internes

L'Union calédonienne (UC), principale composante du FLNKS, est réunie en congrès, sur l'île de Maré jusqu'au dimanche 5 novembre. Ses quatre cents délégués font le point sur la situation en Nouvelle-Calédonie dans une atmosphère empreinte d'une certaine morosité.

NOUMÉA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

Il y est d'abord l'affliction, puis un immense désarroi. Orphelin de Jean-Marie Tjibaou et de Yvéné Yéwéné, le mouvement indépendantiste calédonien semble frappé d'atrophie, comme pris de vertige devant le vide abyssal laissé par les deux dirigeants assassinés.

Six mois après l'attentat d'Ouvéa, alors que l'Union calédonienne est réunie depuis vendredi en congrès, il faudrait plutôt parler de déliquescence pour qualifier l'atmosphère régnant dans les rangs indépendantistes. Car il ne s'agit plus seulement, cette fois, de la tradition chronique des divisions opposant l'UC à ses partenaires du FLNKS, la première étant accusée d'« hégémonie » par les seconds. Beaucoup plus préoccupant, pour les héritiers de Jean-Marie Tjibaou, est le fait que le flottement gagne aujourd'hui la base même de l'UC.

C'est l'érosion du pouvoir qui place l'actuelle direction de l'UC dans la zone de turbulences. Propriétaire à la tête d'institutions dotées de larges compétences — un tiers des fonctionnaires territoriaux dépendent désormais des provinces indépendantes du nord et des îles Loyauté — les représentants de Jean-Marie Tjibaou et de Yvéné Yéwéné se sont trouvés happés par une logique qui les a fait, de nature à éveiller les moins bien armés. Il y est une même logique d'une généralité inégale. Les élus provinciaux se sont octroyés des traitements mensuels de 25 000 F à 28 000 F, auxquels s'ajoutent indé-

nités de déplacement, voitures et logements de fonction. Mais du pays, le virus bureaucratique fait son œuvre. Les trois vice-présidents du congrès du territoire se les quatre membres du « comité consultatif » affilié au FLNKS se retrouvent ainsi entourés d'un cortège d'environ vingt-cinq attachés de cabinet, secrétaires et chauffeurs dont l'utilité est loin de s'imposer dans un contexte de décentralisation qui dépeuple, précisément, ces instances territoriales de l'essentiel de leurs anciennes attributions.

Les dirigeants de l'UC ne sont pas les derniers à souffrir du malaise créé par une telle dérive bureaucratique — certains parlent même de « piège », constatant que leur base leur réchappe, et ont tenté, des congrès et qu'ils devraient le cible facile de rumeurs malveillantes.

Le désenchantement de la base

Le visiteur qui sillonne les tribus de brousse ne peut être que frappé par l'ampleur du désenchantement à l'égard des chefs qui, se plaignent-ils, ne viennent jamais sur le terrain connaître les militants, « passent leur temps dans les bureaux de Nouméa à négocier avec les investisseurs et l'administration » et « prennent des décisions en petits comités ».

C'est aux îles Loyauté que le groupe est le plus vif, à la suite de la nomination de groupes de fonctionnaires européens de Nouméa à la direction administrative de la province. Si ces fonctionnaires calédoniens et métropolitains — de statut territorial — n'ont pas pour leurs « compétences administratives » par quelques dirigeants de l'UC des îles Loyauté, l'attachement des îles Loyauté, les sont très loin d'être considérés comme des « camarades de lutte » par les militants de base.

Confrontés à la même carence tragique de cadres locaux, la province nord, présidée par M. Léopold Jorjé, a réagi différemment : le problème

en recourant à la technique des vases communicants. C'est l'appareil tout entier de l'UC de la Grande-Terre qui, cette fois, s'est engagé comme un seul homme dans les institutions provinciales afin d'épauler les élus. Mais, ce faisant, il a laissé derrière lui un parti inerte, devenu une coquille vide. Il a suffi d'un rythme de travail imposé au pas de course par l'administration, pressée de ficeler au plus tôt les « contrats de développement » des provinces impuissantes provinciales obligées — pour que le fossé entre les tribus et la direction indépendantiste prenne des allures de gouffre.

Tels sont les griefs ouvertement exprimés. Mais il y a aussi le non-dit, ces amertumes insoupçonnées qui n'apparaissent jamais dans les résolutions du congrès, mais qui ont toute l'importance dans le travail de structuration du mouvement calédonien. Il s'agit des drames régionaux. Le duo Jean-Marie Tjibaou (Grande-Terre) — Yvéné Yéwéné (îles Loyauté) incarnait à merveille la communauté géographique du monde indépendantiste. Déjà en proie à une mauvaise conscience diffuse — c'est à Lifou, à Maré et à Ouvéa qu'a germé, en début d'année, le « comité anti-colonialiste », opposé à Jean-Marie Tjibaou — la région des îles Loyauté ne s'est guère sentie rassurée lorsque l'UC s'est choisie, en mai dernier, une direction provisoire — la vice-présidence du parti est revenue à M. Léopold Jorjé et non à un Loyauté, comme le suggère la répartition tacite des rôles.

Depuis, l'absence totale de coordination entre les élus-majors provinciaux du nord et des îles Loyauté n'a guère arrangé les choses. La Grande-Terre elle-même n'est pas exempte de ce réveil des particularismes régionaux. Cela est surtout perceptible dans l'extrême nord, région natale de Jean-Marie Tjibaou, où l'on a quelques difficultés à noter le contact avec l'actuelle direction de l'UC, issue principalement des communes du sud.

FREDERIC BOBIN

Après la grève des impôts

Le premier ministre veut redresser son image sociale

Les amis de M. Michel Rocard et les clubs Convaincre, qui regroupent des sympathisants rocardiens, organisent un colloque à Paris, samedi 4 et dimanche 5 novembre, sur le thème « Pour un changement social ». Organisé dans la perspective du congrès socialiste de mars 1990 à Rennes, ce colloque doit être clôturé dimanche par M. Michel Rocard.

Selon son entourage, le premier ministre procèderait dimanche à un « cadrage » pédagogique de sa politique sociale, afin de « redresser un certain nombre de perceptions » à ce propos. M. Rocard devrait rappeler les différents volets de sa politique sociale, notamment le pacte de croissance, afin de répondre à l'accusation de « déficit social ». Toujours selon son entourage, en réponse aux « revendications quantitatives », le premier ministre devrait réaffirmer qu'il est chef du gouvernement, M. Rocard court-il le risque d'une dégradation de son image dans l'opinion publique ? Après une baisse momentanée, la popularité du premier ministre

n'avait guère été entamée par la multiplication des conflits sociaux de l'automne 1988. Cette année, la grève des fonctionnaires des finances pourrait, à elle seule, causer plus de dégâts. Matignon juge que les répercussions définitives de cette longue grève sur la popularité du premier ministre ne seront vraiment connues qu'après Noël. Pourtant, de tous les points de vue, ce conflit apparaît négatif pour M. Rocard.

La cohésion ministérielle ? Les cafouillages ont été nombreux et publics. Le dialogue social ? C'est une impression de non-dialogue qui a largement dominé. Lorsque les grèves de l'an dernier s'étaient calmées, M. Rocard n'était pas sorti perdant de l'affaire. Il avait pu faire valoir que sa méthode — bien que contestée — avait abouti à la signature d'accords salariaux dans la quasi-totalité du secteur public. Aujourd'hui, la détermination des agents des finances met en péril en échec sa tactique.

Si le premier ministre a adopté une attitude tellement ferme dans ce conflit c'est, notamment, parce qu'il voulait liquider les séquelles de sa méthode du « car par cas ». M. Rocard veut imposer l'idée que, désormais, le gouvernement s'en tiendra à la voie de la « revalorisation sélective ». Or les grévistes, en arrachant des concessions financières, ont

creusé une brèche dans cette construction. De plus, en acceptant qu'une partie des primes des agents des finances soit intégrée dans le calcul de leurs retraites, le gouvernement a pris le risque d'encourager une réaction en chaîne, qu'il voulait justement éviter.

Politiquement, le conflit s'est joué, en quelque sorte, à l'intérieur de la famille socialiste. Une partie du PS a pris le relais des syndicats et du PCF pour marteler une argumentation dénonçant la politique sociale du premier ministre. A force d'être répétés sur tous les tons et de divers côtés, ces arguments ont bien dû impressionner une partie de la base sociale et électorale du gouvernement. D'autant qu'ils s'ajoutaient aux critiques suscitées par l'attitude de réserve de M. Rocard lors de la grève des ouvriers de Peugeot.

Jusqu'à maintenant, M. Rocard avait tiré profit de l'association de son nom au « réalisme économique ». Après ce « mauvais conflit », ne risque-t-il pas de passer, à la longue, pour l'incarnation de la rigueur, pour une sorte de « M. Nist » social ?

Le premier ministre, qui se veut avant tout « réformateur », selon son cabinet, « le sentiment d'en avoir fait plus que ce qu'on en dit », sans que ces actions lui aient valu une véritable « image sociale ».

JEAN-LOUIS ANDRÉAN

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

ROBERT BRASILLACH, écrivain et journaliste, considéré comme l'un des meilleurs critiques de sa génération, polémiste de l'extrême droite fasciste, a été fusillé le 6 février 1945, après avoir été condamné à mort pour intelligence avec l'ennemi pendant la seconde guerre mondiale, alors que le territoire français était occupé par les troupes de l'Allemagne hitlérienne. Il avait trente-cinq ans.

S'il n'avait pas été exécuté, s'il ne s'était pas présenté devant ses juges — ce qu'il a fait pour protéger les siens, — s'il avait su « se faire oublier l'espace d'une demi-année », écrit François Mauriac en 1967, peut-être aujourd'hui ses amis lui offrirait-ils une belle épitaphe d'« académicien ». C'est dire combien cette exécution fut, sur le moment, et aujourd'hui encore, déplorée par beaucoup, notamment par certains de ceux qui ne partageaient pas les idées de Brasillach et les combattait. A l'inverse d'autres, qui n'éprouvent aucune haine pour l'homme, estiment qu'il a subi, compte tenu de ses engagements et des circonstances historiques, la condamnation qu'il méritait. Même si la sanction n'a pas été égale pour tous ceux qui en étaient passibles, parfois plus que lui.

Deux livres reviennent sur le cas Brasillach, sujet qui fut, longtemps après, difficile à traiter dans la sérénité, tant les cicatrices étaient restées douloureuses. Depuis, les historiens ont fait un travail considérable pour la compréhension de cette époque et de ses acteurs, parmi lesquels se détache le curieux visage de Robert Brasillach : il revient donc, dans la vitrine des libraires, en couverture des deux livres qui lui sont consacrés. Comme le temps passe, est-on tenté de dire, par référence au titre d'un de ses romans les plus connus : Pierre Pellissier ne cherche pas à rouvrir le procès ou à relancer la controverse. Ce qui l'intéresse, c'est la fulgurance de ce destin tragique traversant une époque troublée. Dans une approche toute de mesure et de subtilité, il parvient à rendre compte de la trajectoire nette de Brasillach... le maudit — dans l'opacité de son temps.

Le titre de la biographie souligne la plus forte contradiction du personnage, qui en conviesse bien d'autres. Il avait tout pour échapper à la médiocrité : esprit brillant, fécondité littéraire, curiosité dévorante, amour de la vie. Il paraissait voué à une longue carrière d'écrivain, comme d'ailleurs qu'avait, après lui, ont considéré que seule la jeunesse valait la peine d'être vécue. Au lieu de cela, il s'est enfoncé dans la logique d'un engagement idéologique qui l'a perdu, ou, comme le suggère Pierre Pellissier, il s'est pris

dans une succession de pièges qui le condamneront à terme.

L'engagement dans le fascisme pourrait surprendre de la part d'un intellectuel qui s'est, à ce point, abreuvé aux sources de l'humanisme classique. Il n'est pas le seul dans ce cas, et l'extrême droite maurrassienne, par où il avait commencé, ne l'a pas retenu d'aller si loin. Au reste, on sait bien que la culture la plus riche ne protège pas des pulsions les plus profondes et qu'au contraire loin d'en être tempérées celles-ci se nourrissent souvent de celle-là. Pierre Pellissier note, tout en s'interdisant de chercher systématiquement les clefs de l'écrivain dans son œuvre, que, dans *Présence de Virgile*, Brasillach peignait aux couleurs de son temps le poète latin : « Pour sauver ce pays et cet ordre, il savait que la force était nécessaire. Mais il ne craignait pas d'appeler à la force, il l'aimait comme il est naturel à son âge. Par regret d'être lui-même trop faible de corps, trop rêveur encore d'esprit pour agir, il aimait les grands vainqueurs qui violent toutes les lois jusqu'au moment où ils en donnent aux autres. »

Le cas Brasillach

Notre biographe retient que ce jeune homme, qui se croyait anarcho-fasciste, est choqué par le désordre et l'absence de direction qu'il trouve en arrivant à l'Ecole normale supérieure. Ses incertitudes et ses amitiés (Maurice Barthes, Thierry Maulnier) l'attirent vers l'Action française, Maurras, Bainville, Massis, avant qu'il ne s'engage personnellement dans un fascisme pur et dur pour, écrit Pierre Pellissier, « échapper à ses propres contradictions ». Le voici donc à la recherche d'un « antisémitisme de raison » (1), de la même façon qu'il tentera de définir après la défaite, derrière Philippe Pétain, « un collaborationnisme de raison ».

La raison, en vérité, on se demande où elle pourrait trouver sa place dans la fureur qui le pousse à la polémique la plus ordurière, ou qui lui fait réclamer la mort pour les hommes politiques de la Troisième qui'il rend responsables de la défaite. Ses articles dans l'hebdomadaire *Je suis partout*, dont il a été le rédacteur en chef, en témoignent. Pierre Pellissier montre bien comment le « romantisme fasciste » est devenu, peu à peu, prisonnier de son rêve, celui d'une Europe fasciste, en communion avec une Allemagne à laquelle il s'attache d'amour, au fur et à mesure que, précieusement, le rêve s'écroule. Cependant, Brasillach reste conscient de ses responsabilités en songeant à tous ceux qui, pour

l'avoir lui et cru, se sont engagés dans la Légion des volontaires français aux côtés des troupes nazies. « Je veux être jugé, peut-être fusillé, mais ils ne pourront pas dire : le salut s'en est tiré », dira-t-il avant de se constituer prisonnier, au lieu de continuer à se cacher ou de fuir, comme il en avait la possibilité et comme bien d'autres l'ont fait.

« Il s'était choisi un rôle, il s'y tiendra », écrit Pierre Pellissier. Brasillach ne s'en est donc pas tiré, malgré les démarches faites en sa faveur par des écrivains prestigieux, malgré l'intervention de François Mauriac auprès du général de Gaulle qui, finalement, dans des conditions controversées, refusa la grâce.

« Son procès fut une parodie ? C'est évident. D'autres qui lui furent bien plus coupables et ne furent pas point condamnés. Chacun le sait. Il reste que la mort restitue toute sa dignité à un combat. Au nom de quoi pourrait-il y avoir un privilège pour la protection de l'écrivain et un droit au peloton pour d'autres ? », écrit Alain Grotteray, peu suspect de sympathie pour la gauche, en préfacant le travail d'un jeune historien, Pascal Louvrier, intitulé *Brasillach, l'illusion fasciste*.

Dans cet ouvrage, tiré d'une étude universitaire, l'auteur, ému par l'écrivain, intrigué par le polémiste engagé, cherche à comprendre l'opposition aussi nette, aussi tranchée, entre les deux facettes de la même personnalité. A cette fin il décrit, en s'abritant derrière le principe d'impersonnalité, qui n'exclut pas une attention empreinte de sympathie pour certains traits du personnage, le climat intellectuel des années 30, cette époque charnière qui produisit tant d'intellectuels non conformistes par réaction à l'ordre bourgeois. Il raconte comment Brasillach, « passifiste convaincu », nostalgique de la jeunesse avant de l'avoir tout à fait vécue, s'est plongé dans le siècle. Son anticonformisme à lui s'est incarné dans un « fascisme impressionniste » qui est devenu peu à peu systématique, jusqu'à la déshérence finale. Jusqu'à l'absurde, puisque cet écrivain, si charnellement attaché à sa patrie, a péri, exécuté comme traître, en criant : vive la France.

Robert Brasillach garde une part de son mystère mais son histoire vaut d'être contée et connue pour rappeler que les mots sont des armes ; que le talent, loin d'enrober d'innocence ceux qui les manient, les rend plus responsables ; que l'autorité intellectuelle ne saurait s'exercer en toute impunité.

► *Brasillach... le maudit*, de Pierre Pellissier, Denoël, 484 p., 200 F.

► *Brasillach, l'illusion fasciste*, de Pascal Louvrier, Perrin, 278 p., 115 F.

صكزا من الاصل

حکذا من الاصل

SOCIÉTÉ

Un premier colloque de l'IHESI

Un langage commun pour la sécurité

« Que ne vous ai-je rencontré plus tôt ! », lançait, débouillant, M. Philippe Séguin à un Bernard Delpérier, croulant de bonheur ! Le responsable de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) venait de se voir décerner un brevet de clairvoyance pour avoir souligné, au cours d'une intervention passionnée, les rapports qui lient exclusion et délinquance. « Il y a quinze ans, poursuivait le député et maire d'Epinal, même ceux qui n'avaient pas de formation parvenaient encore à trouver du travail, ce qui leur donnait un statut social en même temps qu'un salaire. » Et de conclure, avec le responsable syndical : « Aujourd'hui, le nombre de ces emplois se réduit comme peau de chagrin, excluant autant de gens. Or exclusion et insécurité sont des problèmes liés. Si l'on n'a pas de scrupules moraux face à l'exclusion, on n'a pas l'intelligence ou l'égotisme de lutter contre l'exclusion au nom de la sécurité. »

M. Séguin n'est certes pas le plus crispé des élus RPR, mais son discours, encore plus que sa présence au colloque de l'IHESI, n'en a pas moins valeur de symbole. En animant l'une des séances, M. Christian Blanc, président de la RATP, croquait ainsi la nouvelle mentalité, qui selon lui, s'était manifestée tout au long des débats : absence d'approche idéologique préalable, pragmatisme, concertation, humilité devant les faits, volonté de trouver des solutions plutôt que d'en découdre avec l'« adversaire ». « Très longtemps, constatait, in fine, M. Blanc, la sécurité, qui est pourtant au cœur de la démocratie et du civisme, n'a pas attiré les meilleurs esprits. » Regrets sans doute désormais dépassés. Car, durant près de deux jours, les quelque trente orateurs qui ont pris la parole auront eu, sans vaine polémique, prouver qu'il est possible d'avoir un langage commun, d'enrichir une réflexion et d'entrevoir des solutions.

« Les exclus de l'insertion »

Avec humour et précision, M. Jean Delumeau, professeur au Collège de France, devait d'abord retracer la genèse d'un mot, la sécurité, qui, au quatorzième siècle, soulève la suspicion des clercs anxieux d'un concept qui apaise l'inquiétude mystique au risque d'endormir la foi. Six siècles plus tard, assure M. Eric Stiemmele, conseil en communication, le sentiment d'insécurité que mesurent les enquêtes spécialisées est important, mais en baisse régulière depuis 1984, année où il a atteint un maximum.

L'étude des statistiques judiciaires et policières montre aussi, phénomène connu, que le sentiment d'insécurité n'est pas nourri que de connaissances objectives. La délinquance routière, qui, de toutes, est en France celle qui provoque le plus de pertes humaines, est fort bien acceptée. Les vols de voitures, d'autoroutes ou d'objets à la suite d'un cambriolage, ont, en revanche, très mal supportés et citent un net sentiment d'insécurité.

Pour M. François Dubet, sociologue, ce phénomène prend sa source dans un sentiment diffus où

Ouvert et clos par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, le premier colloque du nouvel Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI) a réuni au centre de conférences de La Villette, à Paris, les 2 et 3 novembre, plus de mille cinq cents personnes, professionnels de la sécurité, mais aussi universitaires, travailleurs sociaux, juristes, urbanistes.

Durant deux jours, les participants ont discuté des défis et des enjeux de la sécurité intérieure. Ouvert aux fonctionnaires de sécurité (policiers, gendarmes, magistrats, etc.) comme aux auditeurs extérieurs (Le Monde du 18 octobre), l'Institut aura pour mission d'analyser les menaces contre la sécurité intérieure, de cerner les objectifs à atteindre et de définir les moyens à mettre en œuvre pour s'opposer à l'insécurité (1).

L'incertitude domine : le jeune, délinquant d'occasion, est imprévisible ; le stéréotype du bandit, personnage bien identifié, a laissé la place à un être indéfinissable, échappé des quartiers reconnus comme « chauds » et au comportement aléatoire. « On ne se repère plus », assure M. Dubet, qui met en garde contre toute politique visant, sous prétexte de faire la chasse à d'éventuels comportements déviants, à accentuer encore la déviance et la marginalité. Particulièrement valables à ce propos sont ces « exclus de l'insertion » que représentent les chômeurs sans qualification, les jeunes et les immigrés.

Dans un tel univers, les autres menaces objectives que sont la drogue, les incertitudes économiques, les fraudes informatiques aux conséquences aussi mystérieuses que discrètes, le terrorisme enfin, accroissent le sentiment d'insécurité et les comportements irrationnels. Aussi convient-il d'abord de restaurer les facteurs d'intégration et les régulations communautaires. Il s'agit là d'une politique coûteuse qui mobilise des acteurs divers : « prévention, répression et solidarité, telle est notre formule », note

M^{me} Christine Lazerges, adjointe au maire de Montpellier, dont les collectivités locales, l'Etat, mais aussi les entreprises doivent supporter la charge. Ancien membre du Conseil constitutionnel, le doyen Vedel recherchait en assurant qu'une justice et une police qui veulent respecter les droits de l'homme coûtent plus cher qu'une justice et une police qui n'en tiennent pas compte.

L'Etat-chef d'orchestre

Acteur de première ligne sur la scène de l'insécurité, la police a subi de profondes transformations au cours des dernières années, jusque dans le choix des termes qu'utilisent ses responsables pour décrire, aujourd'hui, son action. « Le service public policier n'a pas le choix, assure M. François Roussel, directeur général de la police nationale. Service public qui ne peut exister que s'il rend service, et pour cela se modernise. » Encore plus humble, M. Pierre Truche, procureur général de Paris, a constaté que la justice, engorgée était, tel un barrage, le recours où les victimes de l'insécurité finis-

saient par aboutir, l'empêchant de répondre à nombre d'autres demandes. « Que pouvons-nous faire, nous magistrats, contre l'insécurité ? Peu sans d'autres », concluait-il.

Car l'un des principaux mérites de ce premier colloque de l'IHESI aura été de montrer qu'une politique de sécurité est irréalisable sans la participation coordonnée de nombreux acteurs sociaux ou administratifs aux actions diversifiées et complémentaires. « Chaque élément, chaque sous-ensemble a conçu ses normes sans souci d'ensemble avec les éléments voisins, note le président de la RATP. Tout se passe comme si la somme des politiques sectorielles équivalait à une politique globale, ce qui est faux. » M. Jean-Marc Lemière, expert en sécurité des systèmes informatiques, étendra le raisonnement à sa partie en constatant que « les systèmes informatiques ne sont jamais dus au manque de moyens de sécurité, mais à leur cohérence, elle-même liée à une mauvaise évaluation des enjeux ».

Cette nécessité de coordination ne peut être satisfaite que par l'Etat-chef d'orchestre, qui, selon M^{me} Yvette Chassagne, présidente de la prévention routière, est le seul à pouvoir arbitrer entre des exigences contraires, à pouvoir coordonner des politiques sectorielles. Cette demande d'Etat, d'autant plus forte que les solidarités communautaires se relâchent, aura été exprimée par tous les orateurs. Une évolution inverse à celle du mouvement constaté ces dernières années dans l'économie.

G. M.

(1) IHESI, 15 rue de l'Hôtel-de-Ville, 92200, Neuilly-sur-Seine; tél. : 46-31-20-49.

La guerre est finie

par Georges Marion

Le sourire goguenard de l'IHESI, tel qu'il n'a pas épargné le débat sur la sécurité qui, depuis près de quinze ans, suscite commentaires abondants et, parfois, aigres polémiques.

Voici quelques lustres, le besoin de sécurité était une arme brandie par les uns pour justifier leurs réformes législatives et un prétexte dénoncé par les autres comme un calcul libéraliste. A cette époque, pour suivre M. Rocard venu saluer les congressistes, on opposait « valablement » la droite, « parti de l'ordre », à la gauche, « parti de la justice ». Quinze ans plus tard, un colloque, dont l'importance tient autant au nombre des participants qu'à la qualité des contributions, démontre que la guerre civile sur la sécurité est sans doute terminée. Non pas que les divergences aient disparu, loin s'en faut. Mais il apparaît que les protagonistes sont, désormais, décidés à fuir la démagogie et à discuter de la question avec sérieux, méthode et humilité.

Certes, plusieurs catégories scientifiques dépendent de ministères ou d'instituts universitaires s'y consacrant déjà. Mais leurs travaux étaient, par la force des choses, confidentiels, dispersés, et de peu d'influence sur le monde politique qui, sans prudence, donnait le la en la matière. La création de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI) devrait marquer un tournant en développant, sinon une théorie complète et unique, du moins les principaux chapitres d'une doctrine d'insertion, d'ailleurs, l'intention de M. Pierre Joxe qui évoque Léon Blum créant, en 1936, l'Institut des hautes études de défense nationale pour susciter « l'esprit de défense » et ouvrir la voie à un consensus en matière de sécurité extérieure.

La comparaison, pourtant, s'arrête là. L'Institut pour la sécurité intérieure ne précède pas le consensus mais vient couronner un lent cheminement entamé depuis plusieurs années par des élus, des professionnels et des chercheurs. Il a fallu le poids des réalités et son accession aux affaires pour que la gauche accepte de parler de sécurité sans voir, dans ce seul mot, l'incarnation du diable. Et il a fallu l'échec des politiques étroitement quantitatives (plus de policiers, plus de places de prisons, mais, curieusement, pas beaucoup plus de magistrats) pour que la droite consente à se tourner vers d'autres solutions que la dénonciation du laxisme de l'adversaire.

Sans doute, comme le rappelle opportunément M. Philippe Séguin, député socialiste de Seine-Saint-Denis, d'avoir su symboliser une dynamique alternative de la prévention en proposant des démarches neuves, aujourd'hui reconnues de tous. Et que dire de la décision de créer, en 1981, un ministère de la solidarité, initiative dont l'importance ne fut pas toujours comprise à sa juste valeur, mais qui eut, au moins, le mérite d'indiquer un chemin ?

De tout cela, l'IHESI est un peu l'héritier. Pourtant, plus que la naissance d'une institution, il faut saluer, ici, la fin d'une bataille et le début d'un voyage à la rencontre des vrais problèmes. Et des authentiques solutions.

De tout cela, l'IHESI est un peu l'héritier. Pourtant, plus que la naissance d'une institution, il faut saluer, ici, la fin d'une bataille et le début d'un voyage à la rencontre des vrais problèmes. Et des authentiques solutions.

De tout cela, l'IHESI est un peu l'héritier. Pourtant, plus que la naissance d'une institution, il faut saluer, ici, la fin d'une bataille et le début d'un voyage à la rencontre des vrais problèmes. Et des authentiques solutions.

De tout cela, l'IHESI est un peu l'héritier. Pourtant, plus que la naissance d'une institution, il faut saluer, ici, la fin d'une bataille et le début d'un voyage à la rencontre des vrais problèmes. Et des authentiques solutions.

SPORTS

TENNIS : Open de Paris-Bercy

L'honneur de McEnroe

La série victorieuse de Michael Chang dans la capitale française en 1989 a été interrompue à dix, vendredi 3 novembre, par l'ancien champion du monde John McEnroe. En demi-finale de l'Open de tennis de Paris-Bercy, l'Américain devait affronter, samedi 4 novembre, l'Allemand de l'Ouest Boris Becker, tandis que l'Américain Aaron Krickstein devait en découdre avec le Suédois Stefan Edberg.

« Il y a dix ans, je n'aurais sûrement pas levé les bras comme je l'ai fait ce soir après avoir gagné le match », John McEnroe était conscient de la vanité du geste qu'il a fait, vendredi soir 3 novembre, après avoir battu Michael Chang en quart de finale de l'Open de Paris-Bercy. Mais ce geste de triomphe, pour un match gagné sans être pour autant un victoire finale, était peut-être aussi révélateur qu'un lapsus pour un lacharme.

John McEnroe savait pertinemment que se qualifier pour les demi-finales de ce tournoi ne constituait pas un exploit, même si l'opposition était particulièrement relevée cette année sous les tribunes du POPP et si la donation était équivalente à celle d'un tournoi du grand chelem. Mais l'enjeu de son quart de finale contre le jeune coquet de ces derniers Internationaux de France n'était pas, dans son inconscient, une simple qualification pour les matches du week-end. C'était une affaire d'honneur, de celles que, jadis, les hommes réglaient à l'aube, pistolet au poing.

La fessée du mioche

McEnroe l'entendait du moins comme cela. Car, bizarrement, il a pris comme un manque de respect personnel la victoire de Michael Chang à Roland-Garros au juin dernier. A-t-il été offensé par le fameux service « à la fillette » de son jeune compatriote face à Ivan Lendl ? A-t-il été offensé par le succès d'un gamin tout juste âgé de dix-sept ans, à qui il avait cruellement échoué en 1984, au faute de sa gloire ? « Big Mac » n'a jamais été très clair sur les raisons profondes de cette animosité à l'égard de son cadet : « C'est une question de respect. Les joueurs savent de quoi je veux parler », s'est-il toujours contenté de répondre, à quel que nuance près, quand il a été interrogé sur le sujet. L'explication est tellement floue que Michael Chang a demandé : « John voudrait peut-être que j'aie lui tirer les pompes à domicile pour lui prouver mon respect ? »

En tout cas, vendredi soir, John McEnroe voulait manifestement avoir le jeune prodige à sa botte. Il voulait lui faire sentir, autant psychologiquement que physiquement, la déresse que peut procurer la défaite. Il cherchait à faire mal comme un bonneur aurait cherché le KO. Et ce fut une sorte de fessée qu'il administra au mioche : deux sets chingants !

« La victoire de Chang à Roland-Garros a été la plus grande surprise des tennis depuis dix ou quinze ans. Il n'a aucune pression sur les épaules. Il

se bat beaucoup, il est régulier, il est rapide et il est jeune. Si je joue comme Leconte face à lui, on descendrait tout de suite dans les deux ballers dehors, ce sera difficile. Il faut que je joue bien. Dans ce cas je ne devrais pas perdre contre lui. » John McEnroe avait « annoncé le couleur », comme disent les joueurs de bridge, jeudi 2 novembre, après sa victoire sur Horst Skoff. Mais vendredi 3, il a fait mieux que remplir son contrat. Il a joué comme aurait fait le « Big Mac » souverain à Wimbledon et à Flushing Meadow au début des années 80.

Tout était réuni comme naguère comme avant le coup de fatigue, jamais vaincu « éponge », venait au air de janvier 1986 au Madison Square Garden de New York après une défaite au premier tour contre Brad Gilbert : ce puzzle éparpillé du génie, service, volée, vitesse, précision, enchaînement, qui retrouvait sa cohérence irrésistible, implacable. John McEnroe voulait gagner vendredi soir, comme il n'avait sans doute plus voulu gagner depuis sa première et dernière victoire sur Bjorn Borg à Wimbledon : avec fureur !

Involontairement, il rendait ainsi hommage à son adversaire. Car s'il jouait avec une telle rage saine, avec une telle détermination, c'était bien qu'il le tenait désormais pour un rival à sa mesure, après l'avoir battu deux fois en 1988. « Même lors des exhibitions que nous avons faites, McEnroe m'a battu. Je ne sais pas comment il fait. Je voudrais gagner au moins une fois pour pouvoir le dire un jour à mes petits-enfants. John est un grand champion, il joue d'un énorme prestige », devait convenir de son côté Michael Chang, qui avait de batailler sans espoir avait assuré : « Cette année je ne suis plus effrayé par McEnroe. »

« Quel a donc peut-être désormais cet adolescent-estar qui émerge à la quatrième place du classement mondial ? » Il voyage avec sa mère, alors qui moi je me déplace avec femme et enfants », remarquait John McEnroe. Décision ? Cet environnement familial, ce cocoon douillet, le préservera peut-être des traumatismes inhérents à la vie de champion. A cet égard, il a pu mesurer, vendredi soir, l'ampleur des risques qu'il encourt.

Un champion flow

Pendant quinze jours, fin mai-début juin, Michael Chang a été le chouchou de Paris. Roland-Garros s'était délecté de ses victoires sur les numéros un et trois mondiaux, Lendl et Edberg. Il était devenu un petit phénomène pour des raisons complexes, un peu ambiguës. En tout cas, adolescent choyé, chrétien fervent, Chinois américain, outsider vainqueur, il fascinait, intriguait. C'était le printemps. L'hiver est annoncé. Et Chang s'est intégré au paysage du tennis, comme une silhouette dans la brume : c'est un champion flow. Avant les Internationaux de France il n'avait qu'une victoire à faire valoir (San Francisco), depuis il n'a que des défaites à son passif : Mayotte (Wimbledon), Grabb (Stratton Mountain), Stoltenberg (Livingston), Gilbert (Cincinnati), Mayotte encore (Open des Etats-Unis), Krickstein (Los Angeles), Everden (San Francisco) tout successivement battu.

Bref, Chang s'est humilié. Le prodige a perdu de sa magie. Quand il s'est retrouvé en face de McEnroe, Chang ne « faisait pas le poids » : la foule n'avait qu'un champion, s'applaudissant qu'un joueur, l'enfant terrible des courts, le gaucher teigneux, le trentenaire revanchard et bété. Et cette relation, quasiment amoureuse et extrêmement rare avec le public, Michael Chang, tout bonhomme et rebondissant comme une pelote de caoutchouc qu'il soit, a dû cheminer à faire pour l'entretenir.

ALAIN GRAUDDO

RÉSULTATS DU VENDREDI 3 NOVEMBRE

Quarts de finale
B. Becker (RFA, n° 2) b. W. Masur (Aut, n° 66) 6-7, 6-4, 7-6 ; F. McEnroe (E-U, n° 4) b. M. Chang (E-U, n° 5) 6-4, 6-3 ; A. Krickstein (E-U, n° 8) b. B. Gilbert (E-U, n° 7) 4-6, 6-3, 6-4 ; S. Edberg (Sué, n° 3) b. J. Hasek (Slo, n° 14) 6-4, 6-3.
(Entre parenthèses la nationalité et le classement ATP des joueurs.)

□ AUTOMOBILISME : Rallye de Côte-d'Ivoire. — Le Français Alain Oreille (Renault 5 GT turbo) a remporté, jeudi 2 novembre, le Rallye de Côte-d'Ivoire avec 3 h 3 min 56 s d'avance sur Patrick Tautz (Mitsubishi Starion). Cette victoire lui assure la première place dans la Coupe du monde des pilotes de groupe N.

□ BASKET-BALL : Coupes d'Europe. — L'Espagne s'est qualifiée pour la poule finale de la Coupe d'Europe des clubs champions en battant les Suisses de Pully (127-102), jeudi 2 novembre. Les Liégeois avaient déjà gagné au match aller (115-95). Dans l'épreuve féminine, Mirande s'est également qualifiée en battant Athènes (92-64) après s'être imposée en Grèce (59-55).

□ PLONGÉE : record de monde. — Le Cubain Francisco Ferrer a battu, jeudi 2 novembre, le record mondial de plongée en apnée en atteignant 112 mètres de profondeur dans les eaux de Cayo Largo, au sud de Cuba. Le record appartenait, avec 107 mètres, à l'Indonésien Maria Bakdim, qui avait précédemment battu d'un mètre le précédent record du Français Jacques Mayol.

Picasso et Braque face à face

Pendant sept ans, de 1907 à 1914, les deux peintres ont travaillé ensemble.
Un dialogue passionnant, révélé par le Musée d'art moderne de New-York

Quatre cents œuvres, peintures, papiers collés, sculptures, dessins, à voir, à déchiffrer. William Rubin, le commissaire de l'exposition, n'a pas hésité à bien sur le projet de restituer l'épisode unique dans l'histoire de l'art, celui où les deux peintres ont travaillé ensemble sur un même terrain de recherches, ont mis en commun réflexions, idées plastiques et trouvailles, se sont posés à égalité, ont ensemble bouleversé le fond et comblé les données du langage artistique avec deux bonnes années d'avance sur toutes les avant-gardes artistiques du début du siècle (1).

Tout y est, tout ce qu'on pouvait espérer : les chefs-d'œuvre et les œuvres-clés depuis longtemps répertoriées, les grandes suites de paysages et de natures mortes de Braque, les portraits de Picasso, les musiciens assis de l'un et de l'autre, *Ma jolie* et *Le Portugais*, les papiers collés, la guitare en carton... et bien d'autres choses encore, apparemment de moindre importance, voire un peu ratées. Mais, en s'installant entre les grands ducs et les grands solos, elles permettent d'entrer dans le jeu d'échanges au jour le jour, de saisir comment, à quel rythme, les choses se sont passées des deux côtés, de décoder la spécificité des démarches au sein des recherches communes.

Bref, de reconnaître deux individualités, deux tempéraments fondamentalement différents, deux artistes de nature contraire, qui sont allés prendre chacun chez l'autre ce dont ils avaient le plus besoin pour avancer : Picasso, de la discipline, de la rigueur, de la précision, une capacité à sérier les problèmes picturaux, à intellectualiser le travail ; Braque, de l'énergie, du culot, de la fantasia, de l'humour. La dynamique est là, qui soutient le parcours de l'exposition, passionnante, amusante, difficile à suivre parfois. On peut même craindre, lorsque, dans ce qu'on a

appelé la phase hermétique du cubisme analytique, les deux peintres en sont arrivés à un tel degré de connivence, qu'on a du mal à reconnaître l'auteur des tableaux : même chromatisme sombre, dans les camaïeux de brun, même fragmentation des formes en plans convexes, mêmes tonalités rangées, régulières, anonymes, qui répartissent les lumières, même difficulté à reconnaître le motif désarticulé, fondu dans l'espace, même idée de variations systématiques. Même peinture ? Parfois oui, parfois non. La confrontation permet de déceler d'infimes différences, des signes qui ne tiennent pas qu'à une paire de moustaches, ou à une queue de violon ; des obsessions : celle de la figure humaine chez Picasso, qui cristallise la zone des visages, celle de l'espace chez Braque, qui vide le centre des fantômes.

Qui a brisé le miroir ?

D'où il ressort que si l'un des deux peintres tend vers l'abstraction, c'est Braque, l'homme des natures mortes aux instruments de musique, des partitions, des grands concerts de volumes et de lignes, le champion de la composition. Quant à Picasso, reste le champion du portrait. Voir la série des trois matrones : Uhde, Vollard et Kahnweiler, soit trois façons d'appréhender la ressemblance physique et morale, dans le miroir brisé de la représentation. Un des clous de l'exposition.

Qui l'a brisé, ce miroir ? Picasso ou Braque ? Le parcours chronologique fondé sur une nouvelle datation plus soignée des œuvres, la présentation en regard de ce qu'ils faisaient l'un et l'autre au même moment, nous dit que c'est Braque. A travers ses suites de paysages de l'Estaque et de La Roche-Guyon, où il entreprend d'ouvrir les contours, de ménager des passages entre les arbres et les maisons, de tracer l'espace entre les objets ; et



Braque photographié par Picasso dans le studio du boulevard de Clichy en 1909.

à travers ses natures mortes splendides de l'automne-hiver 1909-1910, où les objets semblent glisser, puis dans un vaste brisé des trop de vibrations. A ce moment-là Picasso n'est pas en mesure de le faire. On bien ça ne l'intéresse pas. Pas encore. Mais il y viendra après s'être débarrassé du poids des choses, en sculptant la tête de Fer-

nande, sa compagne d'alors. Et à l'été 1909, ses maisons d'Horta sont encore des volumes partiellement tributaires d'une perspective classique.

Malgré les *Démolisseurs d'Avignon* qui, deux ans plus tôt, s'en détachaient. Il avait laissé la question en suspens pour courir d'autres

primitivismes. Et c'était Braque qui en avait profité. Leur histoire, leur dialogue a commencé là, devant le tableau, qui stupéfia Braque, comme tout ceux qui le découvraient.

Ce qui ne l'empêcha pas de réagir. Il entreprit en effet un grand nu au gros pied (d'ailleurs plutôt raté), dont la paire de fesses et la dos présentés de trois quarts s'accrochaient à une vue de profil, ainsi que le drapé, tournaient des *Démolisseurs* et autres travaux en cours vus dans leur entourage. Ainsi Braque, peintre débutant, inconnu, fauve sans conviction et se cherchant à faire un pas en direction de Picasso, jeune peintre précoce, connu, faisant tout pour devenir méconnaissable, et alors plus sauvage que les fauves. A preuve ses nus couleur de bois, balafres, résumés, provocants, face auxquels les peintures contemporaines de Braque font pâle figure. Mais ce dernier allait se rattraper. Et jouer tout au long de ces années le rôle du maître de recherches, tandis que Picasso jouerait celui du maître du jeu. Qui s'en donnera à cœur joie à partir de 1912, après tant d'austérité, avec les papiers collés, une fois la couleur retrouvée, et les choses de la vie réintroduites dans la peinture.

Alors, on ne pourra plus l'arrêter. Il emmena promener la discipline, les règles qu'il s'était imposées, les considérations formelles dans lesquelles il s'était plu, mais aussi déplaça. Il aimait Eva, il le dira. Il retrouvera le parfum de la chair, il en rajoutera. Sa *Femme dans un fauteuil*, avec ses bouts de seins pointus comme des ongles et sa petite chemise festonnée, le montre assez. Il donnera dans les plumets, les papiers à fleurettes, et ses papiers collés deviendront assemblages de tout et n'importe quoi qui lui tombe sous la main. Le nez de son singe deviendra celui de l'étudiant à faluche, qui deviendra aiguille de métro, par extension de métro, par extension de métro.

Et Braque toujours, à l'écoute de la même longueur d'ondes sera débordé, qui a pourtant inventé les lettres au pochoir, le faux bois, les papiers collés, et même les sculptures en carton ; qui a presque inventé depuis le début des *casseries picturales* (expression de Picasso). Débordé peut-être, mais faisant entre planches et crayons des choses admirablement équilibrées, d'une parfaite tenue, classiques. Dans l'ouverture commune chacun s'est trouvé.

Et à chaque visiteur de trouver ce qu'il a trouvé, à travers l'exposition new-yorkaise que l'on peut parcourir de bien des façons. Car c'est une exposition qui montre, mais ne démontre pas, fait parler les œuvres où, chose rare de nos jours, le commissaire n'affiche pas son point de vue, mais amène à reconsidérer nombre de points de vue en vigueur. En particulier celui que, dans l'aventure cubiste, Braque n'aurait fait qu'embêter le pas de Picasso. Parce que Picasso est un génie universel et Braque seulement un très bon peintre français ?

En 1907, les deux artistes n'avaient que vingt-quatre ans. Les jeux n'étaient pas faits. Loin de là. Et il y a gros à parier que sans Braque, sans « la corde de montagne » (cette fois l'expression est de Braque), la peinture de Picasso n'aurait pas trouvé la liberté avec autant d'autorité.

GENEVIEVE BREERETTE

« Picasso and Braque: Pioneer Cubism », Musée d'art moderne de New-York. Jusqu'au 15 janvier 1990.

(1) A l'origine projet commun du Musée d'art moderne de New-York et de notre Musée national, l'exposition *Picasso and Braque: Pioneer Cubism*, a été déprogrammée à l'arrivée de Jean-Hubert Martin à la tête du MNAM, en accord avec Pontus Hulten et Jean Mahes, alors président du Centre. On pourra se consoler de cette fâcheuse décision en allant voir la version écourtée de Bâle.

MUSIQUES

Lorin Maazel entre Berlin, Pittsburgh et Paris

Faut-il être riche pour pouvoir faire preuve d'indépendance professionnelle ? Lorin Maazel prouve que oui

Lorin Maazel est en ce moment au centre des rumeurs et des curiosités. Actualité parisienne : il répète au Châtelet, avec l'Orchestre national, un *Fidello* qui affiche déjà complet (première le 10 novembre) et qui devrait faire date, dans la mise en scène de Giorgio Strehler. Les musiciens du National marquent pour l'occasion une trêve dans le conflit qui les oppose à la direction de Radio-France (ils avaient fait grève le 12 octobre dernier), tout à la joie de retrouver ce chef qu'ils continuent à considérer comme leur avant, même s'il leur a ramené, avant l'été, qu'il renouait à être leur directeur national.

Actualité américaine : en renouvelant fin octobre, jusqu'en 1996, son contrat avec l'orchestre de Pittsburgh, Maazel s'est juré de faire de cette formation, classée jusqu'ici en série B mais avec laquelle il vient d'achever une tournée triomphale, l'une des premières dans la compétition mondiale. Cela, contre des avantages non négligeables : les méthodes de la capitale de l'industrie musicale américaine auraient accepté de lui verser 1 million de dollars pour douze concerts annuels.

Actualité internationale, enfin : on a beaucoup parlé de Maazel comme remplaçant de Karajan à la Philharmonie de Berlin avant d'apprendre (le Monde du 10 octobre) que l'orchestre-étoile d'Allemagne fédérale avait élu à sa tête le directeur de l'Opéra de Vienne, Claudio Abbado. On apprendait peu de temps après que le candidat écarté avait décidé d'annuler, jusqu'en 1993, tous ses concerts et tous ses projets discographiques avec la Philharmonie de Berlin, soit quarante séances d'enregistrement, pas moins. Mais au fait, Maazel était-il bien candidat à la succession de Karajan ?

« Je ne l'étais pas, nous s'en est-il déclaré entre deux répétitions de *Fidello*. Je connais cet orchestre

depuis trente-deux ans. Quand nous avons commencé à parler, je leur ai rappelé comment Karajan s'y était pris d'emblée : *Fortwählig* voulait annuler une tournée aux Etats-Unis. Karajan a tout laissé tomber pour faire cette tournée à sa place, par amitié. C'est vrai, mais aussi parce qu'il croyait à la mission sacrée de cette formation. J'y crois aussi. Et si j'avais pris la direction de la Philharmonie de Berlin, j'aurais été pour travailler. Mais j'avais déjà décidé de prolonger mon contrat avec Pittsburgh. »

De temps pour les causes humanitaires

« Abbado, après un vote confus, a été le candidat du compromis. C'est un chef de premier ordre. C'est moi qui l'ai fait venir à Vienne quand j'ai été amené à quitter l'Opéra à la suite d'un conflit avec les responsables de la culture. Mais il n'est pas de la génération de Karajan et 40 % des musiciens de l'orchestre ne le sont pas non plus : ils doivent se rappeler que Nikisch, *Fortwählig* et Karajan ont mis près de cent ans à créer une tradition, que cette tradition doit impérativement être sauvegardée et que, pour cela, il faut travailler. Déjà qu'Abbado est bloqué par ses engagements avec Vienne ! Il ne faut pas que l'orchestre soit lui aussi bloqué par des concerts et des disques avec d'autres chefs. Je leur ai donc fait don de ce temps et de ces enregistrements : pas tant par générosité, en fait, je me suis senti le fils de cet orchestre quand j'ai fait avec lui mes premiers disques en 1955 ; maintenant que tous ces jeunes ont été engagés, je me sens un peu comme leur père. Il faut qu'ils sachent que ce ne sera pas facile, que s'ils ne travaillent pas dans les cinq années qui viennent ils perdront la première place.

Dans cinq ans, quand leurs rapports avec leur nouveau chef se seront consolidés, je réviserai peut-être ma décision.

« Pour le National, au fond, c'est pareil : cet orchestre a été formé en fonction d'une mission, il possède une tradition, cette mission et cette tradition doivent être sauvegardées comme un bien précieux pour le prestige français. Des questions de salaires, de concurrence avec la Philharmonie, s'en sont mêlées bien malencontreusement : le moral des musiciens en a été bouleversé. C'est vrai que Marek Janowski a fait des merveilles avec la Philharmonie, mais n'en profitons pas pour instaurer une concurrence stérile. La tradition créée par Engelbrecht et Münch, si le travail effectué par Pierre Boulez, Roland Faure et moi-même n'est servi à rien, quel gâchis, quelle tristesse !

« Quand j'ai renoncé à m'occuper du National, j'ai écrit à l'orchestre que c'était une question de mode de vie, que je voulais avoir du temps désormais pour me consacrer aux causes humanitaires. C'était vrai : j'ai participé à dix concerts « Aid » en deux ans, ce n'est pas si mal avec un calendrier aussi chargé que le mien. Je dirige le 30 juin à Munich la 8^e Symphonie de Mahler au profit de l'UNICEF - nous espérons recueillir de quoi vacciner cinq cent mille enfants. Puis je dirigeai le 8 mai à Pittsburgh en profitant des victimes de guerre une centaine de vingt minutes que je vais enfin trouver le temps de composer. Un « *Classical Aid III* » est enfin prévu le 29 juin 1991 à Genève. Il faut gagner assez d'argent pour pouvoir trouver le temps de se consacrer à la cause. Mais à quelle indépendance professionnelle peut-on prétendre sans indépendance matérielle ? »

Propos recueillis par ANNE REY

La diva et les synthétiseurs

Liza Minelli, star de la comédie musicale, enregistre avec les Pet Shop Boys, stars du disco

Cette année, Liza Minelli est chanteuse. Même si c'est la dernière chose qu'elle ait apprise, après la danse et la comédie. Même si elle tient à faire remarquer que Lorna Luft, sa demi-sœur, est la vraie héritière de la voix de Judy Garland, leur mère. Liza Minelli enregistre de temps en temps un disque. Entre un film à Hollywood, une comédie musicale sur Broadway. Et c'est ainsi qu'elle a rencontré les Pet Shop Boys.

Les Pet Shop Boys sont deux jeunes gens britanniques, Neil Tennant et Chris Lowe, abonnés fidèles au hit-parade, grands remplisseurs de pistes de danse à travers le monde occidental. Mais comme de nombreux critiques, Liza Minelli avait remarqué que « Par-dessus la rythmique à danser, il y a des mélodies obsédantes, une façon plutôt rigolote de parler des choses ». En fait, les Pet Shop Boys cultivent un cynisme de bon aloi. Ce sont de vrais dandies du samedi soir. Liza Minelli, élevée à la comédie musicale a fait le rap-

prochement avec les Irving Berlin, Cole Porter et autres Rodgers et Hart, et les Pet Shop Boys ont boudé la bouche : la première chanson qu'ils lui ont proposée est signée Stephen Sondheim, l'auteur de *South Pacific*, dernier grand du musical américain en activité.

Le mariage entre l'ex-princesse héritière de Hollywood et les petits Anglais s'est fait tout seul. Entre deux séances d'enregistrement, Liza Minelli terminait sa tournée mondiale avec Frank Sinatra et Sammy Davis Jr. Un grand écart de générations, la preuve que la distance entre la musique avec laquelle elle a grandi et celle qu'elle écoute aujourd'hui à la radio n'est pas infranchissable.

En studio, Liza Minelli s'est retrouvée face à des batteries de synthétiseurs, de boîtes à rythmes et sans musiciens, à part les Pet Shop Boys : « L'ambiance n'avait rien d'industriel, elle était plus intime, en fait. Il s'est instauré entre le groupe et moi le même genre de relations qu'avec le metteur en scène sur une comédie musicale. » Les Pet Shop Boys ont composé pour elles des chansons qu'ils lui ont demandé de chanter « comme une actrice, pas comme une chanteuse de rock », histoire de ses parents, et un poème que Brecht dédia à son pays, en 1933, avant de s'exiler. Elle a remanié et traversé le temps, crié son conflit avec la génération du nazisme dans une mise en scène en plans-séquences précis et terribles. Elle est descendue aux enfers pour dire que l'Allemagne fut une mère criminelle.

JACQUES SICLER

« Antiphonies » de Pierre Boulez reportées

« L'œuvre Antiphonies pour piano et ensemble de chambre, de Pierre Boulez, est reportée dans une programmation ultérieure du Festival d'Automne » annoncent les programmes de l'EIC et de l'IRCAM, du mois d'octobre. Rappelons que c'est la seconde œuvre de Pierre Boulez, après la version ultime d'*Explosions* en *Fax*, qui quitte l'affiche du festival. Le programme du 18 décembre, à 20 h 30, au Théâtre du Châtelet, sera donc composé comme suit : Juillard Serenade, de Bruyn Maderna et *Anticum novissim* Testament II, de Luciano Berio, par l'EIC, le London Voice et le Quatuor de saxophone Rascher et les Douze notations et le *Deucalion* sonate pour piano, de Pierre Boulez, par Maurizio Pollini.

CINÉMA

« Allemagne, mère blafarde »

1980, ce n'est pas si loin. Au Festival de Berlin, au Festival des films de femmes de Sceaux, *Allemagne, mère blafarde* connaissait un grand succès, prénommé à sa carrière en salles. En France, Helma Sanders-Brahms (alors Sanders, tout court) n'était encore connue que pour son premier film, *Sous les pavés la plage* (1975). *Heinrich*, son portrait cinématographique de Heinrich von Kleist (1777), n'a toujours pas été distribué.

Allemagne, mère blafarde, qu'on n'a pu distribuer et qu'on ne peut pas se dispenser de revoir, est l'histoire d'une Allemande, Lené (Eva Mattes), élevée dans une petite ville protestante. En 1938, elle épouse Hans (Ernst Jacob), indifférent, comme elle, à l'ordre nazi. En 1939, Hans part pour la guerre en Pologne, où il va se comporter comme tous les soldats. En 1940, Lené met au monde une petite fille, Anna. Elle va lutter pour survivre à toutes les horreurs. La guerre finie, Hans revient, prêt à tout oublier. Lené ne veut pas oublier, elle veut comprendre pourquoi les Allemands semblent être toujours les mêmes, alors qu'elle se sent différente.

Née, elle-même, en 1940, Helma Sanders-Brahms a relié dans ce film dououreux, extrêmement sublimé - là est sa force - l'Allemagne nazie et l'Allemagne du « miracle économique », l'histoire de ses parents, et un poème que Brecht dédia à son pays, en 1933, avant de s'exiler. Elle a remanié et traversé le temps, crié son conflit avec la génération du nazisme dans une mise en scène en plans-séquences précis et terribles. Elle est descendue aux enfers pour dire que l'Allemagne fut une mère criminelle.

Centre interrégional d'enseignement audiovisuel. - En clôture des Journées cinéma de Nîmes, M. Jacques Blanc, président de la région Languedoc-Roussillon, a annoncé la signature d'une convention en vue de créer, en collaboration avec l'Etat et en concertation avec cinq régions du Grand Sud, un centre inter régional d'enseignement audiovisuel. Par ailleurs, en collaboration avec le CNC, un centre d'accueil pour les scénaristes sera aménagé.

THOMAS SOTINEL
► Résultats, album, CD, cassette Epté.

هكذا من الالهي

سكنا من الامم

RÉGIONS

CENTRE

C'étaient les colons de Mettray

« Si tu continues, tu finiras à Mettray ». Pour les anciens Toungous qui ont connu jusqu'en 1937 la « colonie agricole pénitentiaire » située à la campagne près de Tours, ce nom résonne encore de façon sinistre, synonyme qu'il était de mauvais traitements et d'exploitation éhontée du travail des enfants. L'écrivain Jean Genet connu à l'âge de quinze ans les pires heures de cette colonie, qui devint progressivement un bagne.

Pourtant, au départ, en 1839, la volonté d'Auguste Demetz, magistrat à Paris, était, faire œuvre originale en évitant aux enfants coupables de larcins de se retrouver en prison, parfois dès l'âge de huit ans. Il prônait la réinsertion des jeunes délinquants par le travail de la terre. L'institution, qui vivait en autarcie complète, devint un modèle copié à l'étranger. En 1875, 3 700 colons étaient devenus d'honnêtes citoyens ayant reçu un diplôme et une bague en argent avec la devise « Loyauté passe partout ».

Pour les cent cinquante ans de cette colonie, un musée mémoriel vient d'être inauguré. Celui-ci rappelle ce que fut l'existence quotidienne des colons qui travaillaient le fer, le bois et la pierre.

Si la colonie de Mettray a fermé en 1937, vingt ans plus tard un des premiers instituts médico-professionnels de France a vu le jour dans les mêmes lieux. Cet IMPRO géré par La Paternelle est un village où les jeunes déficients mentaux font l'apprentissage de l'autonomie. C'est ainsi qu'ils sont propriétaires d'une bicyclette et disposent d'un compte à la BIV, la banque interne du village. L'institut délivre un « certificat de capacité professionnelle », beaucoup de pensionnaires ne pouvant prétendre à obtenir le CAP.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

EDF aime les voutours

Les services d'EDF expérimentent actuellement en Languedoc un dispositif dissuasif destiné à atténuer les dégâts provoqués sur la faune par le réseau de distribution électrique. Avec l'accord du parc national des Cévennes, cette initiative a été prise dans une zone où se déroule depuis plusieurs années avec succès, une opération de réintroduction du vautour fauve.

Les travaux, dont le coût s'élève à 200 000 francs, sont effectués sur des lignes électriques moyenne tension, qui traversent le causse Méjean. Au sommet de chaque poteau, on fixe, perpendiculairement aux supports existants, des tiges isolantes en plastique, d'une hauteur de 50 centimètres. Il s'agit d'empêcher les rapaces de se poser sur les poteaux et de risquer d'être électrocutés.

Ce nouveau matériel, conçu spécialement pour cette opération expérimentale pour la première fois en France, donne des résultats satisfaisants. Des expériences semblables vont être menées dans le Lubéron, le Marais poitevin, l'Alsace et la Bourgogne.

SAINT-GEORGES-DE-LUZENÇON

de notre envoyée spéciale

Saint-Georges-de-Luzençon est en train de changer d'âme. Ce petit bourg du sud de l'Aveyron, blotti au pied du plateau du Larzac a été propulsé en dix ans dans une véritable aventure économique et a vu sa population croître de près de 60 %, 1 250 habitants aujourd'hui. Parallèlement, une zone industrielle, porteuse de quelque 280 emplois, s'est créée tandis que de nouveaux lotissements ont essaimé tout autour du bourg. Contrecoup de cette mutation, les élections de mars dernier ont vu la victoire d'une équipe municipale toute neuve, « une certaine gauche éliminant, selon Robert Cros, le nouveau maire, une certaine droite... même si tout cela était très dilué ».

La raison d'une telle effervescence ? Le bourg apparaît désormais géographiquement « bien placé », à mi-chemin entre Roquefort et Millau, la sous-préfecture. Les dirigeants de Roquefort Société vont y installer leur nouvelle unité de fabrication de yoghourt de brebis, qui ouvrira l'an prochain et accueillera jusqu'à quatre-vingts personnes d'ici à 1994. La commune apparaît en outre de plus en plus attrayante pour les habitants de Millau en peine de terrains à bâtir à proximité de chez eux.

Mais en réalité Saint-Georges-de-Luzençon ne sait plus très bien à quelle « catégorie de village » il appartient. Le

Le réveil du Sud aveyronnais

Saint-Georges dans le progrès



ministère de la santé le considère, par exemple, trop petit pour conserver sa pharmacie, qui s'est ouverte en mars dernier après sept ans de démarches infructueuses. Le ministère a, en effet, déposé un recours contre l'autorisation donnée par le tribunal administratif de Toulouse d'ouvrir une officine par dérogation. De même, le conseil municipal de Saint-Georges n'a pas encore le droit d'ouvrir une cin-

quième classe à l'école publique, alors que « l'unique classe de maternelle crèche » avec quarante-trois enfants inscrits.

Son nouveau succès économique oblige, en revanche, le bourg à faire des travaux hors de proportion avec sa taille. L'installation de la nouvelle unité de fabrication de yoghourt de brebis rend, par exemple, indispensable la construction non seulement d'une nouvelle adduction d'eau

grosses consommations, — mais aussi d'une station d'épuration. Pour l'heure, le coût total des deux ouvrages est évalué à 11 millions de francs, et Robert Cros n'exclut pas de sensibles répercussions sur les contribuables.

L'affaire de l'A 75

Le développement du Sud aveyronnais a en outre fait jouer un va-et-vient aux habitants de Saint-Georges : ils ont appris, en mars dernier, que le conseil général venait d'avaliser le tracé de la future autoroute A 75 (Clermont-Ferrand-Béziers), passant... par leur cimetière ! « Vous comprenez, vu les retombées économiques que l'autoroute fait miroiter, tous les élus de la région veulent avoir une part de l'A 75 », explique Robert Cros. Mais le tracé retenu par les conseillers généraux transfère maintenant l'A 75 en « autoroute touristique », ajoute André Maury, conseiller municipal, et la rallongeait de 10 kilomètres en la faisant « tourner » jusqu'à Larzac.

Main dans la main, la municipalité et l'association de sauvegarde créée pour l'occasion se sont battues pour la cause du village. Une bataille qui a duré trois mois et demi, mais qui s'est terminée par une victoire, puis-que, début juillet, Michel Delebarre, ministre des transports, a fait savoir aux élus que le tracé finalement retenu évitait par le nord le bourg de Saint-Georges-de-Luzençon.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

MIDI-PYRÉNÉES

En souvenir des « gueules noires »

Sept siècles d'exploitation du charbon dans le bassin houiller de Carmaux (Tarn) auraient pu disparaître sans laisser aucune trace après la fermeture, fin 1984, du dernier puits de mine, et avec le creusement actuel de la plus grande « découverte » de France, qui dévore tous les vestiges du passé dans son immense cratère.

L'acharnement bénévole de six retraités mineurs en a voulu autrement et, depuis le mois de juin dernier, s'est ouvert sur le puits numéro 2 de Cagnac le premier musée vivant de la mine. Musée entièrement conçu et réalisé par d'anciens « gueules noires », que rien ne prédestinait à une seconde carrière dans le domaine du tourisme.

« On n'a pas de patron, on n'est pas payé, mais on ne s'est jamais autant démené », confie Elise Roumégoux, ancien électromécanicien du fond : « Nous travaillons à ce projet depuis 1985 et, grâce à la compréhension des Houillères, nous avons pu récupérer toutes sortes de matériel avant la fermeture définitive des puits. » Résul-

tat : les six retraités ont entièrement reconstruit et équipé un réseau de 250 mètres de galeries où l'on peut découvrir toute l'évolution du travail dans les mines. De la mise en place des boisages à l'anglaise jusqu'à l'installation des soutènements marchands modernes, ils ont retrouvé les gestes d'autrefois, avec, en plus, le soin des moindres détails, ceux qui faisaient la vie quotidienne des mineurs et qui donnent aujourd'hui une âme à ce musée. Ici pas de guides désintéressés, mais six acteurs passionnés qui, l'espace d'un été, ont accueilli près de 5 000 visiteurs, alors que le Musée de la mine était seulement ouvert à la demande et ne possédait pas encore de structure permanente. Une situation qui devait évoluer très rapidement avec un projet d'extension soutenu par des subventions départementales, nationales et européennes.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Enseignement sans frontières

Le Centre de formation permanente de l'université des sciences et techniques de Lille Flandres Artois et l'Association pour la formation professionnelle des adultes viennent

de signer une convention pour la création d'un centre de formation dans le Kent, au sud-est de l'Angleterre. Il s'agit de permettre l'accueil, de l'autre côté de la Manche, d'étudiants et de stagiaires en formation afin de leur faciliter l'apprentissage de la langue anglaise. Des actions de formation continue en direction des entreprises qui ont l'intention de s'installer de part et d'autre de la Manche pourront y être également organisées.

Le CUREP et l'APFA souhaitent en même temps faire de ce centre une vitrine de leur savoir-faire en pédagogie et en formation et commercialiser des « produits pédagogiques spécifiques ».

Cette démarche s'inscrit dans le cadre des grands objectifs européens, tels Erasmus et Lingua, de développer l'enseignement des langues étrangères ainsi que dans la politique de relations que la région Nord-Pas-de-Calais entretient avec des régions voisines, dont le Kent, qui sera directement relié d'ici quatre ans par le tunnel sous la Manche.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Gare aux secousses

Depuis 1977, treize mille secousses telluriques de faible intensité ont été enregistrées dans la région niçoise. On sait de longue date que la Côte d'Azur figure parmi les zones sismiques du territoire avec les Pyrénées et l'Alsace. La dernière séismes important s'est produit à Nice en 1887 et, selon les spécialistes, les mouvements tectoniques de cette amplitude interviennent tous les cent cinquante ou deux cents ans.

La question, en tout cas, est présente dans les esprits puisque en avril dernier le conseil général des Alpes-Maritimes a demandé au Centre d'étude technique de l'équipement (CETE) une étude portant sur l'état des connaissances en matière de risques sismiques et des actions à conduire dans le département concernant ces risques.

Cette étude remise il y a quelques jours à peine préconise, notamment, un zonage de la ville de Nice, opération qui consisterait à établir secteurs par secteurs, à partir d'un maillage serré, un bilan géologique précis d'où découlerait un avis technique destiné aux constructeurs. Les résultats de cette opération (une initiative similaire est en cours actuellement en Italie sous le nom de Benevento) vont être étudiés par le conseil général.

RHÔNE-ALPES

Poubelles chimiques

Voilà quelques mois, le conseil général de la Savoie organisait une opération « agri-propre » qui a permis de récupérer plusieurs

Nantais et Oyonnais. A partir de son propre réseau, Gaznat assurera par ailleurs les livraisons de gaz à des zones frontalières de l'Ain et du Doubs.

Le chef du groupe Centre-Est de Gaz de France, M. Bernard Leblanc, se montre rassurant après la fuite de gaz de Chémery (le Monde du 29 septembre), qui a coûté 2,5 à 3 millions de francs à son établissement : dans les vingt départements français placés sous sa responsabilité, le réseau de gazoducs ne connaît guère qu'un ou deux accrochages sans gravité par an, le plus souvent par des machines agricoles.

M. Francis Gutman, président de Gaz de France, a souligné le caractère symbolique de cette réalisation, au moment où la Savoie s'interroge sur ses relations économiques avec la Communauté économique européenne, avant l'adhésion du grand marché.

« Nous garderons Saou »

Depuis plus de mille ans, la forêt de Saou, 2 500 hectares à la frontière des Alpes et de la Provence, appartient à des propriétaires privés. Depuis autant de temps, les Drouais la considèrent comme leur patrimoine. Ses actuels propriétaires, une société de gestion forestière regroupant Sogefor, filiale de la Société générale, et le groupe AGF, viennent de présenter un projet de tourisme agro-sylvo-cynégétique : implantation d'un complexe hôtelier et création d'enclos pour la chasse à l'approche et en battue.

Refusant ce projet qui ne laissera plus la libre accès au public, « interdiction que même les nobles n'avaient pas pratiquée », des habitants se sont réunis dans un collectif appelé Forêt de Saou-forêt-libre, animé par les militants de la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature. Mille personnes se sont réunies à la fin du mois dernier à Crest, pour envisager d'autres solutions : souscription d'achats, impôt spécial et appel au conseil général.

Celui-ci, considérant que le dossier présenté ne correspond pas à « la volonté exprimée par la majorité des habitants des cantons concernés ni à l'idée de site protégé, classement doit bénéficier de l'environnement », va mettre en place une équipe de réflexion afin de trouver un consensus entre les propriétaires et les opposants.

L'environnement en bande dessinée

Afin de sensibiliser les jeunes à sa politique en faveur de l'environnement, le conseil général de la Savoie, avec l'appui du Fonds mondial pour la nature (WWF), du Comité français pour l'environnement et du parc de la Vanoise, a édité une bande dessinée, tirée à 27 000 exemplaires, dont 8 000 seront distribués à tous les élèves des classes de CM 1 et de CM 2 du département.

Le Réveil de l'Écluse, un ouvrage de trente-deux pages réalisé par des auteurs locaux, raconte les aventures d'une marmotte dans son environnement montagneux. Son héros, « Réveil », équipé avec humour, relate les multiples agressions commises par l'homme dans la nature, tout en mettant en valeur ses efforts — récents — pour protéger les sites et les paysages.

Pour M. Michel Barrière, président (RPR) du conseil général, qui a récemment mis en place une assemblée départementale des jeunes, « une politique de l'environnement ne saurait avoir de résultat sans l'apprentissage, dès le plus jeune âge, des réflexes vitaux de respect et de protection du milieu naturel ».

Le « Sud » fait bureau commun à Bruxelles

Les présidents des cinq conseils régionaux du Grand Sud : Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et Aquitaine, viennent d'inaugurer officiellement à Bruxelles les locaux de leur antenne commune auprès de la CEE.

Le bureau de liaison et d'information, dirigé par Thierry Castillon, est en fait ouvert depuis deux ans. C'était d'ailleurs la première initiative de ce genre prise par des régions françaises, pour se préparer au grand marché de 1993 et à l'ouverture des frontières. Mais MM. Marc Censi (Midi-Pyrénées), qui préside aussi l'association des régions fran-

çaises du Grand Sud, Jacques Biais (Languedoc-Roussillon), Jean-Claude Gaudin (Provence-Alpes-Côte d'Azur), Jean-Paul de Rocca Serra (Corse) et Jean Tavernier (Aquitaine) ont tenu à faire le déplacement de Bruxelles pour en officialiser l'existence.

Depuis, le Grand Est (Lorraine, Champagne-Ardenne, Alsace, Bourgogne et Franche-Comté) a suivi cet exemple, et a ouvert une antenne au printemps dernier. Le Nord-Pas-de-Calais y songerait pour bientôt.

Un département a pris la même initiative : celui de la Manche.

Une « maison » et une statue à Sète

Georges Brassens chez lui

La tombe de Georges Brassens respire le calme. A peine remarquée-t-on une pancarte bleue qui indique sa direction, derrière la maison du gardien à l'entrée du cimetière Le Py, qui domine l'étang de Thau, à Sète. Pourtant chaque année plusieurs dizaines de milliers de touristes viennent se recueillir devant la sépulture du chanteur de la ville pour se rendre au musée Paul-Valéry. Là, se trouvent rassemblés, dans une salle, des objets familiers ayant appartenu à Georges Brassens : sa pipe, une guitare, un disque d'or, de nombreux textes poétiques et des correspondances avec ses amis Henri Delpont, Pierre Maguelon ou les Compagnons de la chanson.

Devant un tel engouement, le maire de Sète, Yves Marchand, CDS, a décidé de transférer ces objets, auxquels d'autres vont bientôt s'ajouter, dans une « Maison Brassens » qu'il souhaite faire construire en face du cimetière, avant un an. Il en coûtera 3 millions de francs entièrement versés par la muni-

cipalité. « Cela permettra de regrouper en un seul lieu tous les souvenirs du chanteur poète », explique le maire, qui subissait, depuis plusieurs années, la pression amicale d'un petit groupe d'anciens, proches de Brassens. Leur idée : ériger une statue à sa gloire. Ils avaient pris contact avec le sculpteur Pierre Nocca et avaient lancé une souscription, sans grand succès. Yves Marchand reprend aujourd'hui l'idée à son compte et la statue prendra place devant la maison. Christian Salvador, architecte local, contacté pour le projet, s'est lancé dans la lecture de l'œuvre de Brassens. « Il ne s'agit pas de faire un mémorial ; pour cela, un compact-disque fait l'affaire ; mais bien d'expliquer qui était Brassens ».

La maison sera divisée en plusieurs espaces, chacun représentant un aspect de la vie du personnage : musicien, poète, citoyen... Le bâtiment s'intégrera dans un vaste espace végétal. L'architecte

veut jouer sur les paradoxes : « Georges Brassens, c'était à la fois un physique robuste et une grande poésie. » En marge de la maison, la ville de Sète créera un espace commercial, destiné à vendre des livres, des disques et des bandes vidéo. Idée qui peut paraître surprenante, mais qui cependant est défendue par les proches du chanteur : « S'il s'agit de vendre des briquets aux initiales de Georges, je suis contre, mais des livres sur lui permettront aux visiteurs de se documenter », explique l'abbé Barrière, ami de Brassens, seul curé épargné dans ses chansons. « Georges n'aurait pas aimé tout ce tapage autour de lui, mais il est devenu un homme public, que même les dirigeants vont pouvoir découvrir. » Le chanteur anarchiste devenu objet de culte et outil de développement touristique... qui l'aurait cru ? Mais personne finalement dans sa bonne ville de Sète ne conteste cette intendue convention.

JACQUES MONNI.

CONJONCTURE

Selon la commission d'enquête de l'Assemblée nationale
L'Etat a perdu de 8,3 à 19,6 milliards de francs lors des privatisations

L'Etat français a enregistré un manque à gagner de 8,3 à 19,6 milliards de francs lors des privatisations opérées par le gouvernement Chirac, selon des extraits du rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les privatisations, publiés par l'hebdomadaire *Profession politique* à paraître lundi.

M. Fauroux va demander de nouvelles dotations pour les entreprises publiques

Le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, a annoncé, le 3 novembre, qu'il s'appropriait à demander des dotations en capital supplémentaires pour les entreprises publiques, afin de les aider à faire face à leurs efforts de développement. Le ministre, qui s'exprime devant la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, a estimé que le solde des dotations en capital aux entreprises publiques inscrites dans le budget 1989 était « insuffisant pour faire face aux besoins exprimés, notamment par Thomson, engagé dans d'importants efforts de recherche, et par Rhône-

adopté par le ministre de l'économie et des finances de l'époque, M. Edouard Balladur, devrait être rendu public, le mardi 7 novembre au matin, le décret pendant lequel l'opposition aurait pu demander un débat sur l'opportunité de cette publication s'étant achevé le samedi 4 novembre, à 0 heure, sans qu'elle utilise cette possibilité.

Entre 1986 et 1988, douze groupes représentant vingt-neuf entreprises ont été privatisées, auxquels il faut ajouter l'IFI. Les recettes nettes pour l'Etat se sont élevées à environ 70 milliards de francs.

Selon M. Doreyère, la fixation des prix de vente « a intégré une décote d'incertitudes implicites, beaucoup trop élevée », puisque, au bout de trois mois de cotation, les cours des actions privatisées ont gagné jusqu'à 36 %.

Après la déclaration du chancelier Kohl
La non-réévaluation du deutschemark va se traduire par une nouvelle hausse des taux d'intérêt en RFA et en France

La réévaluation du deutschemark n'aura pas lieu, a affirmé, jeudi 2 novembre, le porte-parole du gouvernement allemand. A l'issue d'une rencontre avec le président François Mitterrand, pendant le sommet de Bonn, le chancelier Helmut Kohl a officiellement confirmé qu'il était opposé à une telle réévaluation. Cédant aux remontrances du gouvernement français, qui se réaffirme un partisan résolu d'une stabilité des parités, il désavoue donc le gouvernement de la Banque fédérale d'Allemagne, M. Karl Otto Pöhl, qui, en dernière semaine, recommandait cette opération.

Hantée par une reprise possible de l'inflation outre-Rhin, et par l'approche de négociations salariales qui risquent d'être dures et de déboucher, le cas échéant, sur un dérapage, la banque centrale allemande va donc, à tout prix, réévaluer le deutschemark par rapport au dollar, ce qui freinera l'augmentation inquiétante des prix des matières premières importées en

RFA. Pour cela, deux moyens : le premier serait un réajustement du système monétaire européen, c'est-à-dire une réévaluation de la devise allemande ; le second est, déjà, une hausse des taux d'intérêt qui a un double objectif : rendre les placements en deutschemarks peu attractifs et calmer la surchauffe outre-Rhin.

Une situation inconfortable

Comme on lui refuse la réévaluation du mark, la Bundesbank va utiliser encore davantage l'autre moyen, c'est-à-dire l'arme des taux d'intérêt, à nouveau en pleine ascension. La France ne pourra que suivre, les banques centrales se devant de maintenir un écart de taux d'environ deux points avec l'Allemagne pour défendre le franc.

Dans ces conditions, les taux réels, hors inflation, pratiqués à Paris, qui battent déjà leurs

records à près de 7 %, vont encore augmenter, ce qui risque, à terme, de peser sur la demande des ménages, notamment en matière de logement, le secteur le plus sensible à tout renchérissement du loyer de l'argent. C'est le prix à payer pour rester accroché à la monnaie d'un pays où l'excédent commercial a augmenté de 15 % depuis le début de l'année, atteignant l'équivalent de 357 milliards de francs en neuf mois.

Dans les milieux financiers internationaux, on estime que, tôt ou tard, les tensions seront trop fortes et que des monnaies comme la lire italienne, la couronne danoise et la peseta espagnole devront être dévaluées par rapport au mark. Si le franc reste accroché à la devise allemande, les tensions en question ne seront pas désamorcées, et la situation deviendra tout à fait inconfortable.

FRANÇOIS RENARD
Lire page 15 notre chronique sur les marchés monétaires

ETRANGER

Un socialiste et un démocrate-chrétien pour le secteur public

Nominations à la tête des deux grands holdings d'Etat en Italie

Un socialiste pour un socialiste, un démocrate-chrétien pour un démocrate-chrétien. La règle d'or de la répartition politique par parti a été respectée à la lettre pour la nomination, vendredi 3 novembre, des nouveaux dirigeants du secteur public italien.

ROME
de notre correspondant

A l'Institut pour la reconstruction industrielle (IRI), premier conglomérat d'Italie avec plus de quatre cent cinquante sociétés sous son contrôle, le fauteuil de président laïché vacant après six années d'excellents services, par M. Romano Prodi échoit à M. Franco Reviglio, un vrai « manager », qui a fait ses armes dans le secteur privé de la construction. Pour ce poste, le président du Conseil Giulio Andreotti, M. Nobili se retrouve à soixante-

quatre ans à la tête d'un monstre qui, outre de grandes entreprises de travaux publics, contrôle aussi les trois chaînes publiques de télévision (RAI), la compagnie aérienne Alitalia, quelques-unes des plus grandes banques nationales, une bonne partie de la sidérurgie, des télécommunications, de la construction navale, des autoroutes, des aéroports.

Quand M. Romano Prodi prend les rênes de l'IRI en 1983, le conglomérat, géré près de 3000 milliards de francs (environ 15 milliards de francs courants). En 1988, le groupe, après avoir notamment revendu à la Fiat, et dans des conditions controversées, sa filiale Alfa-Roméo, a fait 1200 milliards de francs de profit (6 milliards de francs). Dans le même temps, son endettement est passé de 36 000 milliards à 38 000 milliards de francs. M. Prodi, plutôt plus proche de la tendance démocrate-chrétienne dite « de gauche », celle qui a perdu le pouvoir au profit du courant « conservateur », il y a quelques mois, —

a substantiellement accru la part du capital privé dans l'IRI (33 % aujourd'hui) et souhaitait privatiser un peu plus encore. On ne connaît pas sur ce point les positions de M. Nobili. M. Gabriele Cagliari est, lui, un ami de M. Bettino Craxi, chef incontesté du Parti socialiste. Il hérite donc du puissant Office national des hydrocarbures, plus connu sous son sigle, l'ENI, deuxième grand trust d'Etat en Italie. En termes de bénéfices, la corporation créée jadis par Enrico Mattei dépasse l'IRI : 1 316 milliards de francs en 1988, contre des pertes évaluées à 1 400 milliards en 1983, quand Franco Reviglio, l'expert en « démission », vendrait, avait été nommé à la barre.

On ne sait pas trop pourquoi M. Reviglio, qui souhaitait rester à son poste, n'a pas vu son mandat renouvelé. Socialiste, il avait la réputation de résister aux injonctions du parti. Mais, on en dit autant de son successeur. Polytechnicien, spécialiste de la chimie et du pétrole, M. Cagliari est entré en 1981 à la direction générale d'une

des grandes filiales de l'ENI et, deux ans plus tard, il était au conseil d'administration de la maison mère. Les spécialistes le décrivent comme un technicien hors pair et un gestionnaire rigoureux. A la tête d'un groupe qui contrôle la compagnie pétrolière nationale AGIP, de même qu'une bonne part du secteur chimique et textile et figure, selon *Fortune*, au dixième rang mondial des groupes pétrochimiques, il aura besoin de toutes ces qualités.

An total, ces nominations, éminemment politiques, paraissent avoir également respecté, pour la seconde fois, des critères professionnels. En sera-t-il de même pour les dirigeants des filiales et des autres grands holdings publics ? Pour l'instant, une chose est sûre : M. Franco Viezzoli, le très démocrate-chrétien, patron de l'ENEL — l'EDF local, qui fait preuve, selon M. Andreotti, d'une grande capacité, — restera à sa place.

PATRICE CLAUDE

SOCIAL

Pour sortir la convention médicale de l'impasse

M. Evin fait des propositions aux médecins

M. Claude Evin, ministre de la santé, souhaite que, dans chaque département et pour chaque spécialité, 80 % de l'activité des médecins libéraux soit réalisée aux tarifs fixés par la Sécurité sociale, sans dépassement d'honoraires. Cette proposition — avancée par le ministre qui a commencé, vendredi 3 novembre à recevoir les représentants syndicaux de la profession afin de sortir de l'impasse la négociation sur la nouvelle convention médicale — ne signifie pas que quatre praticiens sur cinq devront obligatoirement appartenir au secteur 1 (stricte application des tarifs conventionnels).

Il s'agit d'imposer aux médecins du secteur 2 (honoraires libres) qu'ils effectuent, en fonction de la proportion que les représentants locaux, une part variable, de leur activité en appliquant les tarifs de leurs confrères du secteur 1 (85 F pour une consultation à l'heure actuelle).

Cette formule diffère des propositions mises en avant par les caisses nationales d'assurance-maladie (limiter à 40 % le pourcentage de praticiens du secteur 2, les candidats devant déposer une demande collective, rejetée en bloc si la barre des 40 % est franchie).

Le mécanisme envisagé par le ministre — qui constitue une « base de départ pour la négociation » — a été plutôt bien accueilli par la CSMF.

Le ministre a confirmé que la proposition de l'assurance-maladie (augmentation de 10 F avant la fin de l'année puis de 5 F avant mars 1991 pour la consultation ; deux revalorisations de 5 F pour la visite) n'a pas été avalisée par le gouvernement. M. Evin, qui doit prochainement recevoir les trois caisses d'assurance-maladie, suggère une reprise des négociations, suspendues depuis le 27 octobre, si cette série de contacts se révèle positive.

J.-M. N.

EN BREF

□ Fin des grèves affectant le transport aérien. — Les pompiers de l'aéroport d'Alcatraz ont décidé de reprendre le travail, le 3 novembre, après avoir reçu l'assurance que les négociations sur leurs revendications salariales s'ouvriraient, le 6 novembre, avec la chambre de commerce d'Alcatraz. Soutenus par le Syndicat autonome des travailleurs coréens (STC), les grévistes empêchaient, depuis le lundi 30 octobre, tout mouvement d'avion sur l'aéroport de Campo dell'Oro. D'autre part, le trafic devrait revenir progressivement à la normale au cours du week-end, après que les électriciens de la sécurité aérienne des centres de contrôle d'Alcatraz et d'Alcatraz-Provence ont décidé de suspendre, le 3 novembre, leur grève de l'entretien des radars et des ordinateurs de la navigation aérienne. Leur préavis initial couvrait jusqu'au 6 novembre au matin. Les électriciens, qui réclament la parité avec les contrôleurs de la navigation aérienne, ont obtenu l'assurance qu'ils seraient reçus très rapidement par leur ministère de tutelle.

□ Manifestation des biologistes le 6 novembre à Paris. — Le Centre national des biologistes (CNB) appelle les laboratoires d'analyses médicales à fermer leurs portes lundi 6 novembre et les biologistes à manifester à Paris devant le siège de la Mutualité sociale agricole où se réunira la commission de la nomenclature. Celle-ci doit prendre connaissance du nouveau projet d'arrêté du ministère de la solidarité modifiant le mode de rémunération des actes de biologie.

□ 8 500 nouveaux lits pour la station de sports d'hiver de Valmorel. — Spie Baignolles et Le Crédit agricole, qui possèdent respectivement 65 % et 35 % de la station de sports d'hiver de Valmorel (Savoie), dans la Tarentaise, veulent ajouter 8 500 lits aux 10 000 existants dans cette station, développée depuis 1976 par des banques et des caisses de retraite néerlandaises. Si le feu vert est donné, en décembre, par le Comité des unités touristiques nouvelles (UTN), ils investissent 850 millions de francs pour agrandir la station et ses remontées mécaniques et créer sept hôtels. Valmorel est une station dont l'architecture pastiche rappelle agréablement les chalets d'autrefois, mais sa basse altitude lui vaut un ensoleillement parfois insuffisant.

En Angleterre

Privatisation totale de l'eau en décembre

Le gouvernement britannique a indiqué vendredi 3 novembre que les dix autorités régionales de l'eau de l'Angleterre et du Pays de Galles seraient totalement privatisées en décembre prochain, dans le « prospectus » de lancement de l'offre. Le prix d'émission des titres ne sera annoncé que le 22 novembre prochain. Les souscripteurs devront investir au minimum 250 livres (près de 2500 F) dans l'une des dix sociétés et seront libres d'acheter des titres dans plusieurs sociétés. Ils devront verser 100 livres à la souscription et le solde en deux versements, en juillet 1990 et en juillet 1991. C'est le délai le plus important jamais fixé pour une privatisation, et il vise à encourager les petits porteurs à acheter des titres. Les institutions ne devront acheter des titres dans l'ensemble des sociétés, et un sixième environ des actions seront proposées à des investisseurs étrangers.

La vente de ces dix autorités régionales, qui assurent les trois quarts de la distribution d'eau (le reste dépendant de vingt-neuf petites compagnies indépendantes privées), devrait rapporter de 5 à 7 milliards de livres au Trésor britannique.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ÉCONOMIE

ENERGIE

Le prix du baril restant stable autour de 18 dollars

La production mondiale de pétrole s'approche de son record de 1979

Témoin de la vigueur de la reprise économique mondiale, la production de pétrole brut (hors pays de l'Est) a atteint en octobre, 54,3 millions de barils/jour, soit 1 million de barils/jour de plus que le mois précédent, estime l'Agence internationale de l'énergie dans son bulletin mensuel. Ce niveau est proche du record atteint au second semestre de 1979, au plus fort du second « choc » pétrolier déclenché par la révolution iranienne, qui avait entraîné un doublement des prix du brut (de 13 à 24 dollars par baril).

La situation aujourd'hui est toutefois fort différente, puisque les prix du baril, en dépit d'une demande très soutenue, sont restés relativement stables, autour de 18 dollars pour le moyen des bruts de l'OPEP. En effet, en dépit d'une forte hausse de sa production depuis deux ans, le cartel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole n'assure plus, aujourd'hui, que moins de la moitié de la production mondiale : 22,9 millions de barils/jour en octobre, sur un total de 54,3 millions (soit 42 %), alors que, au quatrième trimestre de 1979, les treize pays de l'OPEP avaient fourni près des deux tiers du total, soit 32,1 millions de barils/jour sur une production globale de 54,5 millions.

L'OPEP est donc encore loin de produire à pleine capacité, comme c'était le cas à la fin de 1979, la

plupart des pays du golfe Persique, notamment l'Arabie saoudite, devant encore restreindre leur production afin de soutenir le marché.

La reprise de la demande mondiale, particulièrement vive dans la région pacifique (+ 5 % au troisième trimestre par rapport à l'an passé), n'en reste pas moins inquiétante à terme, puisque les capacités de production en dehors du Golfe étant presque toutes saturées, le maintien des prix à un niveau modéré ne dépend plus désormais que de la volonté des pays modérés, comme l'Arabie saoudite, le Koweït, etc., désireux de reconquérir leur part du marché avant d'imposer à nouveau des hausses de prix.

Depuis 1986, la consommation, stimulée par la recrudescence des cours et par la reprise économique mondiale, n'a cessé de progresser, passant de 46,8 millions de barils/jour en 1985 à 51,9 millions de barils/jour prévus en 1989, soit 11 % de plus en quatre ans. Phénomène inquiétant, la baisse des prix a entraîné parallèlement une stagnation de la production hors OPEP autour de 28,8 millions de barils/jour, la hausse de l'extraction dans les pays en développement compensant tout juste la chute de la production américaine (de 10 % environ en quatre ans).

V. M.

REPÈRES

**AUTOMOBILE
4 000 suppressions d'emplois chez Chrysler**

Le groupe Chrysler, troisième constructeur automobile américain, a annoncé, le 3 novembre, le licenciement de 3 600 personnes dans deux de ses chaînes d'assemblage, ainsi que 400 suppressions de postes en raison de la fermeture d'une de ses unités de fabrication électronique. Ces mesures s'inscrivent dans le vaste plan de restructuration présenté il y a plusieurs semaines par le président du groupe, M. Lee Iacocca. Elles se justifient, selon un communiqué de Chrysler, « par la poursuite de la déflation du marché nord-américain et par l'agressivité de la concurrence ».

Les ventes d'automobiles assemblées aux Etats-Unis par les trois grands constructeurs américains ont en outre reculé de 5,9 % à la fin octobre, comparé à la même période de 1988.

**CRÉATION D'EMPLOIS
400 000 en 1989 selon l'UNEDIC**

L'économie française devrait créer quelque 400 000 emplois en 1989, estime l'UNEDIC. Selon l'assurance-chômage, qui suit de très près l'évolution des effectifs salariés, 390 000 emplois nouveaux ont été comptabilisés depuis le début de l'année et la France devrait approcher son record de 1973 (403 000 emplois créés).

L'industrie est pour une bonne part à l'origine de ces performances. Depuis deux ans, elle connaît une croissance annuelle de

l'ordre de 5 %, mais ce n'est qu'en 1989 qu'elle a recommencé à générer des emplois : 50 000 postes de travail supplémentaires devraient apparaître cette année.

**LOGEMENTS
Construction neuve - 2,8 %**

Le nombre de logements mis en chantier, en France, au cours des douze derniers mois (d'octobre 1988 à septembre 1989) est de 328 100, en baisse de 2,8 % par rapport aux douze mois précédents. A fin août, la baisse en douze mois était de 1,8 %. La baisse à fin septembre masque une croissance de 8,4 % du nombre des logements en immeubles collectifs (149 000), et une baisse de 9,5 % des logements individuels (173 400). Il faut y ajouter la mise en chantier de 3 600 « équivalents-logements » constitués de chambres de foyers et d'hébergement.

**CHOMAGE
Stabilité aux Etats-Unis**

Le taux de chômage s'est maintenu en octobre à 5,3 % aux Etats-Unis, où 233 000 emplois nouveaux ont été créés, soit légèrement plus qu'en septembre, selon le département du travail. Ce sont les services et les administrations qui ont le plus augmenté leurs effectifs (écoles, santé, transports et distribution notamment), tandis que l'industrie a vu fondre les siens pour le quatrième mois consécutif (13 000 emplois de moins rien que dans l'automobile).

5000 من الاجل

هكذا من الاصل

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK
Reprise, mais...

L'assurance du lancement par George Soros d'une OPA de 3,18 milliards de dollars sur Great Northern Nekoosa a littéralement dopé le marché, en faisant espérer que les grandes opérations de rachats industriels, principal haussier ces derniers mois, n'étaient pas terminées. Mais en même temps, les assez mauvais résultats des entreprises pour le troisième trimestre ont nourri les craintes de récession. Les chiffres de la division immobilière vendredi ont un peu rassuré la communauté, sans toutefois permettre d'escompter un assouplissement des conditions de crédit, avec, oh, paradoxe, l'augmentation des créations d'emplois.

	Coups 27 oct.	Coups 3 nov.
Alcoa	68 3/4	69 3/8
AT	63	63 1/2
Boeing	54 5/8	56 3/4
Chase Man. Bank	36 3/8	36 1/2
De Paul de Nemours	114 7/8	114 5/8
Eastman Kodak	57	57 7/8
Exxon	45 3/4	46
Ford	47 1/4	48 1/2
General Electric	53 1/2	53 7/8
General Motors	44	44 1/2
Goodyear	48 1/4	47
IBM	100	98 1/4
ITT	57 1/2	58 1/2
Mobil Oil	56 1/8	56
Pfizer	66	66 1/2
Schlumberger	41 5/8	41
Tenneco	51 3/4	52 1/4
UAL Corp. (ex-Algair)	177 1/2	184 1/2
Union Carbide	24 3/4	24 1/4
USX	73 3/8	73 1/2
Westinghouse	64 7/8	67 1/8
Xerox Corp	57 1/4	57 7/8

	3-11-89	Diff.
BP-France	132	+ 2
Elf-Aquitaine	492	+ 7
Elf	438	+ 1
Exxon	286,90	+ 10,8
Petrofin	1 675	- 13
Primegas	792	- 18
Refinings	154	- 2
Royal Dutch	410,10	+ 5,10
Sogehap	308,10	+ 3,90
Total	479	- 18

**Mines, couatchouc
outrre-mer**

Géoplysacno	755	Inc.
Imperial	285	+
Michelin	162,90	+ 1,8
Métaleurop	230	+ 0,9
RTZ	51,75	+ 4,7
ZCI	2,96	- 0,8

Values	Hauss %	Values	Baisse %
Eurodisneyland	+ 10,4	Borger SA	- 8,1
BNP CI	+ 10,3	Progrèsnet Bel	- 7,5
CFAO	+ 9,9	Nordnet et Cie	- 5,0
Majorette	+ 8	Simplexnet	- 5,0

Locofrance	+ 7	Cosium	- 4
Lyonnais Enx	+ 6,9	Ciments fr.	- 3,8
Chargema SA	+ 6,4	GTM Entrep.	- 3,8
SAT	+ 6,1	Sodeco	- 3,5
Min. Pro. Sal.	+ 5,8	UFB Locabil	- 3,2
Docks de Fr.	+ 5,7	De Dietrich Cin	- 3,2
Primur	+ 5,6	ALSP	- 3,2

	Nbre de titres	Val en cap. (F)
Navigant mixte	587 252	1 113 296 776
Boy Interac plus	1 092 305	1 108 671 101
Paribas	1 119 379	699 243 057
Euro Disneyland	5 034 674	463 015 968
Progrès SA	532 764	432 985 676
Comptax Europe	248 488	400 696 207
LYME Most Hén.	63 302	388 832 702
Saint-Gobain	521 155	315 868 148
Suez Méditerranée	594 424	230 773 845
Enxco (G&L)	101 428	203 724 134

[illegible]

Plus 4 3 %

Le London Stock Exchange a remuoté ces derniers jours la pente descendante la semaine précédente. L'indice des 100 valeurs a progressé de 4,3 %, et les cours ont complétement retourné ces pertes précédentes. Le redressement de Wall Street a tenu un rôle non négligeable. Mais le véritable détonateur de la hausse a été l'OPA lancée par Ford sur Jaguar, à laquelle, au surprise, le gouvernement ne s'est pas opposé. Les rumeurs de démission du ministre des transports, accusé par la presse de délit d'inéité, ont un instant renflé le moral des investisseurs.

Les « FT-30 » du 2 novembre : 100 valeurs, 2.173,1 (contre 2.082,1) ; 30 valeurs, 1.746,4 (contre 1.678,5) ; fonds d'Etat, 33,75 (contre 34,37) et mines d'or, 231,5 (contre 209,5).

	27 DEC.	5 NOV.
Bowater	424	431
BP	285	298
Chartol	469	487
Countdown	348	352
De Beers (*)	15.25	14
Glaxo	13.50	13.50
GUS	15	15
ICI	10.90	10.84
Reuters	898	900
Shell	415	423
Unilever	630	640
Vickers	209	219

FRANCFORT
Faiblesse persistante

Toujours sous le coup du mini-crach de la mi-octobre, le marché allemand a été sourd aux bonnes nouvelles, ignorant même la suppression de l'impôt de Bourse à compter du 1^{er} janvier 1991.

Indices du 3 septembre : DAX-30, 1 449,9 (contre 1 462,93) ; Commerzbank, 1 812,1 (contre 1 838,2).

AEG	240,90	236,50
BASF	274,10	271,30
Bayer	282	281,50
Commerzbank	243	244
Deutschebank	647	654,50
Hoechst	270,50	266,50
Karstadt	588	574
Mannesmann	239,50	230
Siemens	522,50	519,20
Volkswagen		

Quatre séances seulement cette semaine, le marché nippon ayant été vendredi pour la Fête de la lune, dans la façon générale, les cours ont peu varié. Les seules informations importantes a été l'annonce de la prise de contrôle du groupe Rockfeller par Mitsubishi Baise.

Indices du 2 novembre : Nikkei, 3 640,80 (contre 3 527,29) ; Topix, 2 685,55 (contre 2 681,76).

	Cours 27 oct.	Cours 2 nov.
Akai	795	790
Bridgeport	1 980	1 990
Canon	1 800	1 800
Fuji Bank	1 800	1 800
Honda Motors	1 980	1 920
Mitsubishi Electric	2 320	2 320
Mitsubishi Heavy	1 100	1 120
Sony Corp.	1 800	1 800

Nombre de contrats : 88 601.				
COURS	ÉCHÉANCES			
	Déc. 89	Mars 90	Juin 90	Sept. 90
Premier	—	—	—	—
+ huit	105,62	105,66	105,82	—
+	105,22	105,36	105,70	—
Dernier	105,34	105,36	105,70	—

	30 oct.	31 oct.	1 ^{er} nov.	2 nov.	3 nov.
R.M.	3 106 888	2 266 947		2 348 583	-
Comptant					-
R. et obl.	8 491 122	7 042 289		7 150 994	-
Actions .	265 999	332 063		282 809	-
Total	11 864 009	9 641 299		9 782 386	-

Françaises	121,1	121,9	122,4	-
Etrangères	110,7	111,2	112,1	-
SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES				
(base 100, 30 décembre 1988)				
Tendance	116,4	117,6	117,6	-
(base 100, 31 décembre 1981)				
Indice gén.	502,8	512,1	514,2	513,8
(base 1000, 31 décembre 1987)				
Indice CAC 40	1 804,99	1 819,51	1 820,58	1 806,33
OMF (base 100, 31 décembre 1981)				
Indice OMF	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Navigation mini	387 252	1 113 296 776
Day & Night play	1 068 171	1 068 671 000
Pacific	115 379	987 243 035
Euro Disneyland	5 034 674	463 015 998
Pengent SA	532 764	432 985 676
Ciments Français	248 488	400 696 207
LVMH Moët Hen	83 302	388 352 708
Saint-Gobain	321 135	315 668 145
Suez Méditerran	994 424	320 773 843
Banc (G) Paris	294 208	220 724 175
Suezor Finance	97 386	191 810 724
ELF Aquitaine	388 376	190 018 488
CGE	406 168	187 713 128

[illegible]

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Incertitude persistante

Deux emprunteurs français ont sollicité le marché international des capitaux durant la semaine de la Toussaint. Leurs opérations restent publiques vendredi matin qu'elles résistent chacune à sa manière les incertitudes de la situation actuelle.

La première, de 75 millions d'euros, est pour le compte de Thomson Brandt International NV, un véhicule financier du groupe français dont Thomson SA garantit les obligations. Emis à 101,375 % du pair pour une durée d'un an plus de deux ans, les titres sont émis au taux nominal de 10 %. Un tel rendement associé à une signature de qualité pour une période aussi brève est une assurance de réussite. L'emprunteur de nombreuses banques internationales a rejoint le groupe de direction de l'emprunt montre bien qu'un solide appétit existe pour ce genre de titres. Mais il ne s'agit que de particuliers. Les investisseurs institutionnels qui assistent à une montée incessante du niveau de l'intérêt en Europe ne manifestent pas le même enthousiasme immédiat que la clientèle privée pour un rendement nominal aussi élevé (c'est le premier euro-emprunt en date à être assorti de coupons d'intérêt de 10 % depuis celui de la Banque nationale de Hongrie, qui avait été offert en souscription durant l'été). Les grandes institutions se soucient davantage du montant global et de 75 millions ne sont pas un gage de liquidité sur le marché secondaire. Quant aux conditions, même en tenant compte de l'ensemble des commissions qui reviennent aux banques, le rapport de 9,84 % ne leur apparaît pas particulièrement généreux. L'emprunt, placé sous la direction de Crédit Lyonnais, fait l'objet d'un contrat d'échange, au terme duquel Thomson dispose de fonds en florins à taux variable, qui lui reviendront bien moins cher que s'il s'était adressé directement au marché néerlandais.

Tout autre est la seconde émission française, montée pour le compte d'Electricité de France. Elle porte sur 100 millions de dollars canadiens, au montant plutôt modeste sur le marché, mais qui, se reflétant sur une souche de 150 millions de francs, atteint un volume susceptible de satisfaire les exigences des grands investisseurs institutionnels. Garanties par la République française, les

obligations EDF rapportent intérêt au taux de 9,75 % durant dix ans. La nouvelle tranche a été préplacée par l'intermédiaire de Goldman Sachs International et de Paribas. Le produit de l'emprunt est «swappé» contre des fonds en dollars des États-Unis à taux variable à des conditions fort avantageuses pour l'emprunteur qui les substituera à un programme plus coûteux de billes de trésorerie.

En soi, l'émission de l'EDF n'était pas de nature à affecter le marché dans son ensemble. Elle a pourtant pris une importance toute particulière dans l'attente des dernières statistiques de l'emploi aux États-Unis, qui devaient être publiées vendredi après-midi. On sait que ces chiffres ont déjà été ceux qui en espèrent une confirmation du ralentissement de l'économie américaine et, donc, une baisse des taux d'intérêt outre-Atlantique. Nombreux étaient les spécialistes qui, jeudi et vendredi matin encore, tablaient dans cette optique sur une vive reprise, ces prochains jours, de l'activité primaire dans le compartiment de l'euro-dollar. On trouvait alors en Electricité de France un candidat de

révé. Les emprunteurs de ce gabarit sont devenus très rares et les grands gestionnaires de fonds ne demandent qu'à leur prêter.

Présent, présente des difficultés actuelles du marché des emprunts en francs français, certaines banques voyaient déjà EDF renoncer à une partie de son programme d'émission inscrit au calendrier national (pour quelque 3,5 milliards de francs) et le remplacer par une grande émission en dollars. Déjà certains envisageaient comment allait être modifié la transaction de swap qui aurait permis à l'emprunteur de disposer finalement de fonds en francs, ce qui a toujours été son objectif.

Dans quelle mesure s'est-il agi d'une confusion avec l'opération en dollars canadiens qui était en préparation ? Dans quelle mesure s'est-il agi de pure spéculation ? Il est difficile d'en faire le partage. Mais ce qu'on retiendra de ces rumeurs relatives à EDF, c'est la façon dont elles ont été traitées, et la concurrence acharnée des banques pour l'obtention de mandats, et l'instabilité d'un marché qui continue à se donner pour repères la publication de statistiques malaisées à interpréter.

Vers une réouverture de l'eurocouronne norvégienne

Par ailleurs, le marché a continué d'être dominé par les emprunteurs japonais dont la présence est de plus en plus voyante. Il a aussi été marqué par une recrudescence de débiteurs scandinaves, la Toussaint n'étant pas un jour férié dans leurs pays d'origine. Une transaction nouvelle très intéressante a été montée en Norvège pour le compte d'un établissement public, qui bénéficie de la garantie du royaume. Norges Kommunalbank a émis, mardi 31 octobre, un emprunt de 1 milliard de couronnes norvégiennes qui représente la plus grande opération obligataire lancée dans cette monnaie par un débiteur autre que le Trésor d'Oslo. Les titres, émis au pair, seront remboursés au taux nominal de 10,125 % l'an, durant trois ans. Ces conditions apparaissent très séduisantes si on les compare aux rendements que procurent d'autres titres norvégiens. Mais considérant la qualité de la dette, la taille de la transaction et l'absence de nouveaux emprunts du Trésor ces trois dernières années, on est en droit de leur

prévoir un bon accueil. Pour trois quarts de son montant, l'opération est destinée à se placer à l'étranger. Cela ne fait que six mois à peine que les non-résidents sont autorisés à investir en couronnes norvégiennes. D'un point de vue technique, l'emprunt appartient au marché national des capitaux. Son groupe de direction placé sous la conduite de Union Bank of Norway est cependant tout à fait international. Mais, à la différence d'un euro-emprunt, les prêteurs ne pourront pas disposer physiquement de titres imprimés.

Le marché des euro-obligations en couronnes norvégiennes ne devrait cependant pas tarder à ouvrir ses portes, pour peu que les responsables de ce pays arrivent à convaincre les investisseurs de la solidité de leur monnaie, liée à un panier de devises et des succès qu'ils ont remportés sur l'inflation. La monnaie des prix en Norvège ne devrait pas dépasser 4 % cette année, soit un taux inférieur à celui de la moyenne des pays de l'OCDE.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Une belle confusion

Le dollar est-il fort ou faible ? L'économie américaine est-elle ou n'est-elle pas en décelération ? Le système monétaire européen va-t-il rester stable ou un réajustement est-il à prévoir ? Voilà toute une série de questions auxquelles les observateurs sont bien en peine de répondre, tant les signaux sont brouillés et les chiffres incertains.

Le dollar ? La semaine dernière, tout le monde le voyait fléchir, en liaison avec un ralentissement de la conjoncture aux États-Unis, qui terminait un peu le reflet de l'Amérique. Mais l'annonce d'une stabilité du chômage remet en question le net ralentissement, bien que les données fournies soient imprécises, les créations d'emplois, en hausse de 15 %, étant observées à 90 % dans les services et à 10 % dans la production. Quelle expansion, donc, et dans quels secteurs ?

Le système monétaire européen ? L'annonce, par le chancelier Kohl, qu'il était opposé à toute réévaluation du deutsche-

mark, après un entretien avec M. François Mitterrand, a calmé la spéculation sur un réajustement du SME, qui commençait à se développer à la veille de chaque week-end. Mais pour combien de temps, se demandent les observateurs, et à quel prix ? Celui d'une tension prolongée des taux d'intérêt en France, sans nul doute. La livre sterling est restée faible, perdant encore un peu de terrain sur la semaine dernière, mais les pressions sur la devise britannique se sont un peu atténuées après le discours inaugural du nouveau chancelier de l'Échiquier, M. John Major. Il a expliqué que l'instrument essentiel de lutte contre l'inflation était le maintien des taux d'intérêt et le maintien d'une monnaie forte.

Le yen a continué de s'affaiblir, lentement mais sûrement, vis-à-vis du dollar et des monnaies européennes. Il a encore perdu 2 centimes à Paris, où le franc s'est réévalué de 13 % en neuf mois par rapport à la devise nip-

ponne. Sur le marché de l'or, quelques « touches » sont actuellement observées, notamment sur le marché à terme de New-York (COMEX). Depuis le 15 septembre 1989, le cours de l'once de 31,1 F est passé de 355 dollars à 375 dollars environ, avec des transactions parfois très animées. Certains spécialistes estiment que l'URSS, avide de devises, désire que les cours montent pour valoriser sa production. D'autres mettent en avant le fait que les compagnies de réassurance japonaises viennent d'être autorisées à placer en or 3 % de leurs réserves, ce qui n'est pas mince.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 30 OCTOBRE AU 3 NOVEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.L.	Franc suisse	Franc allemand	D. mark	Franc	Florin	Lire
New-York	1,5700	—	15,9646	61,8738	54,7246	2,9326	48,0538	0,9778
Paris	1,5700	—	16,0308	62,2471	54,4346	2,9277	48,2168	0,9740
Zurich	2,9215	6,2500	—	386,75	339,35	16,1578	380,82	4,6187
Frankfurt	2,9215	6,2500	—	386,75	339,35	16,1578	380,82	4,6187
Bruxelles	2,9215	6,2500	—	386,75	339,35	16,1578	380,82	4,6187
Amsterdam	2,9215	6,2500	—	386,75	339,35	16,1578	380,82	4,6187
Milan	2,9215	6,2500	—	386,75	339,35	16,1578	380,82	4,6187
Tokyo	2,9215	6,2500	—	386,75	339,35	16,1578	380,82	4,6187

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 3 novembre, 4,3657 F contre 4,3883 F le vendredi 27 octobre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La Berezina !

Le MATIF en déroute, l'adjudication du Trésor en pleine déroute, le marché allemand des obligations fortement dégradé, et le moral des opérateurs à zéro : c'est la Berezina !, gémissent l'un d'entre eux. Ainsi, la légère amélioration que les marchés européens, notamment français, avaient connue la semaine dernière a fait place à un noir pessimisme, sous le double impact de la reprise des taux d'intérêt en Allemagne et de la stabilité du chômage aux États-Unis, qui éloigne la possibilité d'une baisse des taux à bas.

Sans doute, personne ne se fait plus d'illusion maintenant sur la détermination de la Banque fédérale d'Allemagne en matière de lutte contre l'inflation. Sa politique de relèvement continu des taux d'intérêt, depuis le début de l'année, en témoigne, mais, après l'augmentation d'un point complet de ses taux directeurs le 5 octobre dernier, on pouvait tabler sur un répit. Point du tout : les taux à long terme ont repris leur ascension outre-Rhin, la dernière Bundesbank ayant émis le dernier emprunt fédéral à 7,09 %, déjà dénoté le lendemain de son émission, puisque la veille du week-end les rendements des emprunts d'État allemands s'élevaient de 7,17 % à 7,23 %, en passe de rattraper le loyer de l'argent au jour le jour, qui valait 7,78 % environ.

En Allemagne, on n'aime pas une inversion de la courbe des taux, qui vient d'apparaître, et qui a toujours été inconnue ou exceptionnelle. En outre, les résultats appelés d'offres de la Bundesbank pour ses prises en pension ne sont

pas « bons » : de 7,90 % à 8,10 %. Cet alourdissement de l'hypothèque allemande déprimait déjà le marché français, envoyait adossés de 106 le cours de l'échéance. Mais il restait un espoir, celui d'une diminution des taux aux États-Unis, à la faveur d'un ralentissement de l'expansion, qui ferait pendant au durcissement allemand.

Las ! Vendredi 3 novembre, en début d'après-midi, heure européenne, tombait sur les écrans l'annonce d'une stabilité des chiffres du chômage américain et d'une augmentation de 15 % des créations d'emplois, ce qui n'indiquait pas un ralentissement.

Du coup, les milieux financiers internationaux en concluaient que la Réserve fédérale de Washington n'était pas près d'assouplir sa politique et les rendements des emprunts d'État américains se tendaient, celui de trente ans remontant à 7,93 %, après une chute à 7,87 %, au plus bas depuis le printemps de 1987.

A Paris, sur le MATIF, les cours régissaient fort mal à ces mauvaises nouvelles, tombant à 105,40 à la veille du week-end, dans une véritable psychose baissière. Le repli des cours commençait dès le mardi, les spécialistes en valeur du Trésor commençant à se couvrir, c'est-à-dire à vendre par avance, en prévision d'une hausse de rendements à l'adjudication d'obligations assimilables du Trésor jeudi. Ce fut bien le cas : le Trésor a dû payer 8,96 %, en moyenne, sur dix ans, contre 8,82 % il y a un mois, et 9,05 % à quinze ans, contre 8,58 %

il y a deux mois, se contentant de lever un peu plus de 7 milliards de francs, le bas de la fourchette.

Comme en octobre, la demande finale des investisseurs a été assez réduite, et les spécialistes en valeurs du Trésor ont dû se dévouer. Espérons qu'ils se sont bien couverts, car le lendemain, vendredi, le rendement de l'OAT dix ans sur le marché secondaire ou gris, montait à 9,05 % et celui de l'OAT quinze ans à 9,11 %, ce qui dénotait d'autant l'adjudication toute fraîche : désespérant !

Les « zinzins » ne sont pas pressés

Quant au loyer de l'argent à court terme, il s'est installé adossés de 10 % au jour le jour, atteignant 10 1/4 % en un an. A moyen terme, il s'inscrit à 9,9 % sur deux ans et à 9,50 % sur cinq ans (BTAN). Les pronostics sont pessimistes, fondés sur un raisonnement très simple : on les taux américains baissent, ou les taux allemands et français montent. Comme aux États-Unis aucun fléchissement n'est en vue, on en tire aisément les conclusions sur la tendance à venir à Paris. Déjà, on y trouve des rendements à 9,50 % 9,60 % sur des obligations de première catégorie, et ceux qui vont se présenter sur le marché les prochaines semaines, le Crédit national, dit-on, et toujours la Caisse autonome de refinancement, vont sentir leur douleur.

Il convient toutefois d'appeler l'attention sur une situation un peu particulière. Depuis le début de l'automne, les investisseurs institutionnels, qui ont besoin d'acheter ou de souscrire des obligations pour leurs activités propres — placements correspondant aux contrats d'assurance sur la vie et à la constitution des retraites — sont restés sur la réserve. Attendait une nouvelle hausse des rendements à long terme, ils se contentaient de placer leurs disponibilités sur le marché à court terme, nettement plus avantageux en raison de l'inversion des courbes de taux (court terme plus cher que le long terme). D'ici à la fin de l'année, toutefois, ils devraient combler leur retard, ce qui pourra constituer un soutien pour les cours des emprunts. Mais, dans l'immédiat, les « zinzins », comme on les appelle familièrement, ne sont pas pressés.

F. R.

MATIÈRES PREMIÈRES

Sucres et Dérivés s'engagent dans le pétrole iranien

Une fois n'est pas coutume, l'événement sur les marchés de matières premières n'a pas été cette semaine le fait d'un produit mais d'un marchand, Sucres et Dérivés. La firme française installée en haut des Champs-Élysées, généralement avare d'informations, a rompu avec son habitude pour annoncer la signature d'un gros contrat. Dans le sucre, dont elle est le premier négociant mondial ? Pas du tout. Dans le cacao, où elle s'est signalée ces derniers mois par son duel avec l'américain Philbro pour la commercialisation de l'économie récolte ivoirienne ? Pas davantage. Sucres et Dérivés vient de parachever son entrée dans le monde du pétrole en faisant de sa filiale Marimpex, basée à Hambourg, le premier acheteur privé du brut iranien.

Soucieux de diversifier sa palette d'intervention au-delà des traditionnels sucre-cacao-café, le groupe, fondé en 1952 par Maurice Varsano, et à présent dirigé par son fils Serge, a fait ses premières armes dans le pétrole à partir de 1987. C'est en décembre 1988 que

cette activité neuve est devenue plus voyante, lorsque Sucden Kerry International (SKI), filiale à 70 % de Sucres et Dérivés, et la firme malaysienne KUOK ont pris une participation de 17,5 % dans Marimpex, affaibli et endetté (pour quelque 59 millions de dollars) à la suite de positions défavorables sur le marché.

Cet investissement, porté en juin à 66,6 %, a permis à Sucres et Dérivés de prendre le contrôle d'une firme présente dans le négoce, le stockage et la distribution des produits pétroliers, premier négociant indépendant de pétrole brut en RFA, et très bien introduit auprès des autorités iraniennes. Le 20 août, un contrat commercial fut ainsi signé entre Marimpex et la NIOC (National Iranian Oil Company), qui donne à la première une main ferme sur 300 000 barils jour, soit un baril sur sept exportés par la République islamique.

Restait à mettre en place le crédit de préfinancement de 800 millions de dollars — le plus important jamais ouvert sur l'Iran et dans le domaine pétrolier — pour que l'accord du 20 août devienne effectif. C'est chose faite depuis le 3 novembre. Le contrat, dont la durée d'exécution porte sur dix-huit mois, représente un chiffre d'affaires de l'ordre de 2,6 milliards de francs. Il repose sur un crédit ouvert par un groupe de banques françaises et internationales conduit par le Crédit lyonnais.

Au siège du groupe, on ne cache pas vouloir faire désormais du pétrole « le produit le plus prioritaire », selon l'expression de M. Jean-Jacques Alphandery, le patron de SKI et nouveau président de Marimpex. « Nous transportons sur le pétrole ce que nous savons sur le sucre », poursuit-il, avec l'espoir de réaliser une forte percée dans un bref délai, plus vite que pour le cacao.

En France, le groupe s'est arrogé cette année une part de marché de 30 % pour les importations de produits pétroliers. Grâce aux actifs

de Marimpex — deux tankers de 260 000 tonnes, dont un a été vendu pour couvrir une partie des dettes, — et grâce surtout aux capacités de distribution de la société allemande, Sucres et Dérivés arrive armé dans un monde dominé par les grandes compagnies pétrolières. La firme française devrait d'emblée passer d'un poids plus léger que les concurrents de sa catégorie, à savoir les traders Philbro et Marc Rich. Présent sur les marchés de Rotterdam et New-York, elle envisage d'ouvrir au plus vite une antenne pétrolière à Singapour, même si sa priorité reste, en matière de distribution, circuler à l'étranger.

Cette stratégie de diversification menée par Sucres et Dérivés ne s'arrête pas au pétrole puisqu'en 1989 le groupe a fait ses premiers pas dans le coton du Pakistan, exporté vers Hongkong et le Japon. Si le groupe estime avoir atteint son développement maximum dans le sucre et le cacao, il table sur une expansion du café, en particulier de la variété robuste. Son implantation récente en Asie pourrait aussi lui donner envie de rebondir sur le caoutchouc.

ÉRIC FOTTORINO

PRODUITS	COURS DU 3-11
Café h. p. (Londres) Trois mois	1 670 (- 48) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 692 (- 45) Livres/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	9 750 (- 125) Dollars/tonne
Sucre (Inde) Décembre	2 485 (+ 65) Francs/tonne
Café (Londres) - Novembre	701 (+ 8) Livres/tonne
Cacao (New-York) Décembre	954 (- 9) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Décembre	485,2 (+ 6,98) Cents/bushels
Mais (Chicago) Décembre	240 (- 1,60) Cents/bushels
Soja (Chicago) Décembre	183,60 (+ 0,8) Dollars/c. cents

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Dow Jones relève son OPA sur Telerate
Le groupe Dow Jones, éditeur du Wall Street Journal, a accepté de relever d'une certaine de millions de dollars son offre d'achat sur le tiers du capital de Telerate, fournisseur d'informations financières, qu'il ne possédait pas encore. Aux termes de l'accord de principe conclu entre les deux firmes, Dow Jones va offrir 21 dollars par action Telerate contre 18 dollars précédemment, soit un total de 872 millions de dollars contre 576 millions pour les 33 % du capital.
Un comité d'administrateurs de Telerate avait rejeté, le 11 octobre dernier, la précédente offre de Dow Jones en l'estimant insuffisante.
La nouvelle offre de Dow Jones reste soumise à un accord de fusion définitif et à l'approbation des conseils d'administration des deux sociétés.
L'annonce du relèvement de l'OPA de Dow Jones a entraîné une hausse du titre Telerate, qui gagnait 1,25 dollar à 20,75 dollars en début d'après-midi à Wall Street.

سكنا من الاموال

حکومتی اہل

Malgré les initiatives de MM. Mitterrand et Gorbatchev

Les restrictions budgétaires freinent la coopération spatiale franco-soviétique

Une centaine de spécialistes et de responsables français et soviétiques ont débattu, pendant une semaine à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), des modalités de la coopération spatiale entre les deux pays.

Ces vingt-sixième entretiens annuels, qui se sont conclus, vendredi 3 novembre, par la signature d'un protocole d'accord, ont porté notamment sur les préparatifs des futures missions martiennes et sur le vol d'un cosmonaute fran-

çais à bord de la station orbitale Mir prévu pour 1992. Au cours de ces entretiens, la France et cinq autres pays ont déposé leur candidature à la direction générale de l'Agence spatiale européenne (ESA), qui sera vacante le 1^{er} octobre 1990, après le départ de l'actuel directeur général, M. Reimar Lust (RFA). M. Jean-Marie Lutton (quarante-sept ans), directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES), devrait être le candidat français.

La commission des finances du Soviet suprême examine actuellement le budget spatial soviétique. Les députés, qui - économiques obligés - étaient fermement décidés à procéder à des réductions drastiques, semblent revenus à des meilleurs sentiments, a estimé M. Vladimir Kotelnikov, président du comité Intercomcos de l'Académie des sciences d'URSS. « J'espère qu'il n'y aura pas de restrictions sur le budget civil, ou qu'elles ne seront pas trop importantes », a-t-il déclaré. En revanche, notre budget spatial militaire sera probablement fortement réduit en raison de l'évolution de la situation politique mondiale. Malgré cet optimisme relatif, il est difficile pour les Soviétiques de s'engager fermement sur des échéances précises avant le vote de leurs députés. Et M. Kotelnikov comme M. Oleg Firsk, directeur adjoint de la société Glavcosmos, les deux chefs de la délégation soviétique, ont pris soin de se cantonner dans des généralités lors de la conférence de presse qui a suivi la clôture des entretiens de Saint-Jean-de-Luz.

Cette réserve n'a pas empêché les discussions d'être fructueuses au niveau technique. Ce rendez-vous

annuel, qui a lieu alternativement en France et en URSS, revêtait cette année un éclat particulier. La coopération spatiale franco-soviétique a pris un aspect plus spectaculaire et solennel après les conversations entre MM. François Mitterrand et Mikhaïl Gorbatchev sur ce sujet, à Moscou le 25 novembre 1988, à la veille du départ du cosmonaute Jean-Loup Chrétien pour un vol de vingt-six jours à bord de la station Mir. Et le 3 juillet 1989, lors de la visite de M. Gorbatchev à Paris, la signature d'un protocole a entériné le principe d'un nouveau vol franco-soviétique pour 1992.

Le prix du « ticket »

L'accord final pour cette mission d'une durée de quatorze jours devrait intervenir le mois prochain. « Nous avons beaucoup progressé, mais il reste un certain nombre de modalités à préciser », a déclaré M. Jean-Marie Lutton. Notamment le prix du « ticket » : les Soviétiques font désormais payer le séjour en orbite par les pays intéressés. Tarif officiel : 10 millions de dollars la semaine. La France devrait obtenir une réduction importante, en raison de l'intérêt scienti-

fique que présentent pour les Soviétiques les expériences technologiques et médicales qu'elle propose pour ce vol. Mais les négociations semblent particulièrement épineuses.

Les responsables soviétiques sont restés également très évasifs sur la mission « Mars 94 ». Les discussions entre techniciens sont pourtant allées très loin et les modalités de cette expédition interplanétaire sont pratiquement fixées, indique-t-on officiellement du côté français. Deux sondes lancées en 1994 devraient lâcher chacune sur Mars deux ou trois petites stations météo, deux ou trois « pré-traitants » capables d'analyser sur place la composition du sol martien et un ballon de fabrication française équipé de caméras, d'une station météo et de plusieurs autres instruments scientifiques pour l'étude de l'atmosphère et du sol de la planète (le Monde du mercredi 1^{er} novembre).

Cette mission ne devrait pas être remise en cause, mais si des restrictions budgétaires trop sévères étaient imposées par le Soviet suprême, elle pourrait être repoussée à 1996.

En dépit des incertitudes financières, la volonté de coopération spatiale entre les deux pays reste forte. Conformément au souhait exprimé par MM. Mitterrand et Gorbatchev, les projets s'inscrivent désormais dans la perspective d'un plan décennal. Au programme, l'étude scientifique de l'espace (astronomie et missions interplanétaires), la météorologie et l'étude de l'environnement terrestre à l'aide de satellites, les télécommunications spatiales, la biologie, la médecine spatiale et les vols habités.

La prochaine manifestation concrète de cette coopération devrait être le lancement, le 1^{er} décembre, du satellite soviétique d'astronomie Grana, qui emportera le télescope français Sigma. Un engin d'une tonne, trois mètres cinquante de hauteur et un mètre vingt de diamètre, destiné à l'étude des rayonnements gamma émis lors des événements violents dans l'évolution des étoiles et des galaxies.

JEAN-PAUL DUFOUR

La composition du Comité d'évaluation de la recherche

La composition du Comité national d'évaluation de la recherche (CNER) a été adoptée, jeudi 2 novembre au conseil des ministres, sur proposition du ministre de la recherche et de la technologie.

Ont été nommés : MM. Jean-Pierre Causse (directeur général adjoint chargé de la recherche à Saint-Gobain), Michel Demazure (président de la Société mathématique de France), Pierre Joliot (directeur du département de biologie à l'Ecole normale supérieure) et Gaston Meyniel (directeur du Centre de lutte contre le cancer de Clermont-Ferrand), au titre des représentants de la communauté scientifique et technique.

M. Danielle Blondel (professeur en sciences sociales à l'université Paris-IX Dauphine, MM. Jacques Dondoux (président de l'Institut de recherches économiques et sociales sur les télécommunications), Guy Paillet (administrateur général adjoint du Commissariat à l'énergie atomique) et Jacques Stern (ancien président de Bull) au titre des personnalités qualifiées choisies en raison de leur compétence dans les domaines économique, social, culturel, scientifique et technique.

M. Jean-François Thery, en qualité de membre de la Cour des comptes.

Créé par décret en conseil des ministres le 9 mai 1989, le CNER, présidé par M. Guy Paillet, aura pour mission d'apprecier la mise en œuvre et les résultats de la politique nationale de recherche et de développement technologique définie par le gouvernement.

La chancellerie demande un rapport sur le tribunal de grande instance de Paris

Le ministère de la justice a demandé un rapport « circonstancié » à la direction des services judiciaires sur les « anomalies graves » dénoncées par un député dans le fonctionnement du tribunal de grande instance (TGI) de Paris, qui statuerait en matière de non-paiement de loyer alors qu'il n'en a pas la compétence.

Cette demande fait suite à une question écrite de M. Guy Malandain, député socialiste des Yvelines, posée le 31 octobre au garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange.

Selon le député, le TGI se prononcerait sur des expulsions de locataires et des paiements d'arrivés de loyer, alors que ces affaires sont du ressort du tribunal d'instance du domicile des locataires concernés. « La procédure serait expéditive, les dossiers non analysés, des huissiers feraient fonction d'avocat », ajoute M. Malandain.

Dans son numéro du 18 octobre, le *Concord enchaîné* avait publié un article intitulé : « Le tribunal de Paris ne marche pas très droit », dans lequel il était indiqué que « cent cinquante jugements illégaux sont rendus chaque semaine (les lundis, mercredis et jeudis de 9 heures à midi) au Palais de justice de Paris ».

Le conflit de l'Agence centrale de presse

L'Etat ne veut pas « se substituer aux parties concernées »

A la veille du conseil d'administration prévu samedi 4 novembre, qui doit décider du sort de la seconde agence de presse française, les syndicats de l'Agence centrale de presse ont été reçus au ministère de la communication par M. Catherine Tasca.

Tout en soulignant son attachement à la « qualité des sources d'informations », celle-ci a indiqué que le gouvernement « n'entend pas se substituer aux parties intéressées », actionnaires de l'agence et journaux clients. Pour M. Tasca, il serait prématuré que le gouvernement prenne des initiatives, mais il pourra en revanche intervenir ultérieurement pour favoriser une solution de reprise, en garantissant par exemple un accord ou en prenant des mesures d'accompagnement, comme des abonnements supplémentaires pour les administrations.

Même si certains députés socialistes semblent plus désireux que le gouvernement d'intervenir, la balle est donc complètement dans le camp des actionnaires actuels et des organisations de la presse. Le désengagement de M. Maxwell ne fait pas de doute - même si ses modalités ne sont pas précises. Acceptera-t-il par exemple d'apurer le passif de l'agence avant de passer la main ? Dans l'attente, les autres actionnaires observent pour l'instant un silence prudent sur les intentions et les dirigeants de la Fédération nationale de la presse française ont annulé vendredi un rendez-vous avec l'intersyndicale de l'ACP. Celle-ci s'estime du

Un ancien député socialiste porte plainte pour ingérence contre M. Jacques Médecin

Après les perquisitions qui viennent d'être opérées, non seulement au siège d'associations qu'il préside (le Monde du 1^{er} novembre), mais aussi dans son appartement de fonction de Nièvre, M. Jacques Médecin, président (RPR) du conseil général des Alpes-Maritimes, a qualifié, vendredi 3 novembre, de « calcul fait par ses adversaires » politiques, « démocratiquement battus à chaque élection, l'exploitation faite » de la plainte pour ingérence déposée contre lui par M. Jean-Hugues Colonna, ancien député et premier secrétaire de la fédération socialiste des Alpes-Maritimes.

Cette plainte s'appuie sur le fait que, jusqu'en juillet dernier, M. Médecin détenait la quasi-totalité des parts de la SEGAT, société éditrice d'Action Nice Côte d'Azur, magazine essentiellement financé par la publicité et les annonces, et qui a bénéficié des budgets publicitaires des associations para-municipales dirigées par M. Médecin, elles-mêmes subventionnées par la ville de Nice. En confondant ses intérêts privés d'éditeur avec les intérêts publics de la ville dont il a la charge, le maire se serait ainsi rendu coupable du délit d'ingérence.

Dans un communiqué remis à l'AFFP, M. Médecin indique : « M. Colonna avait déjà utilisé la même argumentation en déposant un recours devant le tribunal administratif contre mon élection. Dans son jugement, rendu le 21 juin dernier, le même tribunal (...) devait débouter le plaignant, estimant que ma présence à la tête de la SEGAT était non effective et non rémunératrice. Actuellement, l'affaire est devant le Conseil d'Etat, à la demande de M. Colonna. »

En ce qui concerne l'éventuel délit d'ingérence qui n'est reproché par M. Colonna, ajoute M. Médecin, je tiens à préciser que l'affaire est entre les mains de la justice et qu'il n'est pas dans mes habitudes de me permettre de prononcer la moindre remarque sur la procédure engagée, et ce tant que le parquet de Grenoble (1) n'aura pas remis sa décision. »

(1) M. Médecin étant officier municipal, l'instruction de l'affaire ne pouvait être confiée à un magistrat de sa circonscription. C'est M. Pierre Béard, conseiller à la cour d'appel de Grenoble, qui a été chargé du dossier et qui, à ce titre, a ordonné les perquisitions.

Typhon dans le golfe de Thaïlande

Un navire américain a coté avec une centaine de personnes à bord

Un navire d'exploitation de gisements de gaz a coté dans le golfe de Thaïlande où son épave a été repérée, le samedi 4 novembre, ont indiqué des responsables des opérations de secours à Bangkok. Le Sea-Crest avait quatre-vingt-dix personnes à bord au moment du naufrage. Il semble que certaines d'entre elles aient survécu. Selon le ministre thaïlandais des communications, la tempête, déclenchée par un typhon baptisé « Gay », risque d'avoir également provoqué le naufrage de plusieurs bateaux de pêche, avec, au total, quelque cent marins portés disparus.

Le contact avait été rompu depuis jeudi en début d'après-midi avec le Sea-Crest, un navire appartenant à la société de Los Angeles, Unocal. Le bateau était alors assailli par des vents soufflant à quelque 120 kilomètres-heure et par des vagues hautes de 10 mètres. Un cargo thaïlandais semble également avoir sombré, avec une quinzaine d'hommes d'équipage à bord, dans la tempête qui sévit sur le golfe de Thaïlande depuis quelques jours. - (AFP.)

Une équipe européenne de télévision retenue en Chine

Marie Jaoul avait obtenu des autorités chinoises la permission de partir sur les traces d'Alexandra David-Neel, la célèbre exploratrice du Tibet, morte en 1969, à l'âge de cent ans. Son équipe a tourné pendant l'été dans les provinces du Sichuan, du Gansu et du Qinghai, à l'ouest de la Chine. Le film est une coproduction des télévisions française (TF1), ouest-allemande (WDR) et britannique (Channel 4).

En dépit des autorisations accordées par le ministre du tourisme de la République populaire de Chine et par l'armée rouge, Pékin a saisi les cent cinquante-quatre bobines tournées, et les membres de l'équipe ont dû rester sur place six semaines supplémentaires. La réalisatrice, forte de son contrat, a jugé ce procédé inacceptable. Une demande d'explication a été adressée aux autorités chinoises par des diplomates français, ouest-allemands et britanniques.

Le gouvernement satisfait de l'avis du CSA sur les quotas

Réagissant à l'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur les décrets précisant les quotas de production et de diffusion télévisée (le Monde du 3 novembre), le ministre délégué à la communication, M. Catherine Tasca, « note avec une grande satisfaction » que CSA et gouvernement « sont en accord profond sur les objectifs de ces textes » qui visent à « favoriser la production d'œuvres d'expression originale française et d'origine européenne, et assurer la présence majoritaire à l'écran de ces œuvres ». M. Tasca estime que l'avis du CSA « comporte de nombreuses suggestions pertinentes

dont la plupart pourront certainement être prises en compte par le gouvernement pour améliorer le dispositif prévu ».

De son côté, la Chambre syndicale de producteurs de films s'estime que certaines des obligations proposées par le CSA soient « en net recul par rapport à la déréglementation en vigueur ». Elle demande donc au gouvernement de maintenir les mesures de soutien au cinéma, et de « refuser tout alignement sur la réglementation laxiste prévue dans la directive européenne Télévision sans frontières ».

■ CAMBODGE : M. Kouchner et le retour des Khmers rouges. - Jugement des Khmers rouges « parmi les plus grands massacreurs de l'Histoire », le docteur Bernard Kouchner a estimé, le vendredi 3 novembre à France-Inter, que leur « retour sur la scène politique » était une « grande tragédie ». S'exprimant « à titre personnel », le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire a envisagé la possibilité d'envoyer des « brigades internationales contre les Khmers rouges ». « Je serais content d'en être », a-t-il dit.

■ NICARAGUA : Annulation des entretiens gouvernement-contras. - Les dirigeants de la Contra ont déclaré, vendredi 3 novembre, ne pas être en mesure de participer lundi et mardi aux entretiens prévus avec le gouvernement de Managua au siège new-yorkais des Nations unies. Dans une lettre adressée à l'ONU et à l'Organisation des Etats américains, ils déclarent ne pas disposer de suffisamment de temps pour préparer la réunion et demandent que celle-ci soit reportée au 13 novembre. - (Reuters.)

L'ESSENTIEL

CULTURE

Il y a dix ans, les Américains otages à Téhéran 2

ETHIOPIE

L'Ethiopie renoue avec Israël 3

MANIFESTATIONS

Des écologistes ont défilé aux cris de « Démocratie » 4

REGIONES

Budget de l'éducation adopté 6

M. Giscard d'Estaing démissionne de son mandat de député

L'ancien président de la République choisit l'Europe et l'Auvergne 7

M. Rocard et le social

Le premier ministre cherche à redresser son image après le conflit des impôts 7

Livres politiques

Le cas Braxillat, par André Laurens 7

Colloque sur la sécurité intérieure

La fin de la guerre entre la majorité et l'opposition 8

L'honneur de McEnroe

L'ancien champion du monde a battu Michael Chang en quart de finale de l'Open de tennis de Paris-Bercy 8

CULTURE

Dialogue Picasso-Braque 2

Lorin Maazel au Châtelet

Lorin Maazel va diriger Fidelio au Châtelet pour Giorgio Strehler. Puis il repartira pour les Etats-Unis. Mais il a annulé ses engagements avec l'Orchestre philharmonique de Berlin 9

Le réveil du Sud aveyronnais

Les transformations de Saint-Georges-de-Luzençon au pied du plateau du Larzac 12

Tension sur les taux européens

La non-réévaluation du mark va entraîner une nouvelle baisse des taux d'intérêt en RFA et en France 13

Indosuez se retire de Nouvelle-Calédonie

La banque française cède à l'australien Westpac Banking Corporation ses activités en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie 14

Services

Abonnements 2

Carnet 11

Mots croisés 11

Météorologie 11

Spectacles 10

Télévision 11

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 4 novembre 1989 a été tiré à 517 504 exemplaires